

MÉMOIRES  
DU  
MARÉCHAL  
DE VILLARS

PUBLIÉS D'APRÈS LE MANUSCRIT ORIGINAL  
POUR LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ET ACCOMPAGNÉS

DE CORRESPONDANCES INÉDITES

PAR M. LE M<sup>re</sup> DE VOGÜE

MEMBRE DE L'INSTITUT

---

TOME TROISIÈME



A PARIS  
LIBRAIRIE RENOUARD

H. LAURENS, SUCCESEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE  
RUE DE TOURNON, N° 6

---

M DCCC LXXXIX

## EXTRAIT DU RÈGLEMENT.

Art. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que le tome III de l'édition des Mémoires du MARÉCHAL DE VILLARS, préparé par M. Le Mis de Vogüé, lui a paru digne d'être publié par la Société de L'HISTOIRE DE FRANCE.

Fait à Paris, le 20 juin 1889.

Signé : Lud. LALANNE.

Certifié : Le Secrétaire  
de la Société de l'Histoire de France,  
A. DE BOISLISLE.

MÉMOIRES  
DU MARÉCHAL DE  
VILLARS

*tome III*

1708.

Le premier événement de l'année 1708 fut l'embarquement du roi d'Angleterre à Dunkerque pour rentrer dans ses royaumes. Dès qu'il fut près d'Édimbourg, on y envoya des chaloupes pour voir si les partisans de Jacques III tiendraient les paroles qu'ils avaient données. On fit des signaux, mais rien ne parut de la part des Écossais, et il fut aisé de juger par là que l'affaire était manquée. Le chevalier de Forbin, qui commandait la flotte française, ne voulut pas attendre celle d'Angleterre qui le suivait. Il tourna vers le nord et ne perdit que le vaisseau du chevalier de Nangis, qui fut pris par l'avant-garde de la flotte anglaise. Ce voyage, très malheureux pour le roi d'Angle-

terre, fut très favorable à tous les principaux officiers qui l'accompagnaient. Ce prince, qui ne devait distribuer les grâces accordées par Sa Majesté que lorsqu'il serait débarqué, ouvrit les paquets par lesquels le marquis de Gacé [1] se trouvait maréchal de France, MM. de Levi [2] et de Ruffey [3] lieutenants généraux, et les autres élevés à proportion de leurs emplois. M. de Chamillart, ministre de la guerre, très puissant auprès du roi et ami intime de la maison de Matignon, voulut y mettre une charge de la couronne ; il la fit donner au marquis de Gacé, lieutenant général, ce qui fit dire à M. de Lauzun que le ministre aurait mieux fait de prendre l'aîné, petite malignité qui était assez dans l'esprit de ce duc.

La principauté de Neufchâtel avait, dès l'année précédente, porté les prétendants à cet État à y venir soutenir leurs droits. La concurrence de M. le prince de Conti et du comte de Matignon soutenu par M. de Chamillart fit perdre cette principauté aux héritiers les plus naturels. L'élec-

teur de Brandebourg, qui n'y avait aucune prétention légitime, prit toutes les mesures pour réaliser un droit imaginaire. Il distribua de grosses pensions dans tout le canton de Berne ; il promit aux principaux habitants de Neufchâtel de leur donner de l'emploi chez eux et à Berlin ; il traita avec l'Angleterre et la Hollande qui s'engagèrent à le soutenir moyennant un corps de Prussiens qu'il devait envoyer en Italie. Avec toutes ces précautions, il gagna les suffrages et fit trouver incontestable son prétendu droit sur Neufchâtel.

À peine la campagne de 1707 fut-elle achevée que le roi ordonna au maréchal de Villars de se rendre incessamment à la cour pour le charger de faire la conquête de ce petit État. Il dit à Sa Majesté que, si elle avait bien voulu lui donner cette commission dans le temps que les divers concurrents disputaient leurs droits, il aurait fait tomber la principauté à qui Sa Majesté aurait voulu, et à lui-même, si elle l'avait agréé, quoiqu'il n'y eût pas grand droit. Et, dans la vérité, la cour

ayant ordonné au maréchal de Villars d'envoyer des troupes fortifier celles de Provence dans le temps qu'il était bien avant dans l'Empire, ces troupes, qui, pour aller en Dauphiné, passaient fort près de Neufchâtel, n'avaient qu'à paraître y marcher pour déterminer les peuples de ce petit pays à se donner à M. le prince de Conti, l'un des prétendants. Enfin le maréchal de Villars, après avoir reçu les ordres du roi dans un très petit séjour qu'il fit à la cour, partit dans le commencement de l'année 1708 pour se rendre à Besançon. Il trouva les affaires de Neufchâtel dans une disposition bien différente de celle que le roi pensait. Les cantons de Berne et de Zurich avaient pris toutes les mesures possibles pour assurer ce petit État à l'électeur de Brandebourg. Ils avaient fait marcher beaucoup de troupes pour fermer les passages déjà bouchés par les neiges, et fait avancer du canon. Enfin il n'était plus question de surprendre le pays ni de s'en emparer. Il fallait attaquer le corps helvétique, ou du moins les parti-



sans déclarés pour l'électeur déjà en possession. Il est vrai que les cantons catholiques nous étaient favorables, mais on sait bien que leurs forces sont si inférieures à celles des protestants qu'en les obligeant à se déclarer, c'était évidemment exposer les premiers à leur perte. Cependant la cour, prévenue par de mauvais avis, se serait peut-être engagée dans cette guerre, si le maréchal de Villars n'avait écrit une lettre très forte au roi, et une autre à Mme de Maintenon [4] pour représenter le péril qu'il y avait à allumer une nouvelle guerre, qui nous donnait une nouvelle frontière à garder depuis Huningue jusqu'à Lyon, frontière tranquille par la parfaite neutralité du corps helvétique, et encore dans quel temps? lorsque les forces de nos ennemis paraissaient supérieures presque partout. Ce sentiment était appuyé de si bonnes raisons qu'il prévalut sur l'inclination qu'avait le ministre de la guerre à servir le comte de Matignon. Son amitié l'emportait sur son zèle et son attachement fort désintéressé pour le bien

de l'État; car on verra dans la suite que ce ministre, très puissant auprès du roi, gouvernant tout ensemble les finances et la guerre, n'a pourtant laissé aucune fortune dans sa maison.

Comme les desseins de la cour sur Neufchâtel avaient fait avancer plusieurs corps de troupes vers la frontière de Suisse, cette disposition favorisait un projet que le maréchal de Villars avait formé sur des mesures prises avec des officiers principaux des troupes de l'empereur.

Un lieutenant-colonel nommé Tiller, d'un régiment suisse au service de l'empereur, en garnison à Fribourg, et un capitaine nommé Huster, du même régiment, vinrent la nuit dans la barrière d'Huningue conférer avec le maréchal de Villars et M. de la Houssaye, conseiller d'État et intendant d'Alsace. Ces deux officiers promirent de livrer la porte du château de Fribourg moyennant 600,000 livres que l'on ne devait leur donner qu'après l'exécution du dessein, et lorsque le roi serait maître de la place. Comme ils ne deman-

daient rien d'avance, et que la somme promise était considérable, on ne pouvait raisonnablement douter de leur sincérité. L'heure fut donc prise pour la nuit du 21 au 22 janvier. Les généraux ennemis ne pouvaient, par rapport à Fribourg, prendre aucune inquiétude du voisinage des troupes qui étaient entre Huningue et Brisac, parce que cette disposition regardait l'affaire de Neufchâtel.

Le maréchal de Villars était dans un village près de Brisac, attendant avec impatience le commencement de la nuit, lorsqu'un jeune homme de Berne, étudiant dans l'Université de Fribourg, demanda à lui parler. Il lui dit que son inclination pour la France et l'horreur de voir tuer beaucoup d'honnêtes gens l'avaient porté, quelque péril qu'il y eût pour lui, à venir avertir le maréchal de Villars, que le lieutenant-colonel Tiller avait tout découvert au général Thungen. Il expliqua en même temps de quelle manière il avait été informé de la double trahison. Il dit qu'il était fort

aimé de la femme d'un capitaine à laquelle son mari avait tout révélé; que c'était d'elle qu'il tenait ce qu'il savait, et que dans l'instant il était parti pour en avertir. Il était si bien informé des circonstances et des troupes que les ennemis devaient placer dans la montagne et sur les murailles de la ville, dont on approchait le plus, qu'il ne fut pas permis de douter que l'avis ne fût aussi bon et aussi sûr qu'il était donné à propos [5].

Le maréchal de Villars fit donner mille écus au jeune étudiant, une lieutenance dans les Suisses, et, dans la suite, il eut une compagnie.

On apprit peu de jours après que le lieutenant-colonel Tiller avait tout révélé au général Thungen, qu'il avait eu pour récompense une commission de colonel et une somme d'argent assez considérable.

Ce dessein manqué ne coûta ni homme ni argent au roi. Mais on doit toujours écouter et entreprendre de tels projets. Il s'en fallut peu qu'un semblable artifice ne réussit peu d'années après

au prince Eugène sur Brisac, où les troupes de l'empereur étaient déjà entrées, et la place était emportée si l'on n'eût abattu la herse très à propos.

Dans ce temps-là, M. de Chamillart, qui depuis le commencement de la guerre gouvernait la guerre et les finances, se trouvant accablé de deux fonctions si importantes et si pénibles, se démit des finances dont l'administration fut donnée à M. Desmarets, très capable de les bien gouverner, et l'on peut dire à la louange de ces deux ministres auxquels il passait tous les ans plus de 250,000,000 par les mains, qu'ils exercèrent cet emploi avec un grand désintéressement. M. de Chamillart obtint la survivance de la charge de secrétaire d'État pour le marquis de Cany, son fils.

Les desseins du jeune roi Jacques sur l'Écosse ayant eu un mauvais succès, on forma de grands projets sur la Flandre. On devait faire un effort général du côté de Liège; presque toutes les

troupes de France étaient disposées pour cette grande expédition, et, pour l'exécuter, le roi ordonna au maréchal de Villars de régler la marche de plusieurs troupes. Mais tout fut changé, et l'électeur de Bavière, ne pouvant servir en Flandres sous le duc de Bourgogne, fut destiné à commander l'armée d'Allemagne, et le maréchal de Villars celle d'Italie. Il en reçut les ordres le 30 avril, mais il manda au roi qu'il croyait nécessaire que lui-même il allât recevoir ceux de Sa Majesté avant que de se rendre à cette armée, et laissât sous les ordres du comte Dubourg la frontière dont il était chargé.

Il apprit en même temps qu'il venait un grand nombre de troupes de Flandres pour fortifier l'armée d'Allemagne destinée à être très faible lorsqu'il devait commander. Il manda au roi qu'après avoir sauvé deux fois l'Alsace, il laissait en partant cette frontière avec Trèves, Bitche et Hombourg, dont les deux dernières places étaient très fortes, le pays fermé par les lignes excellentes

de Lautterbourg, l'Allemagne ouverte par le fort de Kell et par celui de Selingen, les lignes redoutables des ennemis à Stoloffen rasées ; qu'avec l'armée qu'on donnait à l'électeur de Bavière, il se serait promis d'aller bien avant dans l'Empire ; qu'il ne pouvait se dispenser de représenter qu'il était bien cruel pour lui qu'après avoir mis les affaires du roi dans le meilleur état, on lui ôtât le commandement, lorsqu'il pouvait espérer plus que jamais de grands avantages pour Sa Majesté ; qu'il oubliait de bon cœur ses mortifications personnelles, mais que sa peine la plus sensible venait de la crainte que le roi se trouvât mal d'un pareil changement. Il faut expliquer les causes de ce changement de commandement.

M. de Vendôme et M. de Chamillart étant fort bien ensemble avaient fait le projet de se rendre maîtres de Liège, et même d'attaquer Mastrich. Dans le même temps, le comte de Bergheic [6], homme très habile, et qui avait beaucoup d'intelligences en diverses places occupées par les enne-

mis, avait médité de se rendre maître de la ville de Gand. Ces espérances de grands succès portèrent le roi à vouloir mettre ses forces sous l'autorité de M. le duc de Bourgogne pour réparer le mauvais effet de sa première campagne. M. l'électeur de Bavière ne pouvait s'accommoder des commandements qu'on lui destinait sous l'autorité de ce prince. Pour cela, il fallait envoyer l'électeur en Allemagne, et l'on crut que ce serait un agrément pour lui de lui donner le maréchal de Berwick, et l'on destina le maréchal de Villars à commander l'armée d'Italie.

Ces misérables arrangements, les vues fausses et par-dessus tout des mesures mal prises produisirent une campagne presque aussi malheureuse que celle de 1706. La ville et le château de Gand furent surpris très heureusement par la bonne conduite du comte de Bergheic. Il n'était guère vraisemblable qu'un si grand et si heureux succès mit les ennemis en état de faire le siège de Lille, où leurs convois, tirés d'Ostende et de



Bruxelles, ne pouvaient arriver que par miracle. Cependant on est forcé de le dire, par la très mauvaise conduite de M. de Vendôme, la ville et la citadelle de Lille défendues par M. le maréchal de Boufflers furent prises sous les yeux de l'armée formidable commandée par M. le duc de Bourgogne, et le prince Eugène et le duc de Marlborough finirent leur campagne par la prise de Gand le 6 de janvier, quoique défendue par 33 bataillons et 29 escadrons. La ville se rendit, dit-on, faute de plomb, et le maréchal de Villars soutenait qu'il y en avait jusqu'à la fin du monde, toutes les églises de cette ville en étant couvertes.

Le maréchal de Villars quitta l'Alsace le 10 mai, et les généraux, les troupes et les peuples lui montrèrent la plus vive douleur en le voyant partir. Le cardinal de Rohan, l'intendant et tous les généraux l'accompagnèrent jusqu'à Saverne, et il se rendit à la cour le 17 mai, où il resta très peu de jours. Le roi lui marqua beaucoup de bonté, et lui dit qu'il avait été forcé de le retirer

d'Allemagne. « Je pouvais, lui répondit le maréchal de Villars, y faire des conquêtes très importantes. Vos complaisances pour M. l'électeur de Bavière ont coûté à ce prince tous ses États dans l'Empire ; son retour en Flandres a fait perdre au roi d'Espagne toute la Flandre espagnole. Dieu veuille que ces derniers changements ne coûtent pas à Votre Majesté la plus grande partie de la Flandre française. Vous me donnez toujours les frontières les plus délabrées, et vous me retirez de celles que j'ai rétablies, lorsque je puis faire un grand usage des places que j'ai prises aux ennemis. Je supplie Votre Majesté d'être bien persuadée que j'oublie mes intérêts, mais que les siens me donnent de très vives inquiétudes. » La suite ne fit que trop voir qu'elles étaient bien fondées.

Le maréchal de Villars reçut des lettres de M. de Medavy [7] qui marquaient que M. le duc de Savoye avait à ses ordres 25 bataillons de l'empereur, 14 de Brandebourg et 20 de ses propres troupes, ce qui faisait en tout 56 et au moins

10,000 chevaux [8]. Le maréchal de Villars n'en avait pas la moitié, et cependant il avait à garder une frontière de près de cent lieues depuis la mer jusqu'à Genève.

Il trouva les généraux de cette frontière un peu ébranlés. Le marquis de Thoy [9] voulait abandonner la Tarantaise, le comte de Medavy était persuadé que le duc de Savoye pouvait prendre Embrun sans difficulté, et tout le monde comptait que les ennemis n'en trouveraient aucune à marcher à Lyon.

Le maréchal ordonna donc à tous les officiers généraux de tenir leurs postes, et de s'y laisser plutôt emporter que de marquer une faiblesse très dangereuse en se retirant. Il se rendit de sa personne à Grenoble le 7 juin, où il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie, ayant beaucoup d'anciens amis dans cette province.

En arrivant il apprit que M. le duc de Savoye faisait de grands amas de grain et de farine vers Genève, ce qui marquait un dessein pour le haut

Rhône, en vue de retomber ensuite sur Lyon. Il eut aussi divers avis que les ennemis faisaient marcher un corps vers Yvrée et un autre vers Coni.

Tous ces derniers mouvements étaient dans l'ordre, l'ennemi ayant intérêt de cacher son véritable dessein. Mais ce qui était le plus important, c'est que toutes les troupes des Impériaux qui étaient dans le Ferrarais et les Palatines, qui avaient pu s'approcher de la mer, arrivaient sous Turin.

Le roi eut alors la bonté d'accorder une patente de lieutenant général au comte de Villars, frère du maréchal, pour servir en cette qualité dans son armée.

Le 22 juin, le maréchal alla visiter les postes de Fenestrelles et de la Pérouse où commandait le comte de Muret [10].

Il eut ordre d'envoyer le comte de Chamarande commander à Toulon avec onze bataillons. En visitant les petites places, il trouva celle de

Fenestrelles très défectueuse, et Briançon à peu près de même, places dont il fallait empêcher la circonvallation pour les sauver du danger d'être prises en quatre jours. Pour Exilles, il en jugea autrement, et il ordonna au commandant, en présence de plusieurs officiers généraux, de s'y faire emporter d'assaut et de n'admettre aucune capitulation quelle qu'elle pût être.

Après avoir reconnu autant qu'il lui fut possible la situation très embarrassante de la frontière, et que les montagnes qui paraissent inaccessibles se traversent partout dès que les neiges sont fondues, il disposa ses troupes de manière qu'il pût se donner le temps d'arriver avec le plus de forces qu'il lui serait possible dans les lieux les plus importants à défendre. C'était sans contredit celui de Chambéry, parce qu'il mène aux plaines de Dauphiné.

M. de Thoy commandant dans la Tarantaise, M. de Medavy vers le Mont-Cenis, M. de Muret à la Perouse, M. de Guerchois [11] à la vallée de

Barcelonnette, M. d'Artagnan vers Nice, et M. de Langeron [12] à Toulon assuraient tous dans le même temps qu'ils allaient être attaqués. Le maréchal, sur tous ces différents avis, se détermina, comme nous l'avons dit, au côté de la Savoye [13].

Il reçut du roi une lettre datée du 8, par laquelle Sa Majesté lui ordonnait de renvoyer à Toulon un grand nombre de troupes, persuadée que le duc de Savoye y retournerait. Si le maréchal de Villars eût suivi ces ordres à la lettre, le Dauphiné était dans un danger évident. Mais il ordonna aux généraux qui étaient aux têtes de s'y laisser emporter plutôt que de les quitter, et manda au roi, en lui rendant compte de ses justes inquiétudes, qu'il avait ouï dire au feu prince de Condé qu'il fallait craindre les ennemis éloignés et les mépriser quand il n'était plus question que de combattre.

Il apprit alors par un courrier de la cour que, le 5 juillet, on avait eu le bonheur de surprendre la ville avec le château de Gand et la ville de

Bruges. Un si heureux succès en promettait de bien avantageux aux armées du roi pour le reste de la campagne ; mais on verra que, par des fautes capitales de M. de Vendôme, du marquis de la Motte-Houdancourt [14] et d'autres généraux, ce succès si grand, si heureux et si peu espéré mit la France dans un extrême péril. Revenons à la suite de ce qui se passait sur les frontières du Piémont.

Le 20 du même mois, le maréchal de Villars apprit que le duc de Savoye avait descendu le Mont-Cenis, et qu'il marchait au comte de Medavy avec 40 bataillons, le gros de sa cavalerie et une assez nombreuse artillerie de campagne portée sur des mulets.

Sur le soir du même jour, il fut informé que le duc de Savoye faisait attaquer les postes que l'on avait au Petit-Saint-Bernard, et qu'il descendait en même temps par cinq ou six vallées différentes. Le bataillon de Durfort vers la Tarentaise fut forcé et le lieutenant-colonel de Bretagne blessé.

Le comte de Medavy, qui avait toujours assuré que son poste était très bon, fut obligé de le quitter dès que l'armée de M. de Savoye fut en présence. Il suivit les ordres que le maréchal de Villars lui avait donnés dans ce cas-là, qui étaient de se retirer à Barreaux, et le maréchal de Villars s'y rendit avec la plupart des troupes qu'il avait vers Briançon. Il avait ordonné au marquis de Thoy que, s'il voyait le comte de Medavy se retirer vers Barreaux, il prit la même route, son plan étant de rassembler là ses principales forces et d'attaquer le duc de Savoye lorsqu'il voudrait marcher vers Chambéry.

Le 27 juillet, le maréchal de Villars arriva à Barreaux et commença à se placer de manière qu'il pût couvrir Barreaux et Chambéry, c'est-à-dire obliger le duc de Savoye à l'attaquer bien posté avant que ce prince pût aller à l'un ou à l'autre. Le maréchal hasarda de prendre d'abord ce poste avec peu de troupes ; mais, comme elles lui arrivaient successivement, il espéra les avoir



à temps, et son espérance ne fut pas déçue. Le duc de Savoye n'osa ni l'attaquer, ni marcher en avant. Le maréchal demeura six jours dans ce poste, où il apprit la malheureuse affaire d'Oudenarde.

Le duc de Vendôme, qui, avec beaucoup de valeur personnelle et d'esprit, avait le malheur de raisonner souvent très faux, et qui avait pour l'ennemi un mépris très dangereux, après l'heureux succès de Gand, n'avait d'autre parti à prendre que de faire le siège d'Oudenarde pour lier cette conquête à nos places de Flandres. Il avait tout le temps de se poster, et il lui était d'autant plus facile de le faire que, mettant presque toute son armée devant Oudenarde, cette place était investie par un côté de l'Escaut entièrement à lui. Mais il négligea de marcher et de se donner deux jours pour se placer et se retrancher, en sorte qu'il n'arriva sur Oudenarde que peu d'heures avant les ennemis ; il pouvait même encore se placer très avantageusement après avoir

passé l'Escaut. Il est vrai qu'en ce cas, il ne faisait plus le siège d'Oudenarde, mais par là il empêchait l'ennemi, même posté à Oudenarde, de s'étendre devant lui, après quoi il faisait prendre Menin sans peine.

Au lieu de cela, il engagea une bataille dans les fonds d'Oudenarde, dont le succès lui fut si malheureux que son armée fut partagée; plusieurs troupes se retirèrent à Tournay; il se retira la nuit à Gand et aurait été défait le jour d'après, si l'ennemi ne se fût pas contenté du succès du jour précédent. Reprenons la marche de M. le duc de Savoye.

Le maréchal de Villars reçut, le 30 juillet, une lettre du comte de Medavi, qui lui mandait qu'il était forcé de se retirer à Montmelian, l'ennemi arrivant sur Aiguebelles. En même temps le comte de Muret, qui était avec onze bataillons vers la Perouse, fut attaqué et obligé de se retirer vers Cesanne.

M. d'Artagnan, qui revenait avec les détachements de Provence, eut ordre de se retrancher dans la route de Montdelant à Briançon, pour empêcher que l'ennemi ne coupât Briançon et Embrun en même temps.

Le 3 août, le duc de Savoye reprit la route de Saint-Jean-de-Maurienne, après avoir vainement tenté de marcher à Chambéry et à Montbéliard. Le maréchal de Villars le suivit et arriva à Saint-Jean-de-Maurienne le lendemain du jour que le duc de Savoye en fut parti, après y avoir demeuré trois jours.

M. de Savoye, partant de Saint-Sicaire-de-Maurienne, attaqua par plusieurs endroits les postes qui l'empêchaient d'entrer dans la vallée de Montdelant, entreprise qui lui aurait aisément réussi s'il avait pris la route de Galibier ; et, en effet, il est surprenant que ce prince fût assez peu informé de la nature de son propre pays pour croire ce chemin entièrement impraticable. On l'assura tel au maréchal, mais il en jugea bien dif-

féremment. Il traversa des montagnes où, selon la tradition du pays, nulle troupe n'avait passé depuis les Romains. Il est vrai que ces chemins étaient très difficiles, et à tel point que plusieurs mulets tombèrent dans les précipices ; mais enfin l'infanterie pénétra, et le maréchal de Villars arriva sur Briançon après avoir repoussé toutes les troupes qui avaient voulu investir cette place [15].

M. le duc de Savoye, forcé de quitter Montgenève, mit son armée en bataille derrière les deux villes de Cessane, qu'il occupa. On croit devoir placer ici la lettre par laquelle le maréchal de Villars rendit compte au roi de l'action du 11, et celle qu'il écrivit à Mme de Maintenon pour se plaindre du ministre de la guerre, lequel, par de mauvaises dispositions, ayant mis en grand péril la frontière du royaume la plus étendue et la plus ouverte, n'y ayant aucune place depuis Nice jusqu'à Lyon, voulait cependant compter pour rien tout ce que le maréchal de Villars avait fait pour rompre les divers projets d'une armée de 50,000 hommes.

*Lettre au roi.*

Du 12 août 1708.

Sire,

Votre Majesté aura vu dans ma dernière dépêche à M. de Chamillart combien j'avais lieu de me louer des diligences de M. d'Artagnan pour soutenir les passages qui coupaient la petite route de Briançon, et que le chevalier de Sors, lieutenant-colonel de Vexin, aussi bien que le sieur de Beltans, commandant de Castellás, avaient défendu avec beaucoup de fermeté des postes attaqués par les ennemis. Il est bien certain que ce second objet de M. le duc de Savoye était des plus dangereux.

Je mandais à M. de Chamillart que je m'approchais des ennemis avec la plus grande diligence, et pour cela les troupes de Votre Majesté ont traversé des routes jusqu'à présent inconnues aux armées.

J'arrivai avant-hier au Montgenève, ayant fait occuper les premiers postes par 1,200 hommes

soutenus de 12 bataillons commandés par M. d'Artagnan.

Je reconnus en arrivant la plus grande partie de l'armée des ennemis placée derrière les deux villes de Cesanne avec des gros postes au pied du Montgenève, leurs lignes s'étendant depuis Morlière, Saint-Sicaire et Chantas, jusqu'au col de Sestrières.

Je jugeai qu'on pouvait attaquer les deux villes de Cesanne, le gros des forces ennemies entre Chantas et Sestrières me paraissant trop éloigné pour les soutenir, et les huit bataillons qui étaient à Saint-Sicaire n'étant pas encore assez considérables pour m'empêcher d'engager un combat.

On détacha donc 2,600 hommes partagés en deux corps commandés par nos deux plus anciens brigadiers d'infanterie, MM. du Montel et de Guerchois. Les colonels étaient MM. d'Autré et Pajol, et ce détachement était suivi par douze bataillons commandés par M. d'Artagnan.

M. le marquis de Thoy, lieutenant général de jour, se mit à la tête du détachement qui avait

la droite. Celui de la gauche, descendant par le grand chemin de Montgenève, fut mené par M. de Guerchois. Nous trouvâmes d'abord 7 à 800 hommes des ennemis, presque tous grenadiers, retranchés sur des plateaux et assis à couvert; quoique nos troupes eussent la hauteur, ils soutinrent nos premières attaques avec beaucoup de fermeté, et le feu fut fort vif et assez long.

M. de Guerchois trouva la grande route du Montgenève tellement rompue qu'il arriva une demi-heure plus tard que nous ne l'attendions. Cependant on poussa toujours sur Cesanne les ennemis qui se jetèrent dans les deux villes, et nous vîmes alors les bataillons campés à Saint-Sicaire baisser pour soutenir le poste. Trois étaient même venus jusque sur le bord de la rivière.

Cependant, Sire, M. de Guerchois arrivant dans ce temps-là, on força d'abord la première ville, et la seconde, le moment d'après, par une brèche mal raccommodée; car ces deux villes sont fermées d'une muraille bien crénelée. Je ne puis assez me louer de l'intrépidité des troupes, et M. le maréchal de Catinat, qui connaît ces postes,

trouvera que c'est une belle et vigoureuse action à l'infanterie de les avoir emportés à la vue d'une armée ennemie. M. le duc de Savoye y était en personne, et les troupes campées à Chantas et à Sestrières y descendirent.

M. de Thoy a mené cette tête avec beaucoup de valeur, MM. du Montet et de Guerchois, deux braves et dignes officiers d'infanterie, M. d'Autré, colonel de la Saare, se sont principalement distingués dans cette occasion, et enfin, Sire, je ne puis assez dire de bien de tout ce qui s'y est trouvé.

Nos grenadiers ont si peu fait de quartier que le nombre des prisonniers est médiocre jusqu'à présent. On n'y compte que trois capitaines avec quelques subalternes, et je ne sais point au juste à combien se monte le nombre des soldats, parce qu'on n'a pu encore les rassembler. Un escadron de cent dragons Dauphin, commandé par M. de Castellane, a chargé avec beaucoup de fermeté à cheval, et cela dans la descente du Montgenève qui est à droite. Les ennemis ont quitté non seulement le camp de Saint-Sicaire, mais ceux mêmes de Chamlas. Je marche dans ce moment, et Votre



Majesté peut compter que l'on fera pour la gloire de ses armes et pour le bien de son service tout ce qui sera humainement possible. Je ne puis trop me louer des troupes.

Toute l'armée ennemie s'est retirée vers les cols les plus près d'Exilles, et je marche pour la chercher encore, quoique le pain ait beaucoup de peine à suivre.

J'ai l'honneur, etc.

*Lettre à Mme de Maintenon.*

12 août 1708.

La dernière lettre dont il vous a plu de m'honorer, Madame, m'a rempli de courage et de confiance. Vous avez la bonté de me dire que Sa Majesté est contente de moi. Je sais, Madame, que je le sers non seulement avec le zèle le plus vif, mais encore avec quelque bonheur. Cependant, ni dans la dépêche dont Sa Majesté m'honore sur la première retraite de M. le duc de Savoye, ni dans celle de M. de Chamillart, je ne vois

pas la moindre apparence que Sa Majesté soit satisfaite de mes services. Le second coup de M. le duc de Savoye que nous avons paré coûtait au roi la moitié du Dauphiné, et néanmoins, parce que M. de Chamillart a toujours voulu croire qu'il n'y avait rien à craindre de ce côté-là, ces services ne lui paraissent d'aucun mérite. L'action qui se passa hier est la plus brillante, la plus vive et la plus glorieuse pour la nation. Car à la vue de M. le duc de Savoye, sous son armée en bataille dominant toutes les hauteurs, nous avons emporté deux petites villes bien fermées de murailles, nous avons passé une rivière défendue par plusieurs bataillons des ennemis et forcé leur armée à se retirer. Je marche à eux et je ferai tout ce qui sera possible, mais je ne balancerai point du tout à vous dire, Madame, que les lettres et la conduite défiante de M. de Chamillart sont très pénibles à un homme comme moi. S'il ne croit pas que je sache la guerre, il me fera plaisir d'en trouver quelque autre dans le royaume qui en soit plus instruit. Je vous supplie très humblement de ne lui en témoigner rien, quoiqu'il ne soit très aisé

de faire voir bien clairement que l'État a été en grand péril de ces côtés-ci. Grâce à Dieu, tout va bien maintenant, on ne peut être plus content que je le suis des troupes ; officiers et soldats, tout a fait des merveilles, et pour moi, Madame, je relis la dernière dont vous m'avez honoré pour n'avoir besoin d'aucune sorte de consolation. Je suis, etc.

Après la prise de Cessane, le duc de Savoie, qui était en bataille derrière ces deux villes, se retira très diligemment. Le maréchal de Villars le suivit de même, marcha par la crête des montagnes, route jusqu'alors inconnue, gagna les hauteurs d'Exilles, et par ce moyen dominait tous les postes qu'occupait l'armée ennemie. Il craignait seulement que M. le duc de Savoie n'eût eu le temps de se retirer et de sauver son artillerie, car il se voyait au-dessus de tous ses quartiers, et par une situation si avantageuse la perte de l'armée ennemie était infaillible. Malheureusement il apprit la nuit que le misérable commandant d'Exilles s'était rendu prisonnier de guerre [16]

sans avoir vu la moindre apparence de brèche à ce fort, situé sur un roc très escarpé, et malgré les ordres du maréchal de Villars, qui, comme nous l'avons dit, lui avait commandé de se laisser emporter d'assaut, plutôt que d'écouter aucune sorte de capitulation. Ce misérable, troublé d'une peur sans fondement, résolut de se rendre. On lui représenta que le bruit de canon vers le Montgenève que l'on avait entendu la veille était une action entre les deux armées, et que, selon les apparences, elle n'avait pas été heureuse pour les ennemis, puisque leur armée se retirait. Il dit que c'était une réjouissance qu'ils faisaient d'une bataille gagnée en Flandres, et que leur marche était pour le resserrer davantage. Mais, lui répliqua-t-on, si c'était pour vous resserrer, on ne verrait pas leurs troupes marcher vers Suze, et même en désordre. Toutes ces raisons ne purent le rassurer, et enfin le traître ou le lâche se rendit la nuit. On le crut gagné par de l'argent, car il est surprenant que la tête tourne à ce point-là. Mais il est

plus surprenant encore que, dans une garnison fortifiée de 200 grenadiers choisis, il ne se trouvât pas un seul officier qui eût le courage de s'opposer à une pareille infamie. Cependant elle priva le maréchal de Villars d'un avantage certain sur l'armée de M. le duc de Savoye sur laquelle il avait gagné les hauteurs, et dont toute l'artillerie et l'arrière-garde au moins étaient perdues.

Le maréchal de Villars apprit le 16 que le fort de la Pérouse avait été pris par les ennemis sans aucune résistance. Le comte de Muret avait cependant répondu qu'il tiendrait huit jours. Une redoute, qui rendait le secours de Fenestrelles assez possible, fut abandonnée même sans être attaquée.

Une conduite si misérable des gouverneurs et des commandants mettait le maréchal de Villars au désespoir. Il manda au roi qu'il fallait absolument en faire pendre quelques-uns, et qu'il était honteux pour la nation de voir des places se rendre presque sans être attaquées.

Le maréchal de Villars fit plusieurs détachements pour gagner les hauteurs par lesquelles il pouvait espérer de secourir Fenestrelles. Mais les ennemis les avaient toutes occupées, et il reconnut que ce secours était absolument impossible. Cependant les ennemis ayant avancé quelques troupes auxquelles on pouvait marcher, il les fit attaquer, et on leur tua ou prit près de 300 hommes.

Le 23 août, il fit marcher le comte de Muret et le chevalier de Givry [17] avec des détachements de grenadiers pour essayer une seconde fois de gagner les hauteurs. Ils les trouvèrent toutes occupées et fortifiées par les ennemis. Ainsi ne pouvant attaquer leurs postes à cause de la bonté de leur situation, ce qui avait été reconnu dès que Fenestrelles fut investi, on chercha à y jeter quelques secours pour faire durer le siège plus longtemps, et le maréchal de Villars envoya des troupes dans la vallée d'Aoust et dans celle de

Lents [18] pour mettre tout ce pays sous contribution, ce qui fut exécuté.

La campagne finie sur les frontières de Piémont, le maréchal de Villars reçut une lettre de Mme de Maintenon, outrée des mauvais succès de Flandres auxquels elle était d'autant plus sensible que M. le duc de Bourgogne était à la tête de cette armée. Par cette lettre, elle priait le maréchal de Villars de lui mander ce qu'il pensait le plus convenable pour le service du roi en Flandres. Il répondit que, dès que M. de Vendôme n'avait pas pris le parti de secourir Lille, rien n'était plus utile que de faire le siège d'Oudenarde, place médiocre, et qui ne tiendrait que peu de jours, mais si importante par sa situation qu'en la prenant on rendait non seulement la conquête de Lille inutile aux ennemis, mais encore que la retraite de leur armée en devenait très difficile. Puisque étant maître de cette place, et que Tournay, Gand et Bruges étaient au pouvoir du roi, il n'y avait qu'à se placer derrière l'Escaut et le canal de Gand

pour barrer toute retraite aux ennemis, même après avoir pris Lille. Il ajouta que la raison de guerre voulait que les ennemis, après avoir laissé dans leurs lignes autour de Lille les troupes nécessaires pour les garder, ils marchassent au secours d'Oudenarde, que, dans ce cas, il n'y avait pas à balancer à leur donner bataille, que l'on pouvait le faire avec avantage parce que, leurs forces diminuées par celles qu'ils seraient obligés de laisser autour de Lille, celles du roi se trouveraient supérieures, et qu'enfin il y avait des occasions où il ne fallait pas hésiter à donner bataille. Il finissait sa lettre en suppliant qu'il lui fût permis de se rendre en toute diligence à l'armée de Flandres. Il ajoutait qu'en toute autre occasion, il ne voudrait pas être aux ordres de M. de Vendôme, mais qu'il lui servirait volontiers d'aide de camp dans une bataille où il était question du salut de l'État. Il demanda la même grâce au roi par un courrier.



Nous croyons devoir mettre ici la lettre qu'il écrivait à Mme de Maintenon sur ce sujet. On y verra mieux l'étendue et la suite des vues du maréchal dans une conjoncture malheureuse où les affaires ne se pouvaient rétablir que par un coup d'éclat. Mais auparavant il faut encore dire un mot de l'armée de Piémont.

L'impossibilité de secourir Fenestrelles obligea le maréchal de Villars à mander au sieur de Barrière qui y commandait que, quand il serait à vingt-quatre heures près d'être emporté, il fit tout ce qui serait en son pouvoir, ayant une quantité considérable de poudre, pour en remplir les souterrains ; qu'il mit toutes les pièces de canons en état d'être crevées en les enterrant à demi ; qu'il laissât les mèches en état de durer deux heures, et qu'il marchât ensuite à minuit vers la redoute du Loux ; que, de son côté, il marcherait avec un gros corps d'infanterie pour le recevoir et pour attaquer d'un côté les postes des ennemis pendant qu'il attaquerait de l'autre pour favoriser sa

retraite ; que ce parti était le seul glorieux pour sa garnison et bien différent de la honte de se rendre prisonnier de guerre ; il lui proposait en même temps l'exemple de Pery qui avait sauvé la garnison de Haguenau.

*Lettre à Mme de Maintenon.*

Du 23 août 1708.

Je reçois, Madame, avec une parfaite satisfaction, la lettre dont il vous a plu de m'honorer. En vérité, Madame, je suis transporté des bontés que vous voulez bien me montrer, et toutes les expressions sont infiniment au-dessous des sentiments qu'elles inspirent.

Vous me faites l'honneur de me mander, Madame, ce que je pense sur les partis que l'on peut prendre en Flandre. Vous serez bien persuadée que, depuis que j'ai su Lille investi, j'ai été vivement occupé de ce qui pouvait être le plus convenable à l'intérêt du roi. J'ai pensé à ce qu'on pou-

vait attaquer qui nous pût dédommager de la perte de Lille, et même dans l'espérance que la défense de M. le maréchal de Boufflers serait assez longue pour revenir encore au secours de Lille après avoir pris ce qu'on attaquerait, et je ne trouve qu'Oudenarde. Mais, comme la prise de cette place mettrait l'ennemi dans une mauvaise situation, il ne faut pas douter que même avant qu'elle soit investie il ne marche pour la protéger. Je trouve donc qu'il serait plus avantageux d'obliger l'ennemi qui laisserait la circonvallation de Lille garnie à venir donner un combat pour sauver Oudenarde, que d'aller l'attaquer dans ses retranchements. Premièrement, parce qu'on le trouverait plus faible, puisque ses forces seraient en quelque manière partagées, et que celles du roi seraient réunies. En second lieu, parce que l'armée de Mgr le duc de Bourgogne, faisant la diligence possible pour arriver sous Oudenarde, aurait au moins vingt-quatre heures d'avance pour s'y placer, avantage d'une si grande conséquence à la guerre qu'on ne saurait trop chercher à se le procurer.

J'aurai donc l'honneur de vous dire, Madame, que mon premier objet eût été de marcher à Oudenarde en faisant des ponts sur l'Escault pour la jonction de M. le maréchal de Berwick avec Mgr le duc de Bourgogne, de marcher tous ensemble sur Oudenarde, laissant seulement un corps de 8 à 10,000 hommes de l'autre côté de l'Escault. Mais tout cela a dû être concerté d'avance, et même doit être exécuté présentement. Ma pensée est que l'ennemi ne souffrirait jamais la prise d'Oudenarde ; car il est aisé de voir sur la carte, qu'Oudenarde une fois pris, il n'a plus de retraite, et que pour le soutenir il viendrait sans doute nous combattre avec le même désavantage que nous trouverons peut-être en l'allant chercher à Lille.

Voilà donc quelle eût été ma première vue, supposé qu'elle eût trouvé des difficultés que je n'imagine pas, je ne balancerai point à vous dire qu'il faut donner une bataille pour sauver Lille. La gloire des armes, celle de la nation nous y obligent plus que tout, et c'est ici que la grande maxime de M. de Turenne a lieu, qu'il faut com-

battre pour sauver les places importantes, puisque, si vous ne combattez pas pour les premières, il faut malgré que l'on en ait combattre pour les secondes. Sur cela, Madame, j'aurai l'honneur de vous dire que, prenant congé de Sa Majesté, je pris la liberté de lui dire, lorsqu'elle se promenait dans les jardins de Versailles, que s'il y avait une grande action en Flandres, j'osais me flatter que ses troupes m'y verraient avec joie arriver le matin de la bataille. Le roi eut l'extrême bonté de me répondre que ce plaisir ne serait pas pour les troupes seulement, mais pour d'autres aussi, et pour lui tout le premier. En vérité, Madame, je me flatte toujours que lorsque le roi verra la campagne finie en ce pays-ci, et elle l'est (c'eût été sans aucune sorte de perte, sans la trahison avérée du commandant d'Exilles), je me flatte, dis-je, de recevoir un courrier de Sa Majesté qui m'ordonne de me rendre en Flandres. Je vous dirai bien naturellement, Madame, que ce serait avec répugnance que je prendrais l'ordre de M. de Vendôme, mais pour ces grandes journées je le servirai comme aide de camp, et j'ajouterai que

pour une bataille je croirais une aile très bien menée par M. de Vendôme, l'autre par M. le maréchal de Berwick. Je le dis avec peine, mais je suis forcé de l'avouer, après ces généraux ma confiance n'est point du tout entière pour la plupart de tout ce qui leur est subalterne. Je vois depuis longtemps avec une véritable douleur le peu de sujets que le roi a dans un certain ordre.

Que Sa Majesté ait donc la bonté de voir à quoi je puis lui être utile. J'ai, grâces à Dieu, la meilleure santé du monde ; les ennemis du roi ont quelque sorte d'opinion de moi, et je puis dire avec vérité que jusqu'à présent peut-être, suis-je le seul général de l'Europe dont le bonheur à la guerre n'ait jamais été altéré. Peut-être aucun n'a vu tant de petites ni tant de grandes actions, et soit subalterne, soit général, grâces à la bonté de Dieu, j'ai toujours vu fuir les ennemis devant moi. M. le duc de Savoye, dans la dernière occasion, était en personne à la tête de son armée. S'il y a quelque vanité, Madame, dans ce que j'ai l'honneur de vous dire, il y a au moins de la vérité, et je mets la vérité avant tout.

Enfin je supplie Sa Majesté de compter sur mon zèle et sur une application vive et entière à tous ses intérêts. Si elle pouvait jeter les yeux sur les dépenses de ses armées, elle y verrait mon économie et mon attention continuelle à ménager ses finances.

Voilà, Madame, une très longue lettre ; mais puisse-t-elle arriver assez à temps pour que Sa Majesté puisse faire usage de ma bonne volonté. Elle est au plus haut point, aussi bien que la parfaite vénération avec laquelle j'ai l'honneur, Madame, de vous être dévoué. Signé : le maréchal duc de Villars.

Il ajouta ensuite de sa main :

Permettez-moi de vous dire, Madame, que l'on croit quelquefois bon de faire tenir les cartes à celui qui joue heureusement, surtout si l'on a remarqué que la confiance que donne la fortune n'empêche pas une extrême précaution.

Le 2 septembre, le maréchal de Villars apprit que Fenestrelles, après avoir été battue deux jours, s'était rendue la garnison prisonnière de

guerre. Cette dernière infamie l'obligea à mander au commissaire du roi qui était en Piémont de ne donner pour punir les prisonniers aucune subsistance aux officiers, lesquels n'auraient pas été prisonniers de guerre s'ils avaient eu la résolution de vouloir paraître attendre l'assaut. Il ajouta qu'ils ne méritaient pas d'être nourris par le roi, puisqu'ils l'avaient si mal servi, et que leur lâcheté déshonorait la nation.

Les ennemis ayant paru vouloir marcher au château de Queyras, le maréchal de Villars fit marcher quelques bataillons sur la marche desquels ils changèrent de résolution. Il envoya aussi des troupes vers la vallée de Barcelonnette sous les ordres de M. de Guerchois, et dans la Tarentaise sous ceux de M. de Thoy. Il envoya le sieur du Montet vers Briançon, M. d'Artagnan à Seyne, en sorte que par ces dispositions toute la frontière se trouvait en sûreté, et il se rendit de sa personne à Briançon.



On ne croit pas inutile de placer ici la lettre qu'il écrivit le 8 septembre au sieur de Barrière qui commandait dans Fenestrelles lors de la reddition de cette place [19] :

C'est une consolation pour moi, Monsieur, par l'estime que j'ai pour vous, de trouver dans votre lettre que vous avez été forcé à rendre votre place par l'indignité de quelques officiers dont vous auriez pu justement punir l'insolence en leur passant l'épée au travers du corps. La peur seule leur a donné le courage de vous parler avec hauteur, et ces misérables n'ont pas voulu se souvenir de ce que j'ai dit si souvent fort haut en visitant votre place, c'est que la timidité fait rendre une garnison prisonnière de guerre.

Quand même la place serait ouverte, quand les demi-lunes seraient prises, la descente du fossé faite, quand on n'aurait enfin qu'une simple palissade devant soi, si l'on a la fermeté de dire que l'on ne veut pas être prisonniers de guerre, et si l'ennemi est bien persuadé que l'on veut at-

tendre l'assaut, tout général, quoique bien sûr de vous emporter, aimera mieux laisser aller 4 ou 500 hommes que de les forcer en hasardant de perdre cent braves gens.

Que peut-il arriver, en effet, de plus indigne que d'être prisonniers de guerre ? et quand votre garnison aurait été forcée, un ennemi la fait-il massacrer entière pour avoir fait son devoir ? On est au contraire toujours porté à bien traiter de braves gens, et les vôtres déshonorent la nation. Ils trouveront en moi un ennemi plus dur et plus sévère que ceux qu'ils avaient en tête, et je commencerai par leur faire sentir l'indignité de leur conduite.

J'ai donc défendu que l'on donne aucune subsistance à tous les officiers qui se sont rendus prisonniers de guerre. J'en excepte ceux qui n'ont pas voulu signer de capitulation. Que les autres soient entièrement à la merci de l'ennemi, qu'ils subissent toute la honte et toute l'indignité qu'ils ont justement méritées. Quiconque peut devoir sa gloire et son salut à sa fermeté ne mérite aucun égard quand elle l'abandonne. J'aurai pour vous,

Monsieur, ceux qui sont dus au refus que vous avez fait de signer la capitulation, et je serai bien aise de vous faire connaître dans les occasions que je suis sincèrement à vous.

Toutes les troupes placées, le maréchal de Villars partit de Briançon le 10 septembre pour aller visiter le château de Queyras et les places d'Embrun et de Montdauphin. Il trouva cette dernière située sur une hauteur exposée à tous les vents, et n'étant à l'abri d'aucun par quatre ou cinq vallées qui y aboutissent, qui en rendait l'air si dangereux que tout y périssait.

Il envoya des officiers à Cessane pour régler un échange avec ceux des ennemis qui devaient s'y trouver aussi de leur côté. Ce fut alors qu'il apprit par une lettre de Mme de Maintenon, que l'on croit devoir insérer ici, les inquiétudes où était la cour sur les mouvements qui se faisaient en Flandres pour secourir Lille, mouvements qui néanmoins furent tous inutiles par la contrariété

qui se trouva entre les sentiments des généraux dont l'opposition rendit la fin de cette campagne si funeste à la France.

*Lettre de Mme de Maintenon.*

Du 12 septembre 1708.

Il y a bien longtemps, Monsieur, que j'ai envie d'avoir l'honneur de vous écrire, mais j'ai été dans un si grand abattement depuis que notre armée s'est mise en marche pour le secours de Lille, que je vous avoue que je n'en ai pas le courage, et que je remettais toujours à me réjouir ou à m'affliger avec vous quand nous verrions cette grande affaire décidée. Elle tire si fort en longueur que je ne puis plus attendre, et je pense trop souvent à vous pour ne pas vous le dire. Ce n'est pas à moi à raisonner sur ce qui se passe en Flandre, je vous en crois instruit, quoique vous en soyez loin. Il paraît que l'on a perdu un temps qui ne peut se recouvrer. La diversité des sentiments a

tout gâté, et la pluralité des généraux n'est pas bonne. M. le duc de Bourgogne est bien à plaindre de commencer par quelque chose de si difficile, et de se trouver tirailé entre tant de gens qui, je crois, ont tous bonne intention, mais qui voient différemment. M. le maréchal de Boufflers fait, à ce qu'on dit tout ce qui est possible, et ne paraît pas encore bien pressé. Il faudrait un miracle pour que Lille fût secourue. Cette grande affaire, Monsieur, qui fait toute notre attention, ne peut faire oublier au roi ni aux honnêtes gens que vous avez sauvé le Dauphiné. Sans vous toutes mes inquiétudes n'auraient pas été pour la Flandre seulement. Vous m'avez écrit, il y a longtemps, que le roi en serait quitte avec M. de Savoye pour deux châteaux, et vous auriez encore mieux fait que vous ne le promettiez sans la trahison du commandant d'Exilles. Je suis bien en peine de votre conscience par rapport à cet homme-là, car je doute que vous lui pardonniez jamais. Vous m'avez attiré un remerciement de M. d'Artagnan. Je voudrais que les officiers qui servent avec vous sussent les témoignages que vous leur rendez au-

près du roi, pendant que les autres généraux se plaignent souvent de ceux qui sont avec eux. Si on vous connaissait autant que moi, on vous aimerait beaucoup. Vous avez trop de bonté de penser à ma santé. Elle est souvent attaquée, mais jusqu'ici elle se soutient. Je suis bien véritablement, Monsieur, votre très humble et très obéissante servante.

Maintenon.

Le maréchal de Villars, après avoir entièrement réglé la disposition de la première frontière et établi tous les officiers généraux dans leurs postes, se rendit à Grenoble dans les premiers jours d'octobre, alla visiter la Tarantaise et suivit la rivière de l'Isère. Pendant ce petit voyage, il fit avancer huit pièces de 24 et les munitions nécessaires pour les placer à Briançon, afin de pouvoir reprendre Exilles et Fenestrelles, si les ennemis s'éloignaient avant que les neiges rendissent tous mouvements impossibles.

Malheureusement elles commencèrent à tomber alors en si grande quantité qu'elles ne laissaient plus aucun moyen d'agir. Ainsi il sépara toutes les troupes et les envoya dans leurs quartiers d'hiver. Pour lui, il alla à Lyon sur la fin de novembre où il reçut les ordres du roi pour se rendre à la cour.

Ainsi finit cette campagne qui aurait été bien dangereuse pour la France, si du côté de la Flandres les ennemis avaient profité de leur supériorité, et si le maréchal de Villars, par la diligence de ses mouvements, n'avait traversé tous leurs desseins dans le Dauphiné. Ce fut surtout sa marche par la route de Galibier qui sauva Briançon, Embrun et toute cette partie du Dauphiné, et, sans la lâcheté du gouverneur d'Exilles, le duc de Savoye perdait au moins toute son artillerie devant cette place.

Le maréchal de Villars pressa la cour de mettre ce gouverneur au conseil de guerre. Il fut condamné à être dégradé des armes par le bour-

reau, à une prison perpétuelle et à la confiscation de tous ses biens. Il aurait même perdu la vie si l'on avait trouvé des lois qui punissent de mort une lâcheté pareille à la sienne. Cependant le maréchal de Villars demanda au roi la confiscation des biens pour une sœur de ce misérable, et il l'obtint.

Peu de jours après l'arrivée du maréchal de Villars à la cour, on apprit la prise de la citadelle de Lille dont la capitulation fut signée le 7 de décembre.

Le duc de Vendôme avait placé les armées du roi de manière à rendre difficile la retraite des ennemis. Il la soutenait même impossible. Les troupes s'étendaient depuis Tournay jusqu'à Gand, et un corps considérable empêchait qu'on ne pût sortir d'Oudenarde; mais les troupes qui bordaient l'Escault laissèrent un passage à celles de Marlborough qui, maître de cette rivière, la passa pour placer ses troupes entre Bruxelles et



l'Escault. Les nôtres se retirèrent vers Gand et Tournay.

On mit une armée presque entière dans la ville et château de Gand sous les ordres du comte de la Motte, qui avait eu le malheur de laisser passer tous les convois que les ennemis tiraient par Ostende, car les munitions de guerre et de bouche nécessaires pour leur subsistance devant Lille, et pour en continuer le siège, leur venaient d'Angleterre. Cette entreprise était des plus téméraires, aussi ne réussit-elle que par les fautes que firent les généraux français et par l'opposition continue de leurs avis.

M. de Chamillart, ministre de la guerre, se rendit deux fois à l'armée pour tâcher de concilier les esprits. Mais ce fut en vain, et tout concourut à faire réussir les projets des ennemis dont la campagne finit par le bonheur de prendre en six jours la ville et le château de Gand défendu par 29 bataillons et 33 escadrons. Le comte de la Motte en sortit le jour des Rois, et le même que com-

mença cette horrible gelée qui fut si fatale à tous les fruits de la terre, et qui n'aurait pas été moins funeste au prince Eugène et au duc de Marlborough, si le comte de la Motte eût bien voulu se défendre deux jours de plus.

Chamillart avait remis les finances dès le commencement de l'année, et le roi en avait donné la conduite à Desmarets, homme très sensé, et qui les gouverna avec beaucoup de sagesse. La louange certaine que méritent ces deux ministres est d'avoir apporté dans leurs emplois un désintéressement parfait, et tel que l'administration de près de trois cents millions par an pendant la guerre non seulement ne les a pas enrichis, mais qu'à peine leur a-t-on trouvé après leur mort le bien qu'ils avaient en entrant dans ces grandes places.

Dans les premiers jours de mars, Chamillart vint trouver le maréchal de Villars dans son appartement à Versailles. Il lui dit que le roi lui destinait le commandement de ses armées en

Flandres, à la tête desquelles Sa Majesté voulait mettre monseigneur le Dauphin, et que le roi l'attendait chez Mme de Maintenon, où le maréchal se rendit sur-le-champ.

Chamillart avait pensé au siège de Lille que le roi voulait aller faire lui-même. Les obstacles étaient insurmontables, et nous verrons par la suite de ces mémoires que bien loin de pouvoir former aucune entreprise, il fallait une extrême habileté pour sauver une frontière entièrement dépourvue de toute sorte de secours.

Le maréchal de Villars, après avoir reçu les ordres du roi et ceux de monseigneur le Dauphin, représenta combien il était nécessaire qu'il partit dans le moment pour aller visiter des pays où il n'avait pas fait la guerre depuis quinze ans. C'était une frontière nouvelle, puisque la prise de Lille rendait la ville d'Arras une tête qui auparavant était couverte de trois lignes de places.

En même temps le maréchal ordonna qu'un des premiers munitionnaires des vivres se rendit en Flandres. Mais il fut bien surpris de n'y trouver aucune subsistance pour les nombreuses armées qu'il fallait opposer aux ennemis.

La raison de cette affreuse disette venait premièrement de la prodigieuse consommation faite la campagne précédente. Chamillart, qui avait voulu imaginer le siège de Lille, avait retenu toutes les troupes sur la frontière, ce qui épuisait les magasins. D'ailleurs les ennemis, aussi bien que les armées du roi, avaient consommé tout ce qui était sur la terre, et de plus ils avaient imposé des contributions en grain dans tout le plat pays où ils pouvaient les étendre, en sorte que leur armée autour de Lille envoyait des partis jusqu'à la Somme. Enfin la gelée horrible avait détruit toute espérance de récolte, et les garnisons des places ne subsistaient qu'avec une peine extrême. Cette affreuse situation obligea le maréchal de Villars à menacer Raffy, un des principaux entrepreneurs, de le faire mettre dans un cachot. « Si vous me faites mettre en prison, lui répliqua Raffy, ce sera uniquement parce que ma figure vous déplaît, car je n'ai aucun tort. » — « Mais, lui dit le maréchal de Villars, votre traité est signé pour le pain de

la campagne.» — «Non, monseigneur, répondit Raffy, il n'y a aucun traité, et même il n'y en aura aucun.» La surprise du maréchal fut extrême de voir non seulement qu'il n'y avait pas un sac de farine dans les places, mais encore qu'il n'y avait aucune espérance d'en avoir pour l'armée, et qu'au 1<sup>er</sup> avril on se trouverait dans une pareille détresse.

Quant aux troupes, elles étaient dans un meilleur état qu'on ne lui avait dit. À la vérité, les hommes étaient maigres à cause de la mauvaise nourriture de l'hiver, mais les bataillons étaient assez nombreux et le soldat montrait une grande ardeur.

Le maréchal alla voir l'électeur de Bavière à Mons. Il l'avait laissé maître d'une grande partie de l'Empire, et les troupes du roi dans l'assaut menaçaient la ville de Vienne. Depuis cela ce prince, par la seconde bataille d'Hochstet, avait été forcé d'abandonner l'Empire avec ses propres États, et par celle de Ramillies il avait perdu toute

la Flandre espagnole et une partie de la française. Après les malheurs de la dernière campagne, il se trouvait renfermé dans Mons, n'ayant plus d'occupations que ses maîtresses, le jeu et un tour avec lequel il faisait des ouvrages très délicats. Le souvenir de sa gloire passée et des obligations qu'il avait au maréchal de Villars lui tira des larmes des yeux à leur première entrevue, et puis des regrets infinis de ne l'avoir pas cru, mêlés de beaucoup de marques d'amitié et de tendresse. Il voulut retenir le maréchal qui soupa deux fois avec ce prince et sa maîtresse [20]. Il le combla d'honneurs et de politesses et lui donna deux tabatières qu'il avait lui-même travaillées et tournées; car il n'était pas en état de faire de plus grands présents, et en aucun temps le maréchal n'avait voulu en recevoir de lui [21].

Le maréchal de Villars pressa Chamillart par de fréquents courriers d'envoyer les fonds pour que le prêt fût payé et que les officiers subalternes pussent se nourrir; car tout leur manquait hors le

courage, dont on trouva pendant cette dure campagne des exemples au-dessus de tout le passé. Il manda aussi que l'on fit partir tous les inspecteurs de cavalerie et d'infanterie pour travailler à la réparation des troupes.

On était alors bien éloigné de penser au siège de Lille, mais le maréchal avait désiré de pouvoir emporter Courtray. Il fallait pour cela s'assurer au moins huit jours de pain, et c'est ce qu'il trouva totalement impossible, les troupes dans toutes les garnisons n'en pouvaient avoir que d'un jour à l'autre, outre que tout était inondé par des pluies excessives, en sorte que l'on ne pouvait aller ni à pied ni à cheval dans le pays. Dans cette extrémité et au milieu des craintes de voir l'armée réduite à manquer absolument de pain, le maréchal de Villars se crut absolument obligé d'écrire au roi et à Madame de Maintenon et aux deux principaux ministres ; ce qu'il fit avec une vivacité proportionnée à l'importance du besoin. Nous



croyons devoir placer ici une lettre de Madame de Maintenon qu'il reçut le 8 avril.

Voulez-vous toujours m'écrire en cérémonie, M. le maréchal ? Si vous continuez, je saurai bien aussi vous rendre le respect qui vous est dû.

M. le duc d'Estrées n'est point mort, ainsi je n'ai rien à répondre sur le premier article de votre lettre [22].

Il n'y a que de vous, Monsieur, que l'on tire quelque consolation. Vous nous faites envisager que nous aurons une armée, elle sera conduite par vous, et peut-être est-ce le point où Dieu a voulu nous conduire pour montrer les révolutions qu'il sait faire quand il lui plaît.

Cependant nous joignons maintenant au malheur de la guerre la crainte de la famine et d'un scorbut à l'Hôtel-Dieu et aux Invalides, qui nous annoncent la peste. Il faudrait votre courage pour supporter de tels maux.

Le roi presse le plus qu'il peut pour qu'on envoie de l'argent, et il me paraît que M. Desmarets

cherche toutes sortes d'expédients pour en avoir. On vous aura bien mandé que la flotte est arrivée riche de plus de vingt millions pour la France. Je voudrais bien que nous pussions mettre la main dessus.

Ne vous mêlez point dans les affaires du cardinal de Bouillon. C'est un homme qui déplaît au roi et avec beaucoup de raison, et, comme de mon consentement vous ne lui déplairez jamais, je ne lui ai pas dit un mot de cet article de votre lettre. Adieu, M. le maréchal, la crainte de me retrouver en 1694 ne me met pas de belle humeur, mais je n'en suis pas moins votre très humble et très obéissante servante.

Le maréchal de Villars manda au roi qu'il fallait tirer d'autorité des blés de Lorraine, et avec la même autorité se servir de l'argent arrivé de la mer du sud aux négociants de Saint-Malo, enfin qu'il fallait pouvoir former et assembler une armée, ce qui était impossible si l'on ne pouvait pas la nourrir quatre jours.

Le 16 avril, il apprit par les nouvelles d'Hollande que le prince Eugène était arrivé à la Haye, qu'il s'opposait fortement à la paix aussi bien que le duc de Marlborough, et que, selon toutes les apparences, le désir que les Hollandais en avaient ne l'emporterait pas sur l'avis de deux généraux qui comptaient avoir une armée de 180 bataillons et de 290 escadrons, avec une abondance d'argent, de vivres et d'artillerie, qui leur donnaient des espérances presque certaines de pénétrer dans le royaume. Ce fut alors que le maréchal avertit la cour que des commis gagnés dans les bureaux de la guerre ou des finances instruisaient les ennemis des détails les plus importants de ce qui se passait dans les conseils ; qu'il fallait tâcher de découvrir, puis ensuite punir dans la dernière mesure l'infidélité de ces traîtres.

Le 20 avril, il fait enlever les travailleurs que les ennemis employaient à réparer la chaussée de Menin, et mena des troupes dans la petite ville de Lannoy.

Le même jour, il fit occuper les châteaux de Templeuves et de Toullers, et par ce moyen coupa entièrement le commerce de terre avec les villes de Lille, d'Oudenarde et de Menin.

Les pluies ayant cessé et les peuples, n'espérant aucune récolte des grains semés l'année précédente, labourèrent les champs et semèrent dès mars. Ainsi la crainte d'une famine porta ceux qui avaient quelques blés à les resserrer et à les cacher.

Le maréchal de Villars employa la fin d'avril à visiter tous les postes que les ennemis pourraient occuper s'ils faisaient le siège de Tournay ou de Douay. Il aurait attaqué Courtray s'il avait été à son pouvoir d'assembler des farines. Mais il ne voyait aucune subsistance assurée pour deux jours. Il passait toutes les journées à visiter le pays et à voir les troupes, ayant toujours une grande attention à faire attaquer les convois de Gand à Menin, et de Menin à Lille. Mais les ennemis, au lieu de grands convois, n'y faisaient pas-

ser tous les jours que quelques bateaux, en sorte qu'il était impossible de troubler ce commerce sans accabler les troupes de fatigue.

Dans les commencements de mai, il fallut faire des dispositions pour placer l'armée du roi. Le prince Eugène et milord Marlborough s'opposaient opiniâtement à la paix. Il était vraisemblable qu'ils avaient pour premier objet de chercher une bataille à quelque prix que ce fût, ou du moins de faire reculer l'armée du roi, en sorte qu'ils pussent pénétrer dans le royaume. Car de dire aux Hollandais qui voulaient la paix : nous voulons prendre Tournay ou Ypres, lorsque le roi offrait ces places, c'était un discours qui ne pouvait être goûté par une puissance lassée de la guerre.

Le maréchal de Villars prit donc la résolution d'abandonner Tournay et Ypres à leurs propres forces et de tenir le milieu du pays pour forcer les ennemis à une bataille, s'ils méditaient d'autres projets que d'attaquer ces deux places.

Par une lettre de M. de Chamillart du 3 mai, il apprit que M. de Torcy était parti pour la Haye sur un passeport où le nom était en blanc, et qu'il devait y arriver le 5 mai. Ce voyage surprit le maréchal de Villars et il crut la paix certaine, ne pouvant douter que le ministre n'allât sur des propositions acceptées, plutôt pour signer que pour traiter.

Cependant l'extrémité où il se trouvait pour les subsistances était telle qu'il crut indispensablement nécessaire d'aller lui-même s'expliquer au roi. Mais il prit les mesures pour n'être que cinq jours seulement dans son voyage. Il régla la subsistance des chevaux sur ce qu'il fallait pour les soutenir, et comme les ennemis se disposaient à le prévenir, il n'omit rien de ce qui dépendait de ses soins pour se mettre en état de les attendre.

Il partit donc le 9 mai et arriva le même jour à Paris. Le 10, il passa à l'Étang, maison de M. de Chamillart à trois quarts de lieue de Marly. Il trouva ce ministre très étonné et lui parla avec sa

sincérité ordinaire sur ce qu'il disait que ce n'était pas sa faute s'il n'y avait aucune subsistance.

« Vous ne pouvez pas, lui répondit le maréchal, reprocher à M. Desmarets le désordre des finances, puisque vous les avez abandonnées l'année dernière, ne pouvant plus les soutenir. Mais vous êtes le ministre de la guerre et vous n'avez jamais dû souffrir, sans éclater au plus haut point contre le ministre des finances, de vous voir exposer au reproche horrible de n'avoir pas le premier sac de blé pour opposer une armée aux forces prodigieuses des ennemis qui refusent la paix et veulent entrer dans le royaume. Nous avons des troupes moins nombreuses que les leurs, mais enfin, il y en a assez pour se montrer. Elles sont pleines d'ardeur. Faut-il les voir mourir de faim et ne pouvoir les mener au combat parce qu'il n'y a pas de pain ? »

Le ministre demeura très interdit à ce discours du maréchal, et ils allèrent ensemble à Marly. Le maréchal de Boufflers, qui était ennemi de

Chamillart, dit au maréchal de Villars : « Pourquoi avez-vous passé chez Chamillart ? » Le maréchal lui répondit : « Premièrement c'est mon chemin, mais de plus n'est-ce pas l'usage, et suivi par vous, de passer chez le ministre de la guerre lorsqu'on revient des frontières ? »

Le roi rassembla deux fois les maréchaux de Boufflers, de Villars et d'Harcourt avec MM. de Chamillart et Desmarets, et monseigneur le Dauphin s'y trouva. Ce prince vit un si grand désordre dans les subsistances, qu'il pria le roi de le dispenser d'aller commander les armées de Flandres.

Dans ce même temps, Mme de Maintenon parla confidemment au maréchal de Villars au sujet de Chamillart, et lui demanda s'il croyait qu'on dût conserver ce ministre ou l'ôter de place. Le maréchal ne trouva pas convenable de faire aucun changement dans les circonstances présentes, parce que tout le mal était fait et qu'un nouveau ministre ne pouvait guère y remédier



sur-le-champ. Enfin le résultat du voyage que fit le maréchal de Villars auprès du roi servit seulement à convaincre ce général que la cour était sans ressources. Aussi le roi lui dit en l'embrassant : « Je mets ma confiance en Dieu et en vous, et ne puis rien vous ordonner puisque je ne puis vous donner aucun secours. »

Il est certain que le maréchal de Villars partit de Marly ne pouvant compter que sur 18,000 sacs de farine. Il avait ordonné à tous les intendants des frontières de se trouver à Arras le 13 mai, et en y arrivant il reconnut que les 18,000 sacs de farine qu'on lui avait promis étaient imaginaires. Mais ce secours, quand même il aurait été assuré, quelle ressource était-ce pour une armée qui consommait 1,200 sacs par jour !

Les ennemis connaissaient si parfaitement notre état que leur orgueil en augmentait. Mais le maréchal de Villars crut devoir rassurer le marquis de Torcy par une lettre qu'il lui écrivit le 15 mai pour empêcher ce ministre de se sou-

mettre aux rigoureuses lois que les ennemis voulaient lui imposer, et il lui conseilla de rompre des conférences trop insolentes de leur part [23].

Il donna des ordres très sévères aux villes principales et les moins éloignées de fournir, sous peine des plus rudes exécutions militaires, une certaine quantité de grains ; il envoya des courriers aux intendants de Normandie, de Picardie, du Soissonnais, de Champagne et de Lorraine, leur manda de mettre tout en usage pour faire voiturer des grains, ou par rivières, ou par charrois, de les lever par imposition ; car enfin il fallait être en état de se présenter à l'ennemi. Il alla encore visiter les postes entre la Bassée et Lens, et se rendit le 20 à Douay pour être plus près de Lille où, selon les apparences, les ennemis devaient s'assembler.

Il apprit le 22 que toutes les troupes qu'ils avaient aux environs de Maastricht et de Liège marchaient vers Bruxelles. Cette nouvelle l'obligea de dépêcher un courrier au roi pour faire

marcher toutes les troupes de sa maison. Cependant les entrepreneurs des vivres, n'ayant aucune provision et pressés par le maréchal de Villars, voulaient se retirer; Fargès tout le premier, homme cependant très capable de servir. Les Paris montrèrent en cette occasion beaucoup d'ardeur avec de grands talents [24].

Le 23, le maréchal fut instruit que toutes les forces des ennemis ébranlées s'approchaient de Lille par diverses routes, ce qui l'obligea de son côté à faire avancer celles du roi à mesure qu'elles avaient du pain pour deux jours. Enfin on forçait tout et, en faisant moudre jour et nuit, on espéra d'avoir, le 27 mai, 7,000 sacs de farine et assez de pain pour pouvoir donner une bataille si les ennemis en avaient l'intention, puisqu'il n'y avait pas de parti plus déplorable que de laisser à l'ennemi la liberté entière d'entrer dans le royaume.

Le maréchal de Villars écrivit le même jour au comte de Bergeick pour faire arriver toutes les troupes d'Espagne et celles des électeurs de Ba-

vière et de Cologne. Toutes les lettres des gouverneurs des places du roi l'assuraient qu'ils allaient être assiégés. Mais supposé que les ennemis ne prissent pas la résolution de venir chercher l'armée du roi, et de l'attaquer dans ses postes, il ne jugeait que deux sièges possibles et importants pour eux, savoir : Tournay ou Ypres. Leur supériorité en nombre les persuadait en effet qu'aucun poste ne pouvait être assez bon pour tenir devant eux.

Le maréchal de Villars alla camper à Lens le 27 mai avec 40 bataillons et fit approcher le reste de ses troupes à une journée de là, étant forcé à régler leurs mouvements sur le pain qu'elles pouvaient tirer de leurs derrières et n'ayant que l'herbe pour la nourriture de leurs chevaux. Ainsi il était également dangereux d'avancer les troupes trop tôt ou trop tard.

On peut, du reste, assez louer leur fermeté, entrant en campagne sans pain, presque tous les capitaines d'infanterie à pied et ne comptant aus-

si bien que les subalternes que sur le seul pain de munition.

Le 18 mai, le maréchal reçut un courrier du marquis de Torcy [25]. Ce ministre le pria de lui donner un rendez-vous pour l'informer de ce qu'il apportait de la Haye. Le maréchal de Villars lui manda que le 30 mai, à midi, il serait à Douay où le marquis de Torcy se rendit à point nommé. Ce qu'il lut au maréchal de Villars et qu'il dit lui avoir été dicté par le prince de Savoye, par le duc de Marlborough, par Sinzendorf et par Heinsius lui parut si surprenant, qu'il écoutait la lecture qu'avec une extrême indignation.

Ces messieurs ne demandaient pas moins au roi que ses plus importantes places, en attendant que le roi d'Espagne eût pris la résolution d'abandonner ses États. On croit devoir mettre ici la dépêche que le maréchal écrivit au roi sur sa conférence avec le marquis de Torcy, qu'il chargea de dire à Sa Majesté qu'il n'y avait d'autres ressources pour Elle que dans la guerre. « Mais la

pouvez-vous faire ? » demanda le marquis de Torcy. La réponse du maréchal fut qu'il espérait des vivres pour un mois, et qu'en un mot les propositions des ennemis étaient la destruction de la monarchie.

*Lettre écrite au roi le 1<sup>er</sup> juin 1709,*

Sire,

J'ai appris, par le marquis de Torey, les dernières propositions des ennemis sur la paix, et j'avoue que je n'ai pu les entendre sans indignation. Votre Majesté jugera mieux que personne de leurs intentions sur lesquelles je ne vois jusqu'à présent d'autre garantie que leur bonne foi, qui n'est pas engagée au cas que le roi d'Espagne persiste à vouloir conserver ses royaumes.

Il est bien surprenant que vos ennemis veuillent obliger Votre Majesté à se dépouiller de ses principales places, et même à ne pas assister le roi d'Espagne. Un pareil nantissement serait un assez grand avantage aux ennemis pour n'exi-

ger pas encore celui de pouvoir attaquer les États de Votre Majesté si le roi d'Espagne ne veut pas consentir à abandonner les siens.

Je n'ai sur cela, Sire, qu'à attendre les ordres de Votre Majesté, mais il est de mon devoir d'avoir l'honneur de lui présenter d'avance ce que j'ai déjà eu celui de lui dire plusieurs fois, et ce qu'elle ne connaît que trop, qu'il faut se déterminer à la guerre.

Nous avons du pain, et je le tiens assuré pour tout le mois de juin. Il est vrai que cette subsistance, qui est bien médiocre quand on songe à une campagne entière, ne pourra être placée qu'entre Douai et Béthune.

D'ordinaire on compte pour les opérations de campagne une moitié plus de farine que l'on n'en peut consommer, surtout dans une défensive, parce que, ne sachant où l'ennemi portera la guerre, il faut pouvoir marcher en divers endroits.

Si l'ennemi marchait ou vers Namur et Mons, ou vers la mer, il me serait très difficile de le suivre faute de pain. Je dois donc désirer que son premier et principal objet soit de venir droit à moi

entre la Lis et la Scarpe. Il est assez raisonnable que ce sera leur dessein, si l'on en doit croire les bruits publics, et même les discours de milord Marlborough à M. de Torey.

Il faut espérer que l'ennemi fera quelque faute. S'il se détermine à nous venir attaquer, je crois lui devoir laisser d'abord la plaine qui est entre le marais de Quincy et celui de Huluch, ayant sa marche libre par la Bassée. Je ne compte pas faire d'autres ouvrages que quelques redans en avant de mon poste, et cela pour deux raisons. La première c'est que je voudrais que l'ennemi prit la résolution de nous attaquer ; la seconde, c'est que j'aime mieux voir marcher l'armée de Votre Majesté à l'ennemi après avoir bien reconnu son poste, que de la placer derrière des retranchements, à moins qu'ils ne soient très forts. Je ne laisserai pas cependant, par des coupures dans les rivières de la Deulle et d'autres petites qui vont vers la Lis, de rendre impraticable tout autre pays que celui que l'on trouve au sortir de la Bassée.

Votre Majesté m'a fait l'honneur de me dire que par les ordres précis qu'elle a donnés aux in-



tendants, il arrivera des grains. Cependant, des 18,000 sacs que nous attendions par la Meuse, il n'en est arrivé que 6,000 desquels, malgré mes précautions, M. Douillat, pressé par l'extrême disette de son département, en avait déjà pris 3,000, et des 3,000 autres, il n'y en a encore à Valenciennes que 1,400. J'ai donc été forcé de faire des impositions dans les villes de Flandres et dans l'Artois, et j'espère qu'elles nous assureront le mois de juin; encore ne vois-je pas clair sur les moutures, car il faut ce grain, puis le faire moudre et je n'ai pas vu encore 6,000 sacs de farine devant moi.

Si donc les ordres que Votre Majesté donnera ne s'exécutent pas avec la dernière ponctualité, nous demeurerons tout court, ce qui est le dernier des malheurs. On peut aller quelque temps sans argent, mais sans pain cela est impossible.

M. de Torcy aura l'honneur de dire aussi à Votre Majesté que les ennemis ne laissent pas 15,000 hommes sur le Rhin; sur ce pied-là, il n'en faudrait pas 12,000 à Votre Majesté. Toutes les forces fondront en Flandre, et j'ai déjà dépêché,

il y a deux jours, un courrier à Votre Majesté pour lui représenter que, suivant mes faibles vues, il était du bien de son service qu'une partie des forces d'Allemagne descendit de la Meuse à mesure que celles des ennemis gagneront Liège, et de voir ensuite leurs dispositions pour la guerre qu'ils voudront nous faire.

Il serait à souhaiter qu'ils attaquaissent Ypres ou Tournay et Votre Majesté aura la bonté de voir si pour les y engager il ne conviendrait pas d'en retirer quelques bataillons. Il est contre toute apparence qu'ils aient d'autres vues que de chercher une bataille ou de pénétrer vers Boulogne ou Abbeville.

MM. les intendants du Soissonnais et de Champagne ont retenu quelques régiments de cavalerie pour assurer le transport des grains. Il est indispensable d'en faire moudre à Amiens pour pouvoir marcher sur Abbeville si les ennemis allaient de ce côté-là, laissant Saint-Omer sur leur gauche. Je crois, en ce cas, ne devoir rien omettre pour les joindre le plus tôt, mais je ne suis pas sûr de le pouvoir, et toujours faute de grains.

Il n'y a point de fours à Béthune, ni à Aire, et enfin, Sire, j'en suis à désirer que les ennemis commencent par nous venir chercher, et bien fâché de parler à Votre Majesté de détails, dont jusqu'à présent ses généraux n'ont pas même eu la peine de l'informer. J'ose supplier très humblement Votre Majesté d'être tranquille sur tout ce qui peut dépendre de mes soins et de l'application la plus vive.

Le maréchal de Villars reçut une lettre du roi datée du 3 juin [26] par laquelle Sa Majesté se déterminait à la guerre, seul parti que permettait de prendre la dureté des propositions que faisaient les ennemis.

Ils demandaient, comme on l'a déjà dit, les places les plus importantes pour simple garantie que le roi d'Espagne abandonnerait la monarchie et, en cas que le roi ne pût engager son petit-fils à cette résolution, la guerre devait recommencer avec des places qui ouvraient la France aux ennemis.

Dans le temps que le courrier apportait la lettre du roi au maréchal de Villars, il faisait une revue de l'infanterie. Aussitôt il fit resserrer trente des bataillons les plus près de lui afin que le plus grand nombre des troupes le pût entendre, et il leur dit : « Soldats, le roi n'attend de paix que de votre courage ; j'en suis trop certain pour n'en pas espérer une très glorieuse. Vive le roi ! » Ces paroles, prononcées avec joie et avec fierté, inspirèrent les mêmes sentiments aux troupes, et elles y répondirent toutes avec ardeur.

Cependant, comme le pain faisait toujours la première peine du maréchal de Villars, il ordonna aux principales villes, excepté Ypres et Tournay, de fournir une certaine quantité de sacs de grains. Cet ordre excita quelques murmures dans les peuples, mais peu après tout fut calmé.

La charge de premier gentilhomme de la Chambre étant vacante par la mort du duc de la Trémoille, le maréchal de Villars la demanda et il écrivit à Mme de Maintenon que, puisqu'il fai-

sait la guerre contre le prince Eugène et Marlborough, qui avaient toutes les dignités et les plus grandes charges de leurs cours, il serait bien raisonnable de fortifier le général français par quelque grâce, puisqu'il n'égalait pas ses rivaux en nombre de troupes, ni en moyens de subsister [27].

Le roi lui écrivit le 9 juin pour confirmer la résolution de continuer la guerre, mais avec peu de secours d'argent et de farine; Sa Majesté lui envoya en même temps des épreuves de pain d'avoine, ce qui ne fut qu'une assez faible ressource. Tout le monde fit porter sa vaisselle d'argent à la monnaie, le roi sa vaisselle d'or, même sa nef, et tout ce qu'on avait de plus précieux afin de pouvoir faire quelque monnaie. Il est certain que tout était poussé à l'extrémité et non seulement le roi faute d'argent cessa de donner aux troupes la viande qu'il avait accoutumé de leur donner, mais, ce qu'il y avait de plus triste, le pain même leur manquait.

Les chevaux d'artillerie n'étant pas arrivés, le maréchal de Villars fut obligé de mettre l'armée en campagne sans canon, et les ennemis publiaient qu'ils venaient avec 150,000 hommes de pied, 60,000 chevaux et 200 pièces de canon chercher les Français s'ils osaient se montrer.

Un si grand désordre dans les affaires de la guerre obligea le roi à renvoyer M. de Chamillart. Sa Majesté s'y résolut avec peine, ayant un grand goût pour ce ministre qui avait possédé sa confiance entière pendant neuf ans. Elle avait même réuni en lui l'administration des finances et de la guerre, et enfin l'autorité de premier ministre en tout; il ne lui en manquait que le nom. Le roi manda au maréchal de Villars [28] qu'il nommait M. Voisin pour la place de secrétaire d'État.

Le marquis de Torcy avait laissé le sr Rouillé à la Haye, sans néanmoins qu'il y eût aucune espérance de paix, et ce dernier en partit le 9 juin.

Le maréchal de Villars, qui avait toujours la même inquiétude pour la subsistance, crut devoir envoyer à la cour le sr de Bernières, intendant de Flandres, pour prendre des mesures certaines avec le nouveau ministre, et pour éviter de se tromper sur une matière si importante.

Le 14 juin, le maréchal de Villars, malgré l'opinion de presque tous les officiers généraux, prit le parti d'attendre les ennemis dans les plaines qui sont entre Lens et les marais d'Huluch. Il ne voulut pas les premiers jours faire travailler à retrancher le terrain qui était de près d'une lieue avant que les ennemis se déterminassent à le venir chercher. Il voyait trop quelles difficultés insurmontables il y aurait de les suivre, faute de pain, s'ils marchaient vers la mer ou vers Namur [29].

Le même jour voyant l'ennemi s'approcher de Lille avec des forces qui excédaient l'armée du roi de plus de 50,000 hommes, il commença à retrancher le front de son camp. Mais la faiblesse de la

plupart des officiers généraux leur faisant tenir de très mauvais discours, il proposa au roi d'envoyer M. le duc et M. le comte de Toulouse pour donner à chacun une aile à commander. L'intrépidité de M. le duc était connue, et la présence d'un prince du sang si courageux pouvait contribuer à faire cesser les discours timides dont on se cachait bien devant le maréchal de Villars, mais qui lui revenaient par des rapports fidèles. Quant au soldat et à l'officier subalterne, leur fermeté était au plus haut point.

Le roi ne trouva pas à propos d'envoyer à son armée les deux princes par des raisons de cour, car celles de l'État l'exigeaient entièrement.

Le 21 juin, le maréchal de Villars apprit que toutes les troupes des ennemis étaient rassemblées entre la Lis et l'Escaut, à la hauteur de Courtray. Il fit rompre les sas du pont Adon pour ôter aux ennemis la communication par eau de la Lis à Lille.



Ils marchèrent le 22 juin avec toutes leurs forces à Lille. Le maréchal de Villars les voyait à cinq lieues de lui, et trouvait dans la route qu'ils tenaient une apparente résolution de leur part à le venir attaquer. Il fit ajouter alors quelques retranchements à son camp, et surtout un avant-fossé dont on répand à droite et à gauche la terre que l'on en tire, de manière que le feu du retranchement soit toujours rasant. Rien n'est si dangereux pour un ennemi qui vient avec grand nombre de fascines que d'avoir à combler un avant-fossé à trente pas du retranchement, d'où il part un feu redoublé qui éclaircit bien les rangs avant que l'on ait passé ce premier fossé.

Le 23 juin, toutes les forces des ennemis s'approchèrent de l'armée du roi, M. le prince Eugène à la droite et milord Marlborough à la gauche.

Le 24 ils firent une revue générale de leurs troupes, qui se trouva composée de 306 escadrons et de 172 bataillons [30]. Ils donnèrent ordre de

travailler aux chemins et aux routes qui les menaient sur l'armée du roi.

Le même jour, le général Top, qui faisait la fonction de maréchal des logis général de l'armée ennemie, vint reconnaître toutes les marches et s'approcha même assez du camp pour en bien reconnaître la situation.

Le roi d'Angleterre joignit le maréchal de Villars le 25 juin [31]. Ce général le logea chez lui et eut une très grande attention sur tout ce qui regardait ce prince.

Le 26 on eut des avis que les ennemis ne croyaient plus qu'il fût si facile d'entreprendre sur l'armée du roi. Cadogan, un de leurs généraux de la plus grande confiance, était venu, déguisé en paysan, reconnaître les retranchements, qu'apparemment il trouva tels qu'une affaire générale pouvait être dangereuse aux ennemis.

Le 27 toute l'artillerie de campagne, qui avait joint les ennemis, marcha vers Aubanton, et la nuit un corps d'infanterie considérable s'appro-

cha de la Bassée ; un autre parut aller vers Tournay, et l'on ne pouvait juger d'autre dessein dans ces divers mouvements que d'obliger le maréchal de Villars à en faire.

Le prince Eugène marcha la nuit avec un corps d'armée vers Etaire. Le maréchal de Villars s'en approcha et ordonna à 1,000 chevaux qu'il poussa devant lui d'allumer beaucoup de feux pour faire penser aux ennemis que l'armée entière suivait.

Le prince Eugène s'arrêta, et, le 29, le maréchal de Villars apprit que toutes les forces des ennemis marchaient à Tournay.

Toute l'artillerie qui remontait la Lis pour attaquer l'armée du roi et pour se jeter sur Saint-Venant descendit cette rivière, et, après l'opinion générale qui les menait dans le royaume, on vit un peu rabattre de leur orgueil quand ces ennemis si fiers, qui avaient refusé une paix qui leur donnait plusieurs places, étaient réduits à en assiéger une où toutes les apparences étaient qu'ils

échoueraient ; malheur très certain pour eux sans la faiblesse des principaux défenseurs de cette place, la plus forte de l'Europe, munie de onze cent milliers de poudre, de toutes les munitions de guerre imaginables, ayant plus de subsistances qu'il n'en fallait pour six mois, et dont la citadelle, place imprenable, fut rendue sans être attaquée. Toutes les tentatives des ennemis pour ébranler le maréchal de Villars ayant été inutiles, ils s'attachèrent véritablement au siège de Tournay.

Cette entreprise formée fit cesser les justes inquiétudes que donnait la possibilité de plusieurs autres projets dont l'exécution pouvait ébranler ou même forcer les frontières du royaume. En effet, si les ennemis avaient marché à Saint-Venant et à Aure, ces deux places ne pouvaient être sauvées que par une bataille qu'il fallait donner sans aucun avantage de poste, et avec 50,000 hommes de moins que les ennemis. Ces deux places une fois en leur pouvoir, ils pouvaient aller prendre

Abbeville, se saisir de Boulogne et mettre le royaume à contribution jusqu'à Paris.

S'ils avaient voulu marcher vers Namur et la Meuse, il était impossible à l'armée du roi de les suivre faute de pain, puisqu'elle n'en tirait que d'un jour à l'autre d'Arras et de Douai, et souvent même un quart de ration par jour.

Ainsi l'entreprise de Tournay, qui naturellement ne devait pas réussir, et qui au moins aurait dû être d'une longue exécution, donnait au roi le temps de prendre toutes les mesures possibles pour traverser les desseins que les ennemis pourraient former dans la suite [32].

Le maréchal représenta au roi que, ne voulant pas agir offensivement en Allemagne, et ayant la barrière la plus aisée à défendre, qui était celle de la Lutter, on pouvait retirer des troupes de l'armée du maréchal d'Harcourt. Il proposa de faire partir de Brest le roi d'Angleterre avec une légère escadre pour le faire descendre en Irlande, où les peuples étaient révoltés.

Il conseilla de tirer d'autorité des grains de Lorraine, où l'abondance était grande. Mais les égards de la cour pour un voisin dangereux, les complaisances pour des généraux qui voulaient très inutilement conserver leurs troupes, et enfin le péril passé empêchèrent les réflexions sur ceux que l'on pouvait craindre encore.

Le 2, le maréchal de Villars apprit que les ennemis avaient commencé à travailler à leur ligne de circonvallation autour de Tournay, s'étant tenus jusque-là ensemble pour marcher à l'armée du roi, si elle avait songé à s'approcher d'eux. Il alla visiter tous les postes que l'on pouvait prendre pour resserrer les ennemis pendant le siège; il n'en trouva aucun qui lui convint, et d'ailleurs il n'y voyait point de fourrages.

Les ennemis avaient mis un corps de troupes assez considérable dans Warneton et travaillaient à s'y fortifier.

Le maréchal de Villars détacha le comte d'Artagnan avec quinze bataillons et fit sortir d'Ypres

2,000 hommes avec six pièces de canon sous les ordres du chevalier de Peseux. Tout cela arriva le 4, presque à la même heure, devant Warneton, et comme les fortifications des ennemis étaient peu avancées, elles furent emportées et tout fut pris ou tué.

Le prince Eugène marcha avec 30,000 hommes pour conserver cette place, et la tête de ses troupes commençait à paraître lorsque la place fut emportée.

Les prisonniers étaient au nombre de 700, entre lesquels il y eut un colonel, deux lieutenants-colonels et huit capitaines. Cette aventure fit voir aux ennemis que, lorsqu'ils se négligeaient, on ne perdait aucune occasion d'en profiter.

Le maréchal fit fortifier Saint-Venant, place qu'il aurait été facile de rendre fort bonne par les inondations et qui couvrait Béthune. Il ordonna aussi des ouvrages pour mettre cette dernière place et Aire en meilleur état.

Un officier des ennemis lui proposa alors d'enlever Heinsius à la Haye. C'était un des plus dangereux ennemis de la France. Cependant le maréchal ne voulut point écouter cette proposition, et nous verrons dans la suite de ces mémoires qu'il a toujours refusé constamment de se prêter à de pareilles entreprises, qui vont ordinairement à tuer ceux que l'on ne peut prendre.

La subsistance des fourrages était presque aussi difficile que celle du pain, la terre n'ayant cette année produit aucune sorte de grain. Ainsi le maréchal de Villars fut obligé de séparer la cavalerie, et ce manque de fourrage sauvait Tournay, si ceux qui le défendaient avaient bien voulu mettre des farines dans la citadelle, dont le siège ne pouvait être fait, par cela seul que la cavalerie des ennemis n'avait point de fourrages, et que depuis quinze jours elle en manquait totalement lorsque la ville se rendit. Outre que les fortifications de la citadelle étaient les meilleures de l'Europe.



Cependant le maréchal de Villars cherchait tout ce que l'on pourrait entreprendre. Il tenta de surprendre Ostende, mais ce dessein ne se trouva pas d'une exécution possible. Il fit divers voyages pour visiter les pays et pour ôter aux ennemis tout moyen de rien entreprendre après le siège de Tournay, supposé que la place ne fit pas la résistance qu'il était naturel d'en espérer.

Le pain manqua deux jours à l'armée, ce qui était le plus grand des malheurs ; mais la fermeté des soldats était respectable au plus haut point.

Dans la supposition que, contre toute apparence, le siège de Tournay n'occupât pas les ennemis la campagne entière, et que, cette place prise, ils voulussent marcher à Valenciennes, à Condé ou à Mons, le maréchal proposa de leur donner une bataille, quoique leur supériorité en nombre fût considérable [33].

Le roi, par sa lettre du 20 juillet [34], manda au maréchal qu'il lui en laissait la liberté par la grande confiance qu'il avait dans sa sagesse et

dans sa bonne conduite; qu'il devait cependant faire réflexion à deux choses: premièrement à la supériorité en nombre des ennemis; en second lieu que le bon ou le mauvais succès de ces grandes entreprises était bien différent, puisque l'ennemi par le gain d'une bataille pourrait entrer dans le royaume et prendre dans l'Artois des places moins fortifiées et plus importantes que celles de la première ligne; d'ailleurs que l'hiver donnerait de nouveaux moyens de renouer les traités et de pourvoir plus solidement à la subsistance et à la réparation des armées. Enfin le roi laissait une sorte de liberté pour donner une bataille, marquant assez combien il avait lieu d'en craindre l'événement pour porter le général à de sérieuses réflexions [35].

Le maréchal de Villars représenta encore qu'il y avait trop de troupes en Allemagne, puisque le maréchal d'Harcourt, laissant les lignes de la Lutter bien gardées, passait le Rhin avec un corps d'armée considérable sans nul objet. Mais ces

nouvelles représentations furent aussi inutiles que les précédentes.

Le 22, l'armée marcha entre l'Escaut et la Scarpe, afin de se placer de manière à empêcher les sièges de Condé, de Valenciennes et de Bouchain.

Le 25 juillet, le maréchal de Villars, avec la plus grande partie de l'armée, occupa le camp qu'il avait reconnu. Il mit la droite à l'abbaye de Denain, la gauche à Hellesme, et fit retrancher le front de son camp, laissant le comte d'Artagnan avec le reste de ses forces au delà de Douai, tenant toujours les lignes de la Deulle.

Le même jour, le maréchal fit attaquer l'abbaye d'Hanon où les ennemis avaient 300 hommes. Le marquis de Nangis se mit à la tête des premiers détachements de grenadiers, et ayant trouvé une brèche, elle fut forcée, et tout fut pris ou tué. Le chevalier d'Albergotty, brigadier d'infanterie, homme d'un très grand courage, fut tué en montant à l'assaut. Le marquis de Nan-

gis était à la tête de tout avec Montaran, capitaine aux gardes, et l'ardeur des troupes était au plus haut point. Leur fermeté était encore plus surprenante à soutenir la disette de pain, dont l'armée manqua totalement le 24 et le 25 juillet. C'était pour la seconde fois qu'elle passa deux jours sans distribution, et tout cela sans qu'il y eût murmure ni désertion. Les soldats demandaient seulement au maréchal s'il ne voulait pas leur permettre de dire le *Pater noster*, et sur cela ils disaient : *Panem nostrum quotidianum da nobis hodie*.

L'électeur de Cologne demanda, le 29 juillet, une entrevue au maréchal de Villars pour lui communiquer les lettres qu'il recevait de la Haye. Elles contenaient de grandes plaintes contre Heinsius sur ce que les propositions de paix n'avaient pas été écoutées à la Haye. Il est certain, en effet, que ce pensionnaire des États ne pouvait plus mal servir ses maîtres qu'en s'opposant, comme il fit, à une paix aussi avantageuse pour tous nos ennemis que l'était celle qu'avait propo-

sée le marquis de Torcy, et qu'en la refusant les Hollandais sacrifiaient leurs vrais intérêts au service de l'empereur et aux avantages particuliers de Marlborough.

Le 28, le maréchal de Villars voulut essayer de profiter d'un très violent orage qui lui faisait espérer que la pluie excessive avait pu séparer quelques quartiers des ennemis, et que l'on pourrait jeter un secours dans Tournay. Il marcha donc le 29 avec un corps de grenadiers et 4,000 chevaux; mais il apprit à deux lieues du camp des ennemis que Tournay avait capitulé la veille. Le chevalier de Retz fut chargé d'en porter la nouvelle au maréchal de Villars, et ensuite au roi. Le maréchal le reçut mal, n'étant pas content de la défense de la ville, et plus irrité encore de ce que le chevalier de Retz disait que la citadelle de Tournay était la plus mauvaise place du monde, forteresse cependant estimée la plus parfaite de l'Europe, et que le grand Condé mettait au-dessus de toutes celles qu'il avait connues.

Le maréchal manda au roi qu'il fallait rendre justice sur les bonnes et sur les mauvaises défenses de place, les dernières ayant terni la gloire de la nation, et, qu'en un mot, il fallait pousser celle de la citadelle aussi loin qu'elle pouvait aller, et pour cela animer le marquis de Surville par des espérances.

Sur ces représentations le roi ordonna au marquis de Surville [36], par une lettre du premier août, de soutenir le siège de la citadelle de Tournay le plus longtemps qu'il serait possible. Il est certain que cette place étant défendue avec tous les moyens qu'en avait le sr de Surville, les ennemis, à cause du manque de fourrage, n'auraient pu continuer.

Le premier août, le maréchal de Villars alla reconnaître un poste que les ennemis avaient retranché à Beuvry pour l'attaquer, s'il était possible. Mais, comme il était soutenu de toute leur armée, il ne jugea pas à propos d'engager une ac-

tion dont même l'heureux succès n'aurait pas été d'une grande utilité.

La disette d'argent et de pain inquiétait à tel point que le maréchal, qui, jusque-là, avait subsisté comme par miracle, vint enfin à craindre la fin du miracle. Cependant il fallait qu'il continuât. On voulait espérer, mais c'était avec de cruelles terreurs.

Le comte de Ravignan fut envoyé le 4 août pour porter au maréchal de Villars des propositions qui tendaient à remettre aux ennemis la citadelle de Tournay dans un temps qui n'allait qu'à un mois. Le maréchal avait toujours eu grande raison d'espérer que le siège de la citadelle serait très long, et même qu'il pourrait fort aisément ne pas réussir aux ennemis. Mais le marquis de Surville avait pris si peu de précautions pour y mettre des farines qu'il pressait lui-même pour accepter les propositions des ennemis qui paraissaient songer à la paix [37].

Le maréchal manda au roi que son sentiment était de laisser attaquer la citadelle de Tournay, que les ennemis useraient leur artillerie et leurs munitions de guerre au point qu'ils ne seraient plus en état de faire un autre siège, ou du moins il proposait de ne leur rendre la citadelle qu'à la fin de septembre, ce qui finissait la campagne.

Le 6 août, le roi manda au maréchal qu'il consentait que l'on remit aux ennemis la citadelle de Tournay le 10 septembre. Sa Majesté se portait à cette résolution dans l'espérance qu'elle emploierait ce temps-là à reprendre les négociations de la paix. Le roi voulait bien s'engager à retirer toutes ses troupes d'Espagne, mais non à toutes les autres injustes propositions que les ennemis avaient faites.

En attendant, on ne voulait pas que l'armée du roi se commit légèrement à la décision d'une bataille [38].

L'armée ennemie marcha le 6 et campa la gauche à l'abbaye de Marchienne, et la droite à



Pont-à-Mark. Sur ce mouvement le maréchal de Villars fortifia de quelques bataillons sa gauche commandée vers Lens par le comte d'Artagnan, tenant toujours la même situation que dans le commencement de la campagne. Les ennemis paraissaient vouloir attaquer Marchienne et en firent toutes les dispositions, leur infanterie se mettant sous le canon de la place sur plusieurs lignes.

Le maréchal fit entrer la brigade de Bretagne dans la place pour la soutenir, et les ennemis se retirèrent après avoir perdu quelques gens. Ils voulurent attaquer le côté de Denain. Mais le maréchal de Villars était déterminé à une bataille pour soutenir un poste si important, et ses dispositions firent perdre aux ennemis la pensée de l'attaquer. Il reçut alors des détails très fidèles de leurs forces actuelles qui étaient de 182 bataillons et de 293 escadrons. Les généraux des ennemis voulurent persuader que les propositions de remettre la citadelle de Tournay venaient du mar-

quis de Surville, et milord Marlborough le manda ainsi au maréchal de Villars, lequel l'assura que c'était de M. de Lalo, un des officiers qui avait fait cette proposition, sur ce que la paix étant comme assurée, il fallait épargner la perte de beaucoup de gens pour l'attaque et la défense d'une place que l'on voulait rendre ; que l'on s'était expliqué ainsi à M. de Surville, qui savait trop que la gloire des armes du roi ne permet pas que l'on donne de pareilles places, et qu'il serait honteux à un gouverneur de le proposer.

Le maréchal de Villars continua à prendre toutes les mesures possibles sans trop séparer ses troupes pour tenir principalement l'Escaut [39] par la nécessité ce ne se pas éloigner de la seule subsistance qu'il pouvait espérer, et afin d'être toujours en état d'arriver assez diligemment dans les plaines de Lens pour défendre le camp de Cambrin. Cependant les troupes du roi avaient toujours avantage sur celles des ennemis dans toutes les petites affaires que le voisinage des ar-

mées attire journellement, et on battit plusieurs de leurs partis de 3 à 400 chevaux.

Les ennemis trouvaient de grands obstacles dans le siège de la citadelle de Tournay, car il est certain, comme nous l'avons dit plusieurs fois, que c'était la meilleure place de l'Europe. Les contremines les effrayaient, et une seule leur fit perdre plus de 300 hommes. Mais le peu de précaution du marquis de Surville, qui avait négligé de se donner des vivres, le peu d'ordre dans la distribution de ceux que l'on avait et surtout le manque de fermeté faisait craindre une molle défense.

Le maréchal de Villars, en écrivant au gouverneur, l'excitait par tout ce qui peut flatter l'ambition et la gloire à faire durer le siège le plus longtemps qu'il serait possible.

Il reçut une lettre du marquis de Surville, du 29 août, par laquelle il lui apprenait que le siège n'avancait pas, mais que l'extrémité où il était

pour les vivres ne lui permettrait pas de ne pas battre la chamade le 1<sup>er</sup> septembre.

On ne peut s'empêcher de le redire, ce qui n'était pas pardonnable au marquis de Surville était d'avoir négligé de mettre dans la citadelle des vivres pour tenir jusqu'à la fin de l'année, précaution qui lui avait été très possible.

Le maréchal de Villars lui écrivit très fortement pour la quatrième fois, et dans les termes les plus propres à relever le courage et la fermeté d'un homme de guerre. Cependant il prit lui-même toutes les précautions imaginables pour n'être pas attaqué avec avantage depuis la Bassée jusqu'à Condé. Cette étendue de pays était si prodigieuse que tout ce que l'art de la guerre peut fournir de moyens fut employé pour fortifier ces postes, soit par des inondations, par des lignes avec des avant-fossés, soit en rendant les marches des ennemis plus longues, soit enfin en les obligeant toujours à un tour assez grand pour ne pas être embarrassé par de fausses attaques. Pour

cela, il eut soin de donner des ordres positifs à MM. d'Artagnan et d'Albergotti qui commandaient les extrémités de la droite et de la gauche, et de défendre leurs postes avec la plus grande vigueur et de s'y faire emporter plutôt que de s'en retirer. Il fut besoin de donner ces ordres précis à ces Messieurs, bien qu'ils dussent connaître par eux-mêmes que ce qu'on leur demandait était indispensablement nécessaire [40].

Le maréchal reçut enfin une lettre de M. de Surville, du 31, par laquelle il apprit que ce gouverneur avait battu la chamade à sept heures du matin du même jour.

Cependant cette place, la meilleure de l'Europe, n'avait point encore été endommagée, et malgré cela, malgré les lettres du maréchal de Villars, pour dire quelque chose de plus fort, malgré son propre honneur, le marquis de Surville ne put travailler à ménager ses vivres avec plus de précaution [41].

Le 3 septembre, les ennemis firent une tentative pour surprendre Saint-Guillain. Mais le maréchal de Villars y ayant envoyé la veille un bataillon, les troupes qu'ils avaient destinées à cette entreprise et qui avaient marché à un quart de lieue de la ville se retirèrent [42].

Le 4 du même mois, le maréchal de Boufflers se rendit à Douai. Nous avons dit que le maréchal de Villars, prévoyant une action générale dont les suites pouvaient être d'une extrême conséquence, avait mandé au roi qu'il croyait du bien de son service que M. le duc, premier prince du sang, dont la valeur intrépide avait paru dans plusieurs occasions, vint commander l'aile droite de l'armée [43]. Le chevalier de Gassion [44], le plus ancien lieutenant général, occupait ce poste, mais son grand âge ne lui permettait plus ni l'audace, ni la fermeté, ni la décision d'esprit si nécessaires dans de tels commandements. Cependant des armées de 120,000 hommes occupent un si grand terrain qu'il est difficile et presque im-

possible que le général, après les premières dispositions, puisse également pourvoir à tout. Comme le roi, durant toute la guerre, n'avait voulu laisser servir ni ses enfants naturels qu'il aimait fort, ni M. le duc, ni le prince de Conty, princes du sang d'un très grand mérite, il ne se rendit pas aux instances réitérées du maréchal de Villars. Mais le maréchal de Boufflers, quoique l'ancien de celui-ci, s'étant offert pour servir sous lui, le roi y consentit, et ce maréchal se rendit le 4 à Douai avec un peu de goutte. Dès qu'il y fut arrivé, le maréchal de Villars alla le visiter [45] et lui communiqua toutes les dispositions pour tenir les postes depuis la Bassée jusqu'à Mons et pouvoir y porter ses forces assez diligemment. Les mesures étant bien prises, le chevalier de Luxembourg avait la droite avec un corps de réserve et devait s'avancer des premiers vers Mons, la tête des ennemis tournant de ce côté-là. Le comte de Broglio avait la gauche, et toutes les troupes,

aussi bien que les officiers généraux, étaient bien disposées.

Le 6, M. de Ravignan [46] se rendait auprès du maréchal de Villars avec la capitulation de la citadelle de Tournay, dont la garnison était prisonnière de guerre. Il fut reçu par ce général avec peu de marques de satisfaction pour la conduite du marquis de Surville.

Le même jour que les ennemis furent les maîtres de la citadelle de Tournay, ils s'ébranlèrent. Après divers mouvements pour persuader qu'ils marchaient vers la Bassée, le gros de leur armée passa l'Escaut, près de Mortagne, et prit la route de Mons.

Le chevalier de Luxembourg eut ordre de marcher vers les lignes de la Troüille avec trente escadrons et quelques bataillons. Il crut que l'armée entière des ennemis arrivait sur les lignes de la Troüille, et les abandonna sans ordre dans le temps que le maréchal de Villars faisait avancer Légal, lieutenant général, avec la maison du roi,



et suivait avec quarante escadrons pour les soutenir [47]; mais les lignes de la Troüille abandonnées, il n'y eut d'autre parti à prendre que de rassembler l'armée sur la rivière d'Honneau. Le maréchal chercha une bataille, et, pour se donner tous les avantages que la situation du pays pouvait permettre, on s'avança pour gagner la trouée de Malplaquet et pour combattre dans un terrain qui ne permit pas à l'ennemi d'étendre toutes ses forces, qui étaient supérieures en nombre à l'armée du roi de soixante bataillons et de près de quatre-vingts escadrons [48].

Le 9 septembre, les armées s'approchèrent, et, les postes les plus avancés n'étant qu'à la portée du fusil, la canonnade fut vive toute la journée du 10. Le marquis de Coëtquen [49] eut la jambe emportée, et les ennemis ayant avancé quelques détachements, ils furent poussés, et il s'en fit un assez grand nombre de prisonniers.

Le roi d'Angleterre parut toujours avec beaucoup de fermeté à la tête des troupes.

Sur le soir, le marquis d'Albergotty laissa lier une conversation entre nos officiers et ceux des ennemis, et lui-même parla à leurs officiers généraux. On vint chercher le maréchal de Villars en lui disant que le prince Eugène le demandait, le bruit se répandit alors dans l'armée qu'il y avait suspension d'armes et que l'on parlait de paix. Ce bruit alla même jusqu'à la cour [50]. Le maréchal de Villars fit cesser la conversation, s'apercevant que quelques officiers des ennemis n'étaient occupés qu'à reconnaître nos postes, et l'on fit retirer de part et d'autre tout ce qui s'était mêlé dans ce court entretien.

La nuit du 10 au 11, toutes les troupes couchèrent en bataille, et le maréchal de Villars, et le maréchal de Boufflers étant ensemble à la tête de la ligne; le matin du 11, il s'éleva un grand brouillard, qui empêchait de découvrir tous les mouvements que les ennemis pouvaient faire. On avait fait des retranchements assez médiocres, parce que l'on désirait d'être attaqué. Le

brouillard tomba à six heures du matin, et l'on vit une disposition d'une attaque générale de la part des ennemis. Le maréchal de Villars voyant leurs principales forces marcher à la gauche de l'armée du roi, et l'attaque commencée, prit le parti d'y aller, et pria le maréchal de Boufflers de donner ses ordres à la droite.

Les ennemis marchèrent à notre gauche avec cinq lignes d'infanterie. Le marquis de Guesbriant [51], lieutenant général, commandait cette gauche qui soutint longtemps le feu des ennemis, dont on tua un grand nombre. Le maréchal de Villars, qui était à la droite du bois que les ennemis attaquaient, voyait devant lui et de fort près les principaux généraux des ennemis à la tête de leur cavalerie. Le marquis de Chemerault [52], très brave lieutenant général, faisait marcher douze bataillons dans une plaine pour soutenir le bois, et ne voyait pas le gros corps de cavalerie ennemie qui allait l'écraser. Le maréchal de Villars courut à lui et l'empêcha de s'avancer. Il vit

en même temps que notre infanterie perdait du terrain dans le bois, et il plaça ces douze bataillons pour la recevoir quand elle en sortirait.

Les ennemis s'en rendirent maîtres, mais notre infanterie se retira en bon ordre, tous les bataillons sous les drapeaux.

Le maréchal de Villars forma une ligne de ces douze bataillons à cinquante pas du bois ; il y joignit dix-huit bataillons que le marquis d'Albergoty avait mal à propos déplacés en affaiblissant sa gauche la nuit ; il remit en bataille toute l'infanterie qui quittait le bois. Les ennemis s'avancèrent, et comme ils sortaient du bois, avec beaucoup de fierté, le maréchal de Villars fit ébranler la ligne entière, et l'on renversa les ennemis par une charge très rude et très sanglante. Pendant ce temps, la droite de l'armée du roi avait soutenu avec une grande fermeté trois ou quatre attaques des ennemis, et leur infanterie, non seulement rebutée, mais défaite dans son propre terrain, étant prête à tourner le dos, on vit le jeune prince

d'Orange porter lui-même des drapeaux sur nos retranchements pour y ramener son infanterie. Mais ce fut en vain qu'il le tenta. Notre droite et notre gauche étaient, sur le midi, dans une heureuse situation. Le centre n'alla pas si bien. Les quatre bataillons d'Alsace et les deux de Lannois étaient à la tête d'un petit bois. Steckenberg, vaillant brigadier, qui les commandait, avant été tué, ces bataillons plièrent. Les gardes françaises et suisses, qui étaient à leur gauche, plièrent aussi, et le centre fut enfoncé. La maison du roi et la gendarmerie firent de très belles charges, et les ennemis ne gagnaient que peu de terrain.

Le comte d'Artagnan [53] et le marquis d'Hautefort [54] commandaient la droite de l'infanterie. Les brigades de Picardie, Navarre et Piémont avaient défait la gauche de l'armée des ennemis, et près de 20,000 hommes de leur part y avaient péri.

Un corps de cavalerie, à leur droite, ayant voulu percer dans les bois vis-à-vis de la réserve

que commandait le comte de Broglio, avait été renversé et chassé, en sorte qu'avant une heure après midi on pouvait compter l'avantage entier du côté de l'armée du roi.

Le maréchal de Villars, menant l'infanterie de la gauche à la charge, eut son cheval blessé par une décharge d'infanterie dans la pointe du bois, et le moment d'après, dans une seconde décharge, il eut le genou cassé d'un coup de fusil. On l'ôta de son cheval, et, se tenant lui-même la cuisse, il sentit la balle derrière le genou et la fit tirer. Dès que la plaie fut bandée, il se fit porter dans une chaise à la tête des troupes qui poussaient les ennemis. Mais, la violence de la douleur lui ayant fait perdre connaissance, on le mena au Quesnoy, sa chaise environnée de drapeaux et étendards pris sur les ennemis.

Telle était la disposition de l'armée du roi. Notre droite avait défait la gauche des ennemis, dont cinq lieutenants généraux furent tués à la tête de leur infanterie.

Quelques-uns des officiers généraux français proposèrent à la droite de sortir des retranchements et de marcher à l'ennemi, et ce seul mouvement eût décidé de la bataille. Le maréchal de Boufflers était dans le centre et occupé à réparer le désordre arrivé tant par la défaite des bataillons d'Alsace et de Lanois que par la retraite des gardes françaises et suisses. Il chargea à la tête de la maison du roi et renversa la cavalerie ennemie qui poussait nos troupes. Mais enfin, à trois heures après midi, par une fatalité inouïe, notre gauche, commandée par Légal et Puységur, se retira à Valenciennes et la droite au Quesnoy, sans que les ennemis osassent faire un pas pour profiter d'une séparation de quatre lieues, marque certaine qu'ils étaient défaits dans leur champ de bataille. Leur perte, de l'aveu de leurs généraux, passait 30,000 hommes, et du côté du roi il n'y eut de morts, soit dans le champ de bataille, soit de leurs blessures dans les hôpitaux, que 5,500 hommes [55]. Nous eûmes un grand nombre

de drapeaux, et les ennemis n'en eurent que deux ou trois tout au plus. Il n'y eut pas même de gens connus parmi nos prisonniers, excepté le seul major de Bretagne ; Albergotty fut blessé ; le marquis de Palavicini [56], très brave homme, les comtes de Beuil, d'Angennes, de Croüy, le marquis de Chemerault et le marquis de Charost [57] furent tués.

Le maréchal de Villars, porté au Quesnoy, fut pansé en arrivant, et sa blessure fut estimée très dangereuse. Quelques-uns allaient à lui couper la cuisse, et si les chirurgiens avaient jugé qu'outre le genou percé l'os était fêlé jusqu'au milieu de la jambe, ils n'auraient pas hésité à couper la cuisse.

Le maréchal de Boufflers entra dans sa chambre sur les huit heures du soir, et lui demanda son sentiment sur le parti qu'il y avait à prendre dans la conjoncture présente des affaires. Comme la gauche de l'armée du roi, qui s'était retirée à Valenciennes, rejoignait, et que l'armée était ensemble, le maréchal de Villars dit qu'il fal-



lait remarcher aux ennemis à la pointe du jour. Le maréchal de Boufflers répondit que c'était sa pensée, et aussitôt le maréchal de Villars manda au roi, par un courrier qu'il lui dépêcha, que Sa Majesté pouvait compter que son armée ferait bientôt retirer celle des ennemis.

Malheureusement, les sentiments faibles de quelques officiers généraux l'emportèrent, et la nuit on prit le mauvais parti de faire un retranchement de Valenciennes jusqu'au Quesnoy. Ce fut à quoi l'on employa toutes les troupes, pendant qu'on laissa aux ennemis la liberté entière de faire le siège de Mons.

Cependant, la blessure du maréchal allait très mal. Le roi lui envoya Maréchal, son premier chirurgien, qui le trouva dans un grand péril, avec une fièvre continue, des redoublements et un grand dévoiement. Le maréchal de Villars connaissait assez son état pour se préparer à la mort ; ce qu'il fit sans souffrir que l'on effrayât sa famille qui était auprès de lui.

Maréchal soutint au chirurgien qui avait mis le premier appareil sur le champ de bataille que l'os n'était pas entièrement percé, quoiqu'il s'en fallût très peu ; il sonda la plaie très habilement et trouva le chemin que la balle avait fait.

La plaie, bien reconnue, laissa quelque espérance, et, après cinq ou six jours, la fièvre continue diminua, le dévoiement ne fut plus si violent, et, par le secours des gouttes anodines, le sommeil un peu revenu, on espéra qu'il n'en mourrait pas.

Le roi le fit pair de France et donna au comte de Villars, son frère, le gouvernement de Grave-lines. Il reçut en même temps de Sa Majesté des dépêches remplies de tant de bontés que la satisfaction d'esprit qu'elles lui procurèrent contribua beaucoup à fortifier les espérances de sa guérison [58].

Le quarante-troisième jour de sa blessure, Le Dran, très habile chirurgien, qui avait la première inspection sur la conduite de sa blessure, rassem-

bla Turodin, chirurgien des cheveau-légers de la garde, estimé le plus fort, et les chirurgiens des mousquetaires du roi pour consulter sur le soupçon qu'il avait que l'os de la jambe était fêlé jusqu'au milieu. Pour s'en assurer, ils résolurent une opération très douloureuse et d'un assez grand danger.

Le matin, comme ils étaient tous autour de son lit, et en apparence pour le voir panser, Le Dran fit signe à deux chirurgiens qui saisirent le maréchal de Villars pour empêcher les mouvements que la violence de la douleur pouvait causer, et, en même temps, on lui découvrit tout l'os de la jambe, que l'on racla pour voir clair dans l'étendue de la plaie, qui se trouva telle qu'ils l'avaient jugée.

L'opération se fit heureusement, et, comme malgré la violence de la douleur, elle causa peu de fièvre, les chirurgiens comptèrent sur une guérison certaine, et il fut résolu de le transporter à Paris dans un brancard à très petites journées. La

nuit qu'il arriva au château d'Avrincourt, on lui tira un assez gros os du genou, mais sans péril, et le reste de son voyage fut aussi heureux qu'on pouvait le souhaiter.

Immédiatement après son arrivée à Paris, le roi l'envoya visiter et le pressa de se rendre à Versailles, où il lui donna l'appartement du feu prince de Conty, lui faisant dire qu'il désirait le voir tant pour lui marquer la satisfaction qu'il avait de ses services que pour le consulter sur les plus importantes affaires du gouvernement.

En effet, peu de jours après que le maréchal fut établi à Versailles, le roi lui manda par Bloüyn, premier valet de chambre, qu'il viendrait chez lui l'après-midi. Le roi lui apporta plusieurs mémoires avec un papier qu'il avait écrit de sa main sur diverses matières qu'il voulait examiner avec le maréchal. La conversation commença de la part de Sa Majesté par des paroles pleines de bonté et de reconnaissance pour le zèle et l'ardeur du maréchal, sur la capacité avec laquelle il avait

conduit une campagne si dangereuse pour la France, sur ce qu'il avait non seulement arrêté les ennemis, qui ne voulaient aucunes conditions de paix, quelque avantageuses que fussent celles que M. de Torcy leur avait proposées, mais encore de ce qu'au milieu de l'espérance dont ils se flat- taient d'entrer dans le royaume il les avait réduits au siège de Tournay, dont ils n'auraient pas pris la citadelle si l'on y avait mis des vivres, et enfin sur ce que sa prudence leur avait fait perdre une campagne dans laquelle ils prétendaient mettre le royaume en péril. Le roi ajouta qu'il savait à n'en pas douter, et par les ennemis mêmes, qu'ils avaient compté la bataille perdue à Malplaquet, et qu'elle l'était infailliblement sans la blessure du maréchal. Enfin, après un discours très flat- teur, il entama les matières les plus importantes et consulta le maréchal de Villars sur ce que le roi d'Espagne demandait M. de Vendôme pour com- mander ses armées. « Votre Majesté, dit le maré- chal, connaît M. de Vendôme, sa valeur est assu-

rément au plus haut point ; il a beaucoup d'esprit et n'a pas moins d'attachement pour Votre Majesté. Il faut envoyer quelqu'un au roi d'Espagne, qui n'a pas de général ; il demande M. de Vendôme, je ne vois pas d'inconvénient à lui donner cette commission. »

Le roi parla ensuite sur ses ministres. Il avait ôté M. de Chamillart, et il n'aurait pas été difficile au maréchal de Villars d'entrer dans le ministère si plusieurs raisons solides ne l'avaient empêché d'y songer pour lors.

Le roi lui remit des mémoires que le maréchal de Berwick avait faits sur la guerre de Savoye, dans lesquels il parlait de la route de Galibier, que le maréchal de Villars avait trouvée deux ans auparavant, comme d'une découverte qu'il eût faite lui-même. Sa Majesté lui parla aussi des mesures qui se prenaient pour la paix traversée par Marlborough et par le prince Eugène, mais fort désirée par les ennemis de ce milord en Angleterre et par les bons républicains de Hollande.

Pour tout dire, la bonté et la confiance du roi, dans cette conversation, furent infinies et accompagnées de toutes les assurances de grâces dans la suite. Il consulta le maréchal sur la promotion des officiers généraux. Le chancelier et le ministre le visitaient souvent : Mgr le dauphin lui fit cet honneur, de même que M. le duc et Mme la duchesse de Bourgogne. Mme de Maintenon le voyait souvent, et il est bien aisé de croire que l'exemple du maître fut généralement suivi.

On examina avec soin tout ce qui regardait la campagne suivante. Plusieurs généraux étaient toujours pour les lignes et le camp retranché, seul moyen qu'ils connussent de faire la guerre. Le maréchal de Villars, au contraire, conseillait qu'on se préparât à une bataille, montrant par la dernière expérience que, par de bons postes, il avait déterminé un ennemi supérieur de plus de 50,000 hommes à ne pouvoir attaquer que la meilleure place de l'Europe, place qui aurait fait

perdre la campagne à même ennemi si elle avait été défendue.

Il ajoutait que, si l'on avait l'espérance de la paix, on pourrait éviter les premières occasions d'une bataille en perdant quelques places, mais qu'à la fin il faudrait en venir à une action qui serait plus dangereuse à proportion de ce qu'elle serait différée.



Sur la fin de mars, on eut divers avis d'Angleterre et de Hollande qui faisaient perdre toute espérance de paix. Les ennemis se flattaient que, toute ressource épuisée par le défaut d'argent, ils réduiraient le roi à se soumettre aux conditions les plus dures. Ce fut alors que le maréchal de Villars dit au roi et à Mme de Maintenon : qu'il y avait des temps où nous devions aussi montrer plus de fermeté et de hauteur ; qu'il fallait au moins nourrir bien nos soldats, qui périssaient de misère dans les garnisons, et se flatter qu'une action heureuse humilierait nos ennemis.

Ce qu'il y a de surprenant, c'est que, malgré l'évidente certitude que toutes les forces des en-

nemis étaient sous l'autorité du prince Eugène et du duc de Marlborough, qui voulaient les avoir en France pour les faire agir sous leurs yeux, et que du côté d'Allemagne, d'Italie et de Catalogne tous nos ennemis étaient sur la défensive, le maréchal d'Harcourt et le duc de Noailles eurent néanmoins assez de crédit pour conserver beaucoup de troupes qui leur étaient absolument inutiles.

Les desseins des maîtres de la guerre, qui étaient le prince Eugène et le duc de Marlborough et le pensionnaire Heinsius, étaient décidés que l'on attaquerait l'Espagne par la France. En attendant, le maréchal de Montesquiou proposait de nouvelles lignes pour couvrir le pays entre Douai et Béthune. Le roi envoya ses mémoires au maréchal de Villars, qui fut d'avis de soutenir les postes de l'année précédente sans fatiguer les troupes par de nouveaux ouvrages, mais surtout de tâcher d'entrer en campagne, du moins dans le même temps que les ennemis.

On eut alors des nouvelles de nos ministres aux conférences de Gertrudenberg que les ennemis voulaient opiniâtrement la guerre. Ainsi, il n'y avait pas d'autre parti à prendre que de la soutenir. Mais il est certain que les troupes du roi étaient faibles, que l'argent manquait, et que, lorsque l'on entra en campagne, les bataillons n'étaient que de trois cents hommes, l'un portant l'autre, ce qui n'était que la moitié du complet.

Le 20 avril, le maréchal de Villars reçut une lettre de M. Voysin, dans son château, où il était allé passer quelques jours pour essayer à monter à cheval, usant pour cela d'une machine qui empêchait, dans le genou cassé, un mouvement forcé qui pouvait lui être très dangereux.

Par cette lettre de M. Voysin, le roi, sans néanmoins presser le maréchal, lui marqua le désir qu'il avait de le voir sur la frontière, étant informé que le prince Eugène et le duc de Marlborough avaient déjà formé un camp sous Tournay. Les ennemis avaient pris le château de Mortagne,

qui fut repris deux jours après, et le maréchal de Montesquiou s'était placé sur l'ancienne ligne de Cambrin [59].

Le maréchal de Villars, en prenant congé du roi, prit la liberté de lui représenter que le marquis de Feuquières et le duc de la Feuillade désiraient ardemment de n'être pas inutiles, et que c'étaient deux lieutenants généraux dans lesquels on connaissait beaucoup d'esprit et de valeur ; il représenta aussi que le comte d'Évreux, colonel général de la cavalerie, l'avait fort pressé de supplier Sa Majesté qu'il n'eût pas la honte de n'aller plus à la guerre. Mais le roi, qui avait des sujets de mécontentement de leur conduite, ne se rendit point à ses vives instances.

Le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac étaient toujours aux conférences infructueuses de Gertrudenberg, où les ennemis, pour consentir à la paix, avaient porté au plus haut point l'orgueil de leurs prétentions ; en sorte qu'elles allaient à demander les principales forteresses de

nos frontières et la liberté de passer au travers de la France avec toutes leurs armées pour aller forcer le roi Philippe à sortir d'Espagne.

Il n'y eut donc d'autre parti à prendre que de se déterminer à la guerre. Les ennemis connaissaient bien cependant le petit nombre de nos troupes à proportion des leurs et le manque absolu d'argent.

Le maréchal arriva le 12 mai à Cambrai, et les ordres furent donnés pour commencer à assembler l'armée.

Les plénipotentiaires de Gertrudenberg mandèrent en même temps au maréchal de Villars qu'il n'y avait aucune espérance de paix.

Les avis que l'on eut de la situation des ennemis étaient que leur armée était campée la droite vers Lens et la gauche à la Scarpe. L'air d'audace si naturel aux Français n'était plus dans nos troupes, mais le maréchal de Villars n'oubliait rien pour l'y rétablir et pour y ramener la gaieté.

Il fit donner un bal dans sa maison la veille que l'armée s'ébranla pour aller aux ennemis.

Le 20, on fut informé que les généraux ennemis s'étaient approchés de la ville d'Arras pour reconnaître tout le pays qui était entre la ville et leur camp, dont on apprit qu'ils travaillaient fort à retrancher le front.

Le maréchal de Villars, dont le genou enflait toutes les fois qu'il souffrait quelque fatigue, ne fût-elle que d'être deux heures à cheval, avait désiré que le maréchal de Berwick se rendit à l'armée seulement pour le jour d'une bataille, qui paraissait très prochaine. Ce maréchal fit de grandes difficultés, et ne se résolut à cette démarche qu'en obtenant la dignité de pair de France. Il arriva le 21 à Cambrai.

L'armée se mit en marche le 22, et dans le temps que tous les avis, tant des plénipotentiaires à Gertrudenberg que de tous les autres endroits de l'Empire, marquaient que plus de 25,000 hommes d'augmentation arrivaient encore

aux ennemis. Ainsi, on pouvait les compter supérieurs de près de 50,000 hommes à toutes les forces du roi. C'était beaucoup. Mais, outre cette disposition, il manquait bien des choses à l'armée du roi, même des chevaux d'artillerie. Le besoin qu'on en avait fit prendre au maréchal de Villars le parti de donner tous les chevaux de trait de son équipage et d'ordonner à tous les officiers généraux de faire la même chose, afin que l'on pût marcher aux ennemis avec du canon.

L'armée campa le 26, la droite à Marquion et la gauche à Vis, en Artois.

Le même jour, le cardinal de Bouillon, qui était venu à son abbaye de Saint-Vast, partit le matin d'Arras et se rendit à l'armée des ennemis.

Le maréchal demanda au roi des commissions de colonel pour les sieurs de Coucy, de Bongard, lieutenant-colonel du régiment du roi [60], de Saint-Laurent, lieutenant-colonel du commissaire général, et de Fontenay, lieutenant-colonel des dragons de Vassé; une de lieutenance colonel

pour le sieur Marquis, major du régiment suisse de Brendlé. C'étaient des hommes excellents chacun dans leur état.

Le 27, l'armée s'approcha d'Arras. Les maréchaux de Berwick et de Montesquiou proposèrent au maréchal de Villars de ne pas passer la Scarpe et de reconnaître l'armée des ennemis auparavant. Le maréchal de Villars leur répondit que l'on ne reconnaissait pas une armée avec 3 ou 4,000 chevaux d'escorte, et que l'on ne pouvait connaître si elle est attaquable ou non dans ses retranchements qu'en les approchant à la portée du fusil, que d'ailleurs l'armée du roi, cherchant une bataille, ne hasardait rien de marcher à la portée du canon des ennemis, puisqu'ils prendraient ou la résolution de venir à nous, ce que nous désirions, ou celle de rester dans leur camp, ce qui ferait voir qu'un ennemi qui est supérieur de 40,000 hommes, et qui voulait obstinément la guerre, n'osait pourtant se mettre en plaine en présence de l'armée du roi; qu'en un mot, si l'on



n'attaquait pas les ennemis à cause de la bonté de leur poste, c'était toujours un air d'audace de leur présenter la bataille en pays ouvert [61].

Ces messieurs se rendirent à l'opinion du maréchal, qui, le 28, alla reconnaître le terrain qu'il devait occuper le jour d'après, et l'on poussa jusque dans les gardes des ennemis 300 hommes, qui furent très malmenés.

L'armée du roi campa, ce jour-là, derrière les ponts pour être en état de passer la Scarpe à la pointe du jour.

Le 30 mai, l'armée du roi étant à la portée du canon de l'ennemi, le maréchal de Villars et les maréchaux de Berwick et de Montesquiou reconnurent la disposition de l'armée des ennemis à la portée du fusil. Ils trouvèrent leur droite au Marais-de-Harne et leur gauche vers Vitry, sur la Scarpe. Tout leur front de champ de bataille était fortifié de redoutes avec du canon, quelques-unes même étaient liées par une ligne. Leur cavalerie était placée cinq cents pas derrière ces redoutes.

Les maréchaux de Berwick et de Montesquiou, avec presque tous les officiers généraux, s'opposaient à l'attaque. Le maréchal de Villars manda au roi que, sachant bien que Sa Majesté désirait une bataille et que la continuation de la guerre était difficile, il avait voulu la présenter aux ennemis, mais qu'il se rendait à l'opinion générale de ne les pas attaquer. Le roi approuva fort que, malgré les représentations de MM. de Montesquiou et de Berwick pour ne point passer la Scarpe, il eût pris la résolution de présenter la bataille aux ennemis.

C'était en effet le seul parti raisonnable et même nécessaire dans un temps où les ennemis publiaient que le roi n'avait pas d'armée, et il eût été honteux à celle du roi de voir prendre Douay sans oser même passer une rivière qui la séparait de l'ennemi. La vérité est que de les vouloir attaquer, quoique supérieurs et retranchés, c'eût été une entreprise contraire à toute raison [62].

Les lettres des plénipotentiaires de Gertrudenberg parlaient de propositions si surprenantes et si remplies d'orgueil pour consentir à la paix qu'elle fut estimée impossible. Outre les principales places frontières, les ennemis voulaient que le roi s'engageât à forcer le roi d'Espagne à abandonner la monarchie et à se contenter de la Sicile et de la Sardaigne. Ils se réservaient à faire ensuite les demandes ultérieures qu'ils estimeraient pouvoir faire au roi.

Cependant, le maréchal de Villars tint l'armée du roi en présence le plus longtemps qu'il lui fut possible pour tâcher, par tous moyens, à engager les ennemis à une action.

Le 2 juin, il fit attaquer deux redoutes à Biache, sur la Scarpe. Les ennemis firent avancer quelques bataillons, mais ils évitèrent d'engager une action. Le comte de Broglio et le marquis de Nangis furent chargés de cette attaque, et s'y portèrent avec leur valeur ordinaire. Les redoutes

furent emportées, et tout ce qui les défendait fut pris ou tué.

On fit lâcher les eaux de la Scarpe, retenues par ces deux redoutes, dans l'espérance que la force de l'eau romprait un pont de communication, et que, par ce moyen, on pourrait attaquer le quartier que les ennemis avaient entre la Scarpe et la Sensée.

Le jour d'après que les redoutes eurent été emportées, le prince de Hesse, qui a été depuis roi de Suède, vint avec plusieurs généraux des ennemis sur le bord de la Scarpe, où était le maréchal de Villars avec le roi d'Angleterre et plusieurs généraux français. Le prince de Hesse commença par un compliment très honnête pour le maréchal de Villars, lui disant qu'il ne pouvait regarder comme un malheur la perte qu'il venait de faire d'un poste, puisqu'il avait l'avantage de voir et de parler à un général dont il respectait fort le mérite. Il parla ensuite de l'inquiétude que lui et les plus honnêtes gens de leur armée avaient eue

de la blessure du maréchal. Accident, poursuivit-il, qui était arrivé dans un moment fort heureux pour eux, et où le sort de la dernière bataille paraissait dangereux. Les réponses furent telles que le maréchal de Villars les devait à la politesse. Mais la conversation fut interrompue par une prière de la part de milord Marlborough à ce prince et aux autres de se retirer. Il est certain que ce prince dit depuis au marquis de Brancas, ambassadeur auprès de lui, qu'il était forcé de reconnaître que, sans la blessure du maréchal de Villars, les Français gagnaient la bataille de Malplaquet.

Le maréchal voulut voir si, en jetant toutes les eaux de la Scarpe, il pourrait attaquer un quartier des ennemis. Il ramena l'armée du roi près d'Arras, et la nuit il envoya le comte de Broglio reconnaître de quelle manière ce quartier était disposé.

Le 4 juin, les maréchaux de Villars, de Berwick et de Montesquiou allèrent seuls, pour ne point faire voir aux ennemis une apparence de

généralité, reconnaître les postes des ennemis derrière Vitry, et examiner si, les eaux de la Scarpe lâchées, il ne serait pas possible d'attaquer ce quartier. Ils trouvèrent que les ennemis avaient coupé la rivière, et jeté toute l'eau dans les marais, de manière qu'outre les retranchements, ce quartier était couvert par une espèce d'inondation. Ainsi toute attaque fut estimée impossible.

Le 17 juin, le maréchal de Villars plaça l'armée du roi, la droite à Oisy et la gauche à Mouchy-le-Pieux. Il envoya le comte de Coigny avec un corps de dragons entre Valenciennes et Bouchain pour disputer aux ennemis le passage de l'Escaut, et fit préparer des ponts pour soutenir M. de Coigny.

Les ennemis voulurent s'approcher des dernières troupes de M. de Coigny, qui étaient de houssards. Le colonel Ratky, qui les commandait, plia, et parut se retirer en désordre pour attirer les ennemis. Ils le suivirent en effet, en s'éloignant de

leurs troupes. Ratky retourna sur eux, les battit, et ramena un assez grand nombre de prisonniers.

Le maréchal de Villars prit le poste que nous venons de marquer, pour empêcher le siège de Valenciennes, de Condé et de Bouchain. Pour celui de Béthune, qui ne pouvait être soutenu que par une bataille, il manda au roi que son sentiment était de la donner; que, pour cela, il n'y avait qu'à marcher aux ennemis dans le temps qu'ils marchaient pour s'approcher de Béthune, parce que, si on leur laissait seulement deux jours, on trouverait leur armée d'observation placée et retranchée de manière qu'il y aurait grand péril à l'attaquer.

M. Voysin, ministre de la guerre, lui manda, le 20 juin, que l'intention du roi était, qu'il retranchât son camp pour ne pouvoir être attaqué par les ennemis avec avantage après qu'ils auraient pris Douai, et qu'il se contentât d'empêcher qu'ils ne pussent faire les sièges de Mons ou de Combray [63].

Ce parti était trop faible pour ne pas donner de l'audace aux ennemis. Ainsi le maréchal, suivant une partie des ordres du roi, qui étaient de prendre un bon camp, ne voulut pas marquer une sorte de timidité en se retranchant encore.

Le 25 juin, il reçut ordre du roi portant de se retrancher derrière le Crinchon. Il manda que l'ennemi était obligé à une marche de trois ou quatre jours pour tourner la Scarpe au-dessus d'Arras et venir à lui ; que c'en était assez qu'il eût le temps d'accommoder un camp, mais que de le faire trop tôt était une précaution nuisible au service de Sa Majesté.

Le 26 juin, le maréchal fut informé que Douay avait capitulé le matin, et que la garnison sortait avec tous les honneurs de la guerre pour être conduite à son armée, qu'enfin le fort de la Scarpe avait été rendu avec la ville.

Le maréchal écrivant au roi loua fort la défense de Douay, et supplia le roi de vouloir honorer de son ordre du St-Esprit M. d'Albergotty, qui



commandait dans cette place, et d'ajouter à cette première grâce le gouvernement de Saarlouis, qui était vacant. Il demanda aussi que M. le marquis de Dreux fût fait lieutenant général, et M. le duc de Mortemart maréchal de camp. Toutes ces grâces furent accordées sur-le-champ. Il demanda aussi que M. de Brendelay, Suisse, fût fait lieutenant général.

Le 1<sup>er</sup> juillet, le maréchal de Villars apprit que le roi lui donnait le gouvernement des Évêchés, vacant par la mort du maréchal de Joyeuse, et lui laissait les appointements de celui de Fribourg. Sa Majesté eut la bonté de lui mander que c'était en attendant qu'il en vaquât un plus considérable.

Dans ce même temps, il reçut des lettres des plénipotentiaires du roi à Gertrudemberg, qui ne donnaient aucune espérance de la paix. Le maréchal n'hésita pas à représenter au roi qu'il ne convenait plus de laisser ses ministres dans un lieu où sa gloire serait blessée, s'ils y faisaient un

plus long séjour, et qu'il fallait leur envoyer ordre de revenir incessamment.

Le maréchal de Villars fut obligé de faire des exemples des usuriers qui s'établissaient dans l'armée. On les tolérait à Paris par le manque de fonds dans les coffres du roi. Mais ceux qui se répandaient à l'armée contribuaient à la désertion, parce que les capitaines ne pouvaient payer aux cavaliers ce qu'on appelle lieu de campagne qu'en les négociant et y perdant les trois quarts, ce qui les obligeait à les faire perdre à leurs cavaliers. La punition publique des usuriers fit voir que le capitaine ne volait pas ses cavaliers, mais que, afin d'avoir de l'argent pour eux, il était contraint de perdre soixante pour cent.

On fit ce que l'on put pour obliger l'électeur de Cologne de sortir de Valenciennes. Il résista et voulut absolument y demeurer.

Le 6 juillet, on eut avis que toutes les forces des ennemis devaient s'ébranler deux jours après pour venir attaquer l'armée du roi.

Le 9, l'armée ennemie marcha et campa la droite au Sansay et la gauche à la Scarpe. De son côté le maréchal de Villars fit avancer sa gauche pour être à peu près à hauteur de la droite des ennemis.

Le 12, l'armée ennemie marcha dans la plaine d'Aubigny et poussa la droite jusqu'à Gouy, laissant toujours la Scarpe devant elle. Celle du roi régla ses mouvements sur ceux des ennemis.

Le 14, l'armée ennemie mit sa gauche à l'abbaye Saint-Éloi, et la droite s'étendait au delà de Chelers, assez près de Saint-Pol. L'armée du roi s'étendit de même. Le maréchal de Villars fit attaquer un convoi qui, de Douay, venait aux ennemis. L'escorte fut battue et la plupart des chevaux furent dételés.

Le 16 juillet, on apprit que les ennemis avaient fait investir Béthune où le maréchal de Villars avait eu le temps de mettre, tant en troupes qu'en munitions, tout ce qui pouvait être nécessaire pour une bonne défense.

Le même jour, le lieutenant-colonel d'Aremberg, commandant le Royal-Allemand, et divers autres partisans firent un très grand nombre de prisonniers, un seul en ayant amené plus de deux cents.

Le maréchal de Villars avait entrepris de faire la campagne par l'ordre positif du roi, quoiqu'il lui eût représenté son état. Effectivement le genou où il avait été blessé le tenait toujours dans un grand péril. Il fallait le grimper à cheval, et quelque précaution qu'il prit avec le secours d'une machine d'acier qui empêchait que son genou ne pût ployer au moindre mouvement un peu violent, comme de passer le plus petit fossé, ce genou enflait et laissait craindre le danger d'y voir former un abcès dans la jointure. Il eut lieu de l'appréhender deux fois, et même un jour la douleur fut si violente que, si le marquis de Nangis ne l'avait soutenu, il tombait évanoui de cheval. Cet état très fâcheux pour un général dans une grande action l'avait porté à désirer le maré-

chal de Berwick. Cependant le roi avait persisté à l'envoyer en Dauphiné, après le peu de séjour qu'il avait fait dans l'armée du maréchal de Villars.

Enfin le siège de Béthune formé, le roi ordonna au maréchal de Villars de ne faire aucun mouvement pour s'approcher des ennemis que la tranchée ne fût ouverte, afin qu'ils eussent moins de troupes dans une bataille, affaiblis par celles qu'ils étaient obligés de laisser au siège [64], ce qui n'allait cependant qu'à mettre une double garde de tranchée, puisque l'ennemi n'appréhendait pas que l'on voulût jeter un secours de troupes dans la place où l'on avait mis tout ce qu'on avait jugé nécessaire avant l'investiture.

On avait avis que les ennemis embarquaient un grand nombre de troupes en Angleterre, et qu'ils voulaient tenter une descente vers les côtes de Picardie ; auquel cas toutes leurs forces, après le siège de Béthune, pouvaient marcher à Montreuil.

Pendant que le maréchal attendait le temps où il espérait que le roi pourrait lui permettre de s'approcher des ennemis, il prépara ses marches pour cela, et afin de pouvoir traverser leur nouveau dessein par les postes qu'il prendrait, si le roi ne lui permettait pas de s'y opposer, à force ouverte, après la prise de Béthune, et supposé aussi que l'on voulût laisser perdre cette place sans combattre.

Le 30 juillet, l'armée marcha pour s'approcher de l'armée ennemie, et mit sa droite à Montenancourt et sa gauche à Bretoncourt, en sorte que rien ne la séparait des ennemis.

Le jour d'après, le maréchal de Villars, avec 3,000 grenadiers et 60 escadrons, alla reconnaître la situation de l'armée ennemie.

La tranchée avait été ouverte et le canon des ennemis placé en batterie. Ainsi le moment était venu que l'on vit si l'on pouvait les combattre. Mais Sa Majesté avait bien expliqué par diverses lettres et ordonné à Albergotty, qu'elle renvoyait

à l'armée, de dire au maréchal qu'elle ne voulait pas que l'on donnât une bataille si le poste des ennemis était bon. On fit pousser la plupart des gardes pour le reconnaître à la portée du fusil.

On trouva que leur armée était très avantageusement postée, leur gauche couverte de la Scarpe jusqu'à Berle, qui était le centre, depuis Berle jusqu'à une partie de leur droite couverte de ravines difficiles à passer, et leur droite sur une hauteur qui dominait partout, l'extrémité de cette droite appuyée à une ravine très élevée qui aboutit à la petite rivière de Laue.

Il s'en fallait bien, vu cette situation, que le maréchal de Villars, suivant les ordres du roi, eût la liberté d'attaquer les ennemis. Il avait proposé de le faire quand ils s'ébranlaient pour aller faire le siège de Béthune; mais Sa Majesté ne l'ayant pas permis, il n'y eut d'autre parti à prendre que de couvrir les places les plus importantes, qui étaient Hesdin et Arras.

Le roi approuva que le maréchal de Villars eût placé son armée entre la source de la Scarpe et la rivière de Canche. En effet, par cette situation, il fermait le pays depuis la mer jusqu'à Arras. Ainsi l'ennemi ne pouvait faire d'autres progrès que de prendre Béthune, et après cela tout au plus la ville d'Aire dans laquelle le maréchal avait mis quinze bataillons, un régiment de dragons et plusieurs détachements de grenadiers et compagnies franches. Il mit le tout sous les ordres de M. de Goesbriant, lieutenant général, dont la valeur lui était connue, et lui donna un ordre pour commander dans la place au-dessus du gouverneur.

Pendant la journée entière du 2 août, l'on avait lieu de juger par les mouvements de l'armée des ennemis qu'elle s'ébranlait pour marcher à celle du roi. Il est certain qu'ils distribuèrent les munitions comme on a coutume de le faire lorsque l'on veut combattre [65]. Les ennemis avaient songé à occuper les mêmes postes que prit le maréchal de Villars. Ce ne fut pas sans de



grandes oppositions de la plupart des officiers généraux de l'armée du roi, lesquels, et par des discours très forts et par des lettres anonymes qu'ils chargèrent l'intendant de lui rendre, protestaient du péril où il mettait le royaume s'il se commettait à une bataille. Cependant s'il n'eût pas pris ce poste, précisément lorsqu'il l'occupait, l'ennemi s'y plaçait et par là pouvait faire le siège de Hesdin. Son armée navale, avec les troupes de débarquement qu'elle portait, prenait Montreuil sans peine, et, par ce moyen, il se trouvait dans le royaume. Il faut convenir que l'esprit de faiblesse était répandu dans les troupes, excepté dans les soldats, dont la valeur et la sagesse étaient telles qu'on pouvait le désirer. Plusieurs officiers ne se rendant pas à leur devoir, le maréchal de Villars proposa de casser deux mestres de camp de cavalerie qui le méritaient bien, et de donner leurs régiments aux sieurs d'Aremberg et de Bongard, lieutenants-colonels distingués. Mais les protecteurs de la cour garantirent les deux mauvais

sujets, et les deux bons n'eurent que longtemps après les grâces qu'ils méritaient.

Le maréchal de Villars apprit par des avis certains que le prince Eugène avait résolu d'attaquer l'armée du roi lorsqu'elle fit la dernière marche, et que le sieur Finglen [66], député des États, non seulement s'y était opposé, mais qu'il avait même arrêté d'autorité la marche de 20,000 hommes qui étaient vers Lens.

Un homme, qui était chez le comte de Tilli, général des Hollandais, entendit que le sieur Finglen et ce comte avaient résolu de s'opposer à une action générale, malgré l'intention contraire du prince Eugène et du duc de Marlborough. Cependant le maréchal de Villars ayant eu divers mémoires envoyés par M. Le Blanc, homme très vif et attentif, qui concernaient une entreprise sur Ostende, chargea le comte de Villars, son frère, de l'exécution. Mais elle fut suspendue par la jalousie de gens qui voulaient se faire un mérite du succès.

Le siège de Béthune avançait peu, mais les ennemis ne pouvaient être en peine que sur le plus ou le moins de sa durée, puisque la cour n'avait pas permis que l'on donnât une bataille pour traverser leur dessein.

Le maréchal de Villars représenta encore une fois au roi que, si après Béthune les ennemis songeaient à une autre entreprise, il fallait s'ébranler dans les premiers mouvements des ennemis pour les combattre, parce que, si on leur donnait seulement deux jours avec des armées aussi considérables que les leurs, on se place de manière que l'on assure son siège.

Cependant un de nos partis, ayant passé l'Escaut près d'Oudenarde, prit vingt mille écus aux ennemis. Les houssards prirent aussi un fort grand nombre de chevaux. Mais ces légers avantages dédommageaient médiocrement de la perte des places. Il est vrai que les difficultés pour le pain étaient toujours un obstacle bien fâcheux, et que d'ailleurs les dispositions générales des

forces du roi étaient réglées depuis longtemps par le crédit que les généraux avaient à la cour. Ceux des ennemis, qui étaient le prince Eugène et Marlborough joints à Heinsius, étaient les trois rois de l'Europe qui gouvernaient toute la guerre. Le duc de Noailles voulut faire le siège de Gironne. Le maréchal d'Harcourt voulut avoir plus de troupes qu'il ne lui en fallait. La même chose était en Dauphiné. On n'avait rien à craindre de ces côtés-là. Pendant que l'ennemi attaquait toutes les frontières de Champagne et de Picardie, à quoi servait une conquête en Catalogne ? Le maréchal de Villars représenta que le royaume périrait, et bientôt, si le roi ne voulait pas régler ses dispositions sur les plus pressants besoins ; que, pour cela, il fallait qu'il se décidât avec celui de ses généraux qu'il croyait le plus capable de conduire l'état de guerre ; qu'il la réglât avec son ministre de la guerre et ce général seuls, sans que personne au monde eût connaissance des projets qu'il formerait, précaution sans laquelle il y avait tout à

craindre. C'est ce qu'il manda par une longue dépêche le 19 août.

Le 23, il reçut des ordres du roi de ne se point commettre à une bataille si, après la prise de Béthune, les ennemis voulaient faire un autre siège. On lui avait déjà dit la même chose avant que Béthune fût assiégée, et on l'avait borné à conserver les postes qui couvrent Hesdin et Montreuil et qu'il avait occupés quelques jours auparavant. Comme il vit le roi pleinement déterminé à lui défendre de se commettre au sort d'une bataille, il représenta que, si Sa Majesté voulait continuer à l'honorer du commandement de ses armées, il était d'une nécessité indispensable que, par le secours des eaux, il reprit quelques forces dans un genou dont non seulement il ne pouvait s'aider, mais avec lequel il ne pouvait faire le moindre mouvement sans ressentir des douleurs si vives que, par celui du cheval, il s'était évanoui plusieurs fois. Ainsi il demanda permission d'aller aux eaux.

Le 24 août, les ennemis fourragèrent du côté de Saint-Pol. Le maréchal fit attaquer leurs fourrages par 2,000 chevaux commandés par le comte de Broglio et par le marquis de Nangis. On battit les escortes des fourrageurs et on leur prit beaucoup de chevaux; mais le comte d'Arco, feld-maréchal de Bavière, ayant passé une rivière sur laquelle toute la cavalerie de la droite des ennemis arrivait, fut obligé de la repasser, ce qui ne fut pas sans quelque désordre. Le maréchal ce Villars rallia les troupes sous un assez grand feu des ennemis. On leur prit deux capitaines de cavalerie et quatre lieutenants.

Le 30 août, les généraux des ennemis firent passer les gardes de cavalerie de l'armée de France et s'approchèrent du camp pour le reconnaître, publiant que, Béthune pris, ils viendraient chercher à donner une bataille. L'armée du roi était bien placée, et le maréchal de Villars ne crut pas qu'ils prissent un parti si dangereux.

Le 31, il apprit que Béthune avait capitulé la veille. Comme la défense de cette place avait été assez honorable, il demanda au roi des grâces pour ceux qui y avaient le mieux servi. La grande croix de saint Louis pour M. de Vauban, gouverneur, un cordon rouge pour M. de Rot, maréchal de camp, et le grade de maréchal de camp pour M. de Miromenil [67]. Le roi eut la bonté d'accorder à ces Messieurs les différentes récompenses que le maréchal de Villars sollicitait pour eux.

Le 2 septembre, l'armée ennemie s'ébranla et vint camper vers Lillers. Le maréchal de Villars sortit de son camp avec cinquante escadrons pour voir s'il serait possible de tomber sur l'arrière-garde des ennemis ; mais leur marche était si serrée et tellement suivie qu'on ne pouvait les attaquer sans engager une affaire générale, ce qui aurait été bien contraire aux ordres réitérés de la cour.

Le maréchal reçut une lettre du roi, datée du 5, par laquelle Sa Majesté, désirant qu'il pût être

en état de commander ses armées la campagne suivante avec de moindres incommodités de sa blessure, lui permettait d'aller aux eaux de Bourbonne et destinait le maréchal d'Harcourt à aller commander l'armée [68].

Le 7 septembre, M. de Vauban se rendit auprès du maréchal de Villars avec le marquis de Saint-Sermin, qui avait demandé à se jeter dans Béthune. Quoique la défense en fût assez belle, le marquis de Saint-Sermin refusa de signer la capitulation, disant qu'il ne consentirait jamais qu'on rendit une place tant que l'on aurait un fossé devant soi. Les sentiments de ce gentilhomme si pleins d'honneur auraient été extrêmement loués du temps que les gouverneurs se croyaient obligés à soutenir des assauts au corps de la place, ainsi que le portent les ordres du roi. Mais les mauvaises défenses faites depuis attirèrent de grands éloges aux deux dernières que l'on trouva très belles.



On attaqua les fourrages des ennemis le 5 septembre et on leur prit plus de 700 chevaux.

Le 14, le maréchal de Villars apprit par les lettres du comte d'Estaing que les ennemis avaient ouvert la tranchée à Aire après avoir travaillé inutilement à saigner la rivière de Lys dont les eaux formaient une grande inondation qui couvrait une partie de la place, et dont le siège pouvait mener les ennemis fort loin.

Le 20 septembre, le marquis de Ravignan [69], maréchal de camp, attaqua sur la Lys un convoi des ennemis composé de près de cinquante gros bateaux chargés de munitions de guerre, de bouche, d'artillerie, pièces de canon, bombes et grenades, et de plus de douze cents milliers de poudre escortés par 2,000 hommes commandés par le comte d'Atlone, maréchal de camp anglais. Ces troupes furent entièrement défaites ; le commandant fut fait prisonnier de guerre, et tout fut tué, pris ou noyé dans la Lys ; les bateaux furent brûlés et le marquis de Ravignan se retira à Ypres

sans perte, quoique les ennemis eussent fait de grands détachements pour couper sa retraite. Ainsi le maréchal de Villars, qui ne pouvait, en suivant les ordres réitérés de la cour, entreprendre d'affaire générale, ne manquait aucune occasion de faire attaquer les ennemis toutes les fois qu'ils lui en donnaient quelque une.

Le 21 septembre, Mortagny, brigadier de cavalerie, battit un détachement de 500 chevaux des ennemis.

Le 24, le maréchal de Villars partit de l'armée pour se rendre aux bains de Bourbonne, et conféra le même jour avec le maréchal d'Harcourt, à Dourlens, où il lui avait donné rendez-vous. Le jour d'après ils se séparèrent.

Le maréchal de Villars continua son voyage, et le maréchal d'Harcourt se rendit à l'armée du roi que le maréchal de Villars était obligé de quitter pour aller chercher un soulagement indispensablement nécessaire. Il s'éloigna avec d'autant moins de peine que, pour se conformer aux

ordres de la cour, il était contraint de laisser agir les ennemis sans s'y opposer. Tout ce qu'il aurait pu faire de mieux était de traverser leurs plus importants projets. Mais il manda au roi que, si la paix ne se concluait pas dans l'hiver, il fallait faire la guerre ; qu'il comptait sa gloire pour rien dans l'honneur qu'il avait de commander les principales armées du roi, mais que l'intérêt de Sa Majesté ne pouvait jamais être de se tenir dans une défensive avec l'unique attention d'empêcher les plus grandes pertes ; qu'il fallait faire craindre aux ennemis celle que leur causerait une bataille, et, en un mot, se mettre en état de la donner en prenant soin de ramasser des troupes et de leur assurer des subsistances. Il pria aussi M. Voysin de lui mander le plus tôt qu'il serait possible ce que l'on espérait des négociations, et s'il fallait s'attendre à la continuation de la guerre.

Le maréchal de Villars envoya un projet pour la campagne suivante, et faisait voir que, dans la nécessité de chercher une action, il était plus

convenable que ce fût dans les pays où le succès donnerait les plus grands avantages, que les lieux les plus propres à cela étaient le côté d'Allemagne, et que, si on voulait le mettre en état d'y ouvrir une campagne prématurée, il dérangerait bien la guerre que les ennemis portaient en Flandres. Il montrait que les propositions d'attaquer Girone ne pouvaient convenir qu'au général qui prendrait cette place, mais que la conquête n'étonnerait pas ceux qui ne voulaient de paix qu'en forçant le roi d'Espagne à quitter tout d'un coup tous ses royaumes. Le roi consentit au siège de Girone et remit au retour du maréchal de Villars à décider avec lui les projets de la campagne suivante en Flandres.

Cependant les douches et les bains apportèrent quelque soulagement à la blessure du maréchal de Villars. L'enflure considérable qu'il avait sur le genou diminua, et le mouvement du genou commença à lui donner quelque espérance qu'il pourrait un peu plier.

Il reçut une lettre du maréchal d'Harcourt, du 13 novembre, par laquelle il apprit que la ville d'Aire avait capitulé le 10 [70] et que la campagne finissait. Les armées se séparèrent le 15 du même mois. Toutes les troupes des ennemis demeurèrent en Flandres et en état d'ouvrir la campagne quand ils le voudraient.

Le maréchal se rendit le 20 novembre dans son château de Villars, et, après y avoir passé huit jours, il revint à la cour où il fut parfaitement bien reçu du roi. Comme le siège d'Aire avait été très bien soutenu par le marquis de Goesbriant, le maréchal demanda au roi des grâces pour lui, et Sa Majesté l'honora, aussi bien que le marquis d'Albergotty, du cordon bleu auquel elle joignit une pension de 12,000 livres en attendant les premiers gouvernements.

Toutes les nouvelles du pays ennemi ne parlaient alors que des préparatifs que faisaient les alliés pour entrer en campagne dès le 1<sup>er</sup> mars et commencer par le siège d'Arras.

Le reste de l'année se passa à examiner les projets que l'on pourrait former en entrant en campagne les premiers. Mais les magasins des ennemis étant bien plus avancés que les nôtres, il était bien difficile de les prévenir.

Dès les premiers jours de l'année 1711, le maréchal de Villars fut pressé par le comte de Villars, son frère, et par le comte de Broglio, lieutenants généraux qui commandaient sur la frontière, d'y venir faire un voyage, ne fût-ce que pour hâter les préparatifs pour l'ouverture de la campagne, afin de prévenir les ennemis, ou de n'être pas prévenu par eux par une entreprise sur Arras.

Il partit de la cour dans les premiers jours de février et se rendit à Amiens, ensuite à Abbeville, à Montreuil et à Calais. Il voulait surtout connaître les postes que les ennemis pouvaient prendre vers Aire et Saint-Omer, et en même

temps ceux que l'armée du roi pouvait occuper pour traverser leurs desseins de ce côté-là. Il se rendit ensuite à Arras, y donna tous les ordres pour les magasins de farine et d'avoine, puis revint à la cour dans les premiers jours de mars.

Le 25 de ce mois, le général Cadogan vint s'établir à Bencheu [71] avec un corps de 20,000 hommes, la plupart détachements, et peu de bataillons avec les drapeaux pour assurer tous les approvisionnements dans les places les plus avancées et pour entrer en campagne le 20 avril avec toutes les forces des alliés.

Le maréchal de Villars manda au maréchal de Montesquiou, qui, en son absence, commandait sur la frontière, qu'il lui paraissait facile de brûler les convois que les ennemis tiraient de Lille à Douay par la rivière de Deulle, attendu que nous tenions les bords de cette rivière de notre côté, et que par cette raison les ennemis ne pouvaient y faire naviguer leurs bateaux sans péril.



Le 23 avril, le maréchal se rendit à Péronne où il avait donné rendez-vous à MM. de Montesquiou, le comte de Broglio, les marquis d'Albergotty et de Puységur. Toutes les mesures étaient prises, et avec un grand secret, pour investir Douay. Cette diligence à exécuter un grand dessein sur les ennemis se trouva d'une grande utilité pour en traverser un qu'ils formaient contre nous. Presque dans le même temps que tous les ordres étaient donnés pour arriver sur Douay, les ennemis, avec la même diligence et avec le même secret, songeaient à investir Arras, et ce dessein aurait infailliblement réussi si nous n'avions pas formé celui d'attaquer Douay, parce que l'on agit plus vivement et plus diligemment pour attaquer que pour défendre. Enfin, le 23, le maréchal de Villars apprit que toutes les forces des ennemis arrivaient sur Douay, derrière la Deulle. Ainsi toutes celles du roi marchèrent le 26 sur la Sensée, et l'on se plaça de manière que les deux armées, par une diligence mutuelle, l'une pour at-

taquer Douay, l'autre Arras, se trouvèrent assemblées et séparées par la Scarpe.

Le même jour, le maréchal de Villars apprit que l'empereur Joseph était mort de la petite vérole le 17 avril, monseigneur le Dauphin le 17 du même mois. Ainsi ces deux princes, dont les espérances et les intérêts armaient l'Europe entière, faisaient répandre tant de sang et consumaient tant de trésors, virent leur destinée et leur vie terminées presque dans le même jour.

Dans ce grand événement, le maréchal de Villars crut devoir rappeler au roi toutes les propositions que l'empereur lui avait fait faire par les comtes d'Harrach et de Kaunitz, insinuées par le comte de Kinsky, principal ministre, et imaginées premièrement par le comte de Stratman, aussi principal ministre de l'empereur. Ces propositions contenaient un partage raisonnable de la monarchie d'Espagne mentionné dans les dépêches que le maréchal de Villars écrivit de Vienne [72].

L'empereur consentait alors que les Espagnes, les Indes, la Flandre et les places d'Afrique demeurassent sur la tête du roi, sans parler de leurs enfants. On ne pouvait plus proposer la même chose dans le temps présent, puisque Philippe V était à Madrid. Mais on pouvait établir la paix en laissant les choses dans l'état où elles étaient, et en rendant la Flandre au roi. Il y avait d'autres propositions en Angleterre, bien différentes de celles de 1709 et 1710. Ainsi, dans une pareille situation, le roi s'attendait que la mort de l'empereur rapprocherait les apparences de paix.

Le 1<sup>er</sup> mai, l'armée des ennemis passa la Scarpe et ne fut séparée de celle du roi que par la Sensée ; mais c'en était assez pour empêcher toute action.

Comme leurs postes et les nôtres bordaient la rivière, après les premières escarmouches, les deux partis préférèrent de ne pas tirer, et l'on se promenait librement de part et d'autre le long des bords de la rivière. Un jour, le roi d'Angleterre

étant avec le maréchal de Villars, tous les Anglais de divers postes s'approchèrent et regardaient ce prince avec grande attention. Il était grand, bien fait, avait très bon air à cheval, et le maréchal ne fut pas fâché de le faire voir aux Anglais, ses sujets. Le comte d'Atlone même, et plusieurs milords s'approchèrent pour le regarder. Le jour suivant, le prince Eugène fit prier le maréchal de Villars de ne plus hasarder ces promenades ; son intention n'était pas aussi de les rendre fréquentes, mais il croyait nécessaire pour le roi d'Angleterre de faire connaître sa personne à ses principaux sujets. Ce prince recevait des lettres de Marlborough qui l'assuraient de son attachement à ses intérêts, et la reine Anne avait toujours dans le cœur pour le roi son neveu des dispositions favorables qu'elle n'avait pas la force de laisser paraître.

On apprit alors que tout se disposait favorablement pour les intérêts de l'archiduc, ceux de

nos ennemis les portant tous à favoriser ses prétentions à l'Empire.

Le 5 mai, les ennemis fortifièrent de toutes les troupes qu'ils avaient derrière la Deulle le camp qu'ils occupaient devant le maréchal de Villars.

Le prince Eugène avait été arrêté à Vienne par la maladie de l'empereur Joseph. Il en partit un jour avant la mort de ce prince. Mais la nouvelle qu'il en reçut par un courrier le fit revenir à Vienne pour un jour seulement, après quoi il reprit sa route pour se rendre en Flandres à l'armée confédérée.

Le 9 mai, les ennemis voulant faire passer de Tournay à Saint-Amand un convoi de près de cinquante bateaux chargés de foin, le sr de Permangle [73], qui commandait à Condé, marcha avec 800 hommes de pied et attaqua ce convoi entre Mortagne et Saint-Amand. Il était escorté par deux bataillons commandés par le brigadier d'infanterie Chambrier, lequel fut blessé et pris. Toute la partie de l'escorte qui était en deçà de la

Scarpe fut défaite, le reste se retira sous le feu du poste que les ennemis avaient à Mortagne, et tous les bateaux furent brûlés. Le maréchal de Villars, en attendant que le roi permit les grandes entreprises, avait attention à n'en manquer aucune des médiocres ou petites qu'il pouvait tenter par lui-même ou faire exécuter par les officiers généraux qui étaient à ses ordres. Le sr de Lastour, colonel d'infanterie du détachement de Permangle, fut blessé considérablement dans cette dernière occasion, et toutes les troupes y servirent avec beaucoup d'ardeur.

Le 11 mai, le maréchal de Villars fut averti à 9 heures du soir que le prince Eugène avait joint l'armée ennemie.

Le 13, les ennemis battirent la générale à la pointe du jour, et l'armée du roi eut ordre de faire la même chose.

Quelques jours après, on apprit que le prince Eugène n'avait pas joint l'armée confédérée, mais qu'il avait donné rendez-vous à milord Marlbo-

rough, à Tournay, où ils avaient eu quelques conférences, qu'il y était le 21 mai, et que son équipage était arrivé à Lille, mais on fut informé qu'il avait enfin joint l'armée ennemie le 24.

Le 30 mai, le maréchal de Villars envoya Ratsky, colonel des houssards, attaquer les gardes des ennemis. Il en enleva une de 80 maîtres et une de 50. Tout fut pris ou tué sans autre perte que de six houssards, et il faut dire ici que ces troupes étaient d'un grand secours dans l'armée du roi [74].

Le même jour, le maréchal apprit que le comte de Villars son frère avait attaqué et emporté le fort qui couvrait les écluses d'Harlebec, et pris ou tué tout ce qui le défendait.

La première application du maréchal de Villars, après les précautions nécessaires pour traverser les desseins des ennemis, était de ne manquer aucune occasion de leur nuire et de pourvoir à la subsistance de la cavalerie. Par les bons postes qu'il avait choisis, il tenait seize lieues

de pays en présence d'une armée ensemble sans avoir rien à craindre pour celle du roi, et par ce moyen il avait une grande subsistance pour la cavalerie. Son armée était dans la plus exacte discipline. Aucun soldat ne s'écartait, et, en trois mois de temps, il ne fut pas obligé à faire un seul exemple. C'est un bonheur que ce maréchal a presque toujours eu, et voici de quelle sorte il se le procurait. Premièrement il parlait lui-même aux troupes et n'oubliait rien pour leur faire entendre ce qui était de l'intérêt général et particulier. Après ces premiers soins, sa sévérité était extrême à l'ouverture de la campagne, il ne se relâchait en rien des lois, et la punition était certaine pour ceux qui ne les suivaient pas.

Par les lettres de la cour du 2 juin, il voyait toujours subsister le dessein d'envoyer un grand détachement en Allemagne pour traverser l'élection de l'archiduc à l'Empire. Sur cela il manda au roi que, si l'on était assuré de quelques électeurs ou princes qui ne demandassent qu'une ar-



mée nombreuse pour se déclarer contre l'archiduc, c'était bien fait de fortifier celle du maréchal d'Harcourt, mais que, si cela n'était pas, il promettait, si l'on fortifiait l'armée d'Allemagne d'un détachement de vingt bataillons et trente escadrons seulement, d'entrer dans l'Empire, que, pendant que ce détachement s'acheminait, lui demeurant à la tête de l'armée de Flandres, il ne serait occupé qu'à bien accommoder les postes de la défensive, qu'il prendrait ses mesures afin que, les troupes qui partiraient de Flandres arrivées à la hauteur de Strasbourg, il fût en état de s'y rendre seul avec deux ou trois officiers généraux dont le départ et le voyage seraient tenus secrets aussi longtemps qu'il serait possible ; qu'il se flattait de prendre Villingen avant même que les ennemis pussent prendre aucune mesure solide pour l'empêcher ; qu'enfin il ne paraissait pas sage de s'affaiblir en Flandres sans aucun objet vers l'Allemagne. Ces raisons ne firent point changer les résolutions de la cour. Ainsi l'armée de Flandres,

fut affaiblie dans la seule vue de répandre qu'on fortifiait celle du Rhin [75].

Le 12 juin, on eut divers avis que les ennemis devaient se mettre en marche la nuit. Leurs bagages seulement s'ébranlèrent ce jour-là.

Le 14, l'armée ennemie se mit en marche à la pointe du jour et mit sa droite à Lens et sa gauche à Douay. Le prince Eugène et Marlborough logés à Lens.

L'armée du roi s'ébranla dans le même temps, mit sa gauche à l'abbaye d'Etrun et sa droite derrière Arras.

Le maréchal de Villars, voyant l'armée ennemie dans les plaines de Lens lui présenter la bataille, manda au roi, dès le même jour, que son sentiment était de la donner, que le terrain y était très convenable, et qu'il préférerait une bataille dans de belles plaines fort ouvertes à des combats de postes.

Le comte de Broglio, côtoyant l'arrière-garde des ennemis, fit attaquer un poste de cinquante

hommes qui se retiraient à 300 pas de cette arrière-garde, et nos houssards les enlevèrent sans qu'ils pussent être secourus.

Le 15, le maréchal de Villars dépêcha encore un courrier au roi pour presser Sa Majesté de lui accorder la liberté d'attaquer l'armée confédérée, alléguant que rien ne pouvait être plus avantageux à la sienne que de marcher l'arme blanche à l'ennemi; qu'il n'y avait aucun mauvais mouvement à craindre dans une plaine où nos ailes étaient également appuyées, et qu'enfin il était persuadé que rien ne convenait mieux à l'armée du roi que de chercher une action où le seul courage des troupes eût plus de part que les mouvements [76].

En attendant les réponses de la cour, il fit jeter onze ponts sur la Scarpe, et se prépara pour combattre au retour du courrier qu'il dépêchait. Ce qui le portait encore à désirer une action, c'est que les ennemis, en se mettant en plaine, firent un détachement assez considérable de leur armée

pour l'Allemagne. Il voulait donc saisir le temps où les ennemis, après s'être affaiblis, lui présenteraient la bataille ; se doutant bien que bientôt on lui ôterait de nouvelles troupes pour les envoyer vers le Rhin, et que par conséquent il serait toujours fort inférieur aux ennemis.

Le 16, il pressa encore pour obtenir la liberté d'attaquer, et c'était pour la troisième fois qu'il la demandait.

Il reçut une lettre du roi du 17 juin par laquelle Sa Majesté défendait que l'on donnât bataille, espérant des divisions parmi les puissances ennemies qui diminueraient leurs forces, et les ordres furent de s'en tenir à défendre les lignes que l'on occupait [77].

Le 19, il apprit que le détachement du prince Eugène marchait vers Ath, et que de sa personne il allait en toute diligence à la Haye.

Le 20 juin, le colonel Ratsky enleva encore une garde de cavalerie aux ennemis.

Dans ce même temps, le roi d'Espagne, pour dédommager l'électeur de Bavière de la perte de ses États dans l'Empire, lui céda en toute souveraineté tous les Pays-Bas espagnols pour lesquels l'électeur avait une grande inclination [78].

Mme de Maintenon, informée des vives instances que faisait le maréchal de Villars auprès du roi pour en obtenir la liberté d'attaquer les ennemis, lui manda que c'était avec peine que Sa Majesté n'y consentait pas, mais que des apparences de négociations portaient à ne pas vouloir de bataille [79].

Le 27 juin, le maréchal reçut des ordres du roi d'envoyer en Allemagne un troisième détachement composé de 26 escadrons et de 10 bataillons, parmi lesquels étaient la gendarmerie. Le maréchal représenta au roi l'inconvénient qu'il y avait de s'affaiblir ainsi devant une armée qui lui présentait la bataille depuis trois semaines, et qui, nous la voyant éviter, ferait certainement des

entreprises, surtout quand l'armée du roi serait considérablement affaiblie.

Le 26, les ennemis attaquèrent le château d'Arleux, et inutilement. Le sr de Creny, qui veillait à la sûreté de ces postes, étant entré dans celui d'Arleux avec des bateaux, les ennemis se retirèrent avec perte.

Le 1<sup>er</sup> juillet, M. Voysin manda qu'en faisant marcher un corps vers Namur, on donnerait quelque inquiétude aux ennemis. Tous ces petits projets étaient envoyés de l'armée au ministre par un lieutenant général qui était bien avec lui, et nous verrons dans la suite qu'ils eurent un assez mauvais succès. Il était en effet bien peu sensé d'imaginer qu'un ennemi qui présentait la bataille lorsque l'armée du roi était entière, trouvât bien difficile de s'opposer à des entreprises en la voyant affaiblie par trois détachements considérables. On devait bien plutôt s'attendre qu'en pareille circonstance les ennemis entreprendraient de leur côté.

Le 6 juillet, les ennemis marchèrent avec près de 20,000 hommes [80] et emportèrent le château d'Arleux qui était de l'autre côté du Sensay [81]. Ils y perdirent beaucoup de gens. Le maréchal de Villars y courut avec les premières troupes qui furent le plus tôt prêtes, mais il trouva le poste déjà emporté.

Le 10, le maréchal de Villars prit la résolution d'attaquer un camp que les ennemis avaient de l'autre côté du Sensay [82], commandé par le comte de Hompesch et par le duc de Wirtemberg. On verra dans la lettre suivante de quelle manière ce projet fut conçu et exécuté.

*Lettre au roi du 12 juillet 1714.*

Sire,

Votre Majesté aura été informée par mes dernières lettres à M. Voysin que j'avais trouvé le camp que les ennemis ont formé près de Douay assez mal placé pour croire que l'on pourrait l'at-

taquer avec avantage. Après l'avoir reconnu, j'envoyai le baron de Ralsky, colonel des houssards, pour voir lui-même si rien m'empêchait d'arriver sur les ennemis avec un corps de cavalerie.

Il alla la nuit jusqu'à deux cents pas des étendards. M. de Coigny fut chargé pareillement de me rendre compte de la situation de ce corps d'armée. J'allai avant-hier au soir pour examiner encore mieux les facilités que l'on pourrait trouver à l'attaquer, et hier, au matin, je fis marcher M. le comte de Gassion avec 20 escadrons, dont il y en avait quatre de la maison de Votre Majesté, pour joindre les quinze de dragons qu'avait M. de Coigny auprès de Bouchain. On me proposait d'envoyer de l'infanterie ; mais, comme la seule diligence pouvait faire réussir, et que la cavalerie avait près de douze lieues à faire, partant de l'armée et allant repasser par Bouchain, j'ai cru impossible d'y faire arriver des gens de pied, quelque précaution que l'on pût prendre pour cela.

M. le prince Charles [83] et M. le marquis d'Hautefort furent détachés comme maréchaux



de camp. M. d'Albergotty et M. le prince d'Isenghien [84] furent chargés d'aller avec 2,000 grenadiers pour rétablir, la nuit, les ponts du Bac-Abencheul pour préparer et assurer une retraite plus courte à M. de Gassion.

Le plus important était de surprendre les ennemis, puisque leur armée avertie n'avait qu'une lieue à faire de sa gauche pour les soutenir, et que ces troupes-là n'avaient que cinq cents pas à faire pour se retirer dans les glacis de Douay. Il était aussi très difficile de tirer des troupes de l'armée sans que l'ennemi, qui découvre tout le front de notre camp, s'en aperçût. Pour dérober ce mouvement on a fait sortir la cavalerie comme si elle allait en pâture. Les cavaliers allaient, les uns à cheval, et les autres suivaient à pied ceux qui menaient leurs chevaux en main, marchant ainsi par tous les lieux qui étaient découverts par les gardes des ennemis.

Les pontons marchèrent la nuit et demeurèrent cachés dans les arbres pendant le jour.

Les grenadiers ont marché pareillement par troupes de cinquante, sous prétexte d'arrêter des

espions ; on avait aussi donné ordre à tous les postes de la Scarpe, du Sansay et de l'Escaut de ne laisser passer aucun paysan.

On a fait l'exercice de cavalerie à l'ordinaire, et une revue générale de l'armée aux yeux des ennemis a peut-être contribué à leur ôter toute défiance.

Enfin, sire, toutes ces petites ruses ont réussi de manière que M. le comte de Gassion est tombé avant la pointe du jour sur le camp des ennemis dont la plupart n'ont pas eu le temps de prendre les armes, et tout généralement a été pris ou tué. On a fait très peu de quartier. Nos housards disent qu'ils ont tué chacun cinq ou six hommes, et, vu l'agilité avec laquelle ces Messieurs se servent d'un sabre, on peut croire qu'ils ne s'éloignent pas de la vérité.

On compte que l'on a pris plus de 1,200 chevaux.

M. de Gassion s'est conduit avec beaucoup d'ordre et de valeur.

M. le marquis de Coigny, qui avait reconnu le terrain de son côté, a parfaitement bien fait ; M. le

prince Charles s'est conduit avec sa valeur naturelle, et M. le marquis d'Hautefort pareillement.

Il y a plusieurs étendards et drapeaux de pris dont je ne sais pas encore le nombre, et que j'aurai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté [85].

Il y avait pour brigadiers MM. le duc de la Trémouille [86], de Gaydon [87] et le comte de Sommery [88], M. le marquis de Choiseul [89], M. de Cheladet et M. Deffournaux de la maison de Votre Majesté. M. de Villemur était à la tête des grenadiers à cheval. Les colonels étaient MM. les princes de Marcillac [90], le duc de Saint-Aignan [91], M. le prince de Lambesck, M. de Manicamp, M. de Chabannes, d'Aremberg [92], de Rotembourg, d'Elvemont.

Du camp de M. de Coigny, il y avait pour brigadiers MM. de Saint-Sernin et de Bellefont.

Comme ces sortes de bonheurs n'arrivent jamais sans quelque perte, je regrette infiniment M. de Ratsky [93], qui a un coup au travers du corps, et M. de Coëtmene [94], colonel de dragons, tué. M. le comte de Broglio avait ordre, pour attirer l'attention des ennemis sur la droite de

leur armée, de faire attaquer et pousser leurs gardes vers Liévain, ce qu'il a exécuté, ses hussards ayant pris ou tué plusieurs cavaliers et amené plus de 80 chevaux.

Le succès a été entièrement complet. Je sais, Sire, que c'est avec peine que Votre Majesté a refusé la permission que son armée entière lui demandait d'attaquer celle des ennemis. La bonne volonté de nos troupes dans cette occasion et ce petit succès les consolent un peu. Mais nous aurions fort désiré tous de pouvoir rendre au plus grand et au meilleur maître du monde un service digne de ses bontés.

Je viens de voir panser le baron de Ratsky par le Dran, chirurgien ; sa blessure n'est point mortelle, et je suis ravi que Votre Majesté n'ait pas perdu un si bon serviteur, etc.

Le maréchal de Villars supplia le roi d'honorer le comte de Gassion de l'ordre du Saint-Esprit, et demanda plusieurs grâces pour les sieurs de Fontenay, lieutenant-colonel de dragons, Ratsky, colonel de hussards, et Leobaldt, ancien capi-

taine de dragons, aussi bien que pour le chevalier du Thil, très brave colonel d'infanterie.

Cependant M. Voysin pressait toujours le maréchal d'envoyer vers la Sambre un détachement considérable destiné au comte d'Estaing. Forcé par les ordres du roi réitérés, il fit partir ce corps composé de seize bataillons et seize escadrons.

Il songea en même temps à profiter de la marche de ces troupes qui passaient l'Escaut à Bouchain pour faire attaquer le poste d'Arleux.

Le 20 juillet, l'armée ennemie marcha au delà du ruisseau de Lens, et campa la droite à Brouay et la gauche à Masengarde.

Le 21, elle marcha vers la source de la Lys, ayant le village d'Auchy dans le centre, et la tête se plaça, la droite à Etrée-Blanche sur la Laquette, et la gauche à Beuvrière sur la Clémence.

Le 23, le poste d'Arleux fut attaqué et emporté avec une grande valeur. Il était défendu par 600 hommes qui furent tous pris ou tués. Le colonel Savary, un des partisans des ennemis, y fut

pris ; le marquis du Thil, très brave colonel d'infanterie, y fut blessé dangereusement et mourut de sa blessure.

Cadogan marcha avec quarante escadrons, suivi d'un corps d'infanterie, pour secourir le fort d'Arleux, mais la prompte expédition le fit retourner sur ses pas [95].

Après avoir bien examiné ce qui convenait le mieux, ou de garder ou de raser ce fort, on prit le dernier parti, et l'on envoya à Cambray l'artillerie et les munitions de guerre qu'on y avait trouvées [96].

Ce dernier succès fut le quatrième avantage que l'on eut sur les ennemis depuis le commencement de la campagne, et il est certain que le maréchal de Villars ne perdit aucune occasion d'attaquer tout ce qui pouvait l'être.

On ne croit pas inutile de placer ici une lettre que le maréchal écrivit à Mme de Maintenon. Elle contient diverses circonstances très propres à

faire mieux connaître la situation où les affaires étaient alors, et l'esprit qui régnait à la cour.

*Lettre du maréchal de Villars  
à Mme de Maintenon, du 29 juillet 1711.*

J'espère, Madame, que Sa Majesté sera satisfaite de la guerre que nous faisons, et en attendant qu'il convienne à ses intérêts de chercher les grands événements, nous ne perdrons aucune occasion d'attaquer les ennemis si peu qu'ils laissent quelques corps de troupes mal placés, quelquefois séparés du gros de leur armée, des convois hasardés, des gardes grandes ou petites éloignées. Tout a été attaqué, battu et emporté dès que ces conjonctures se sont présentées, et, grâces à Dieu, sans aucune perte considérable. Mais, Madame, ce qui vous fera encore un plus sensible plaisir, c'est l'ordre et la discipline qui s'observent dans cette grande armée. On y voit les cavaliers et soldats éviter de marcher dans un champ semé de blé, que l'intérêt du roi oblige de

conserver entier à la tête du camp, et tout cela, Madame, sans que depuis trois mois j'aie été obligé de faire mourir un seul homme. Il est peut-être sans exemple qu'une si grande armée se soit conduite si longtemps avec tant de sagesse.

Permettez-moi, Madame, de vous parler des frayeurs que l'on vous donne depuis quatre ans, et je puis en prendre la liberté, puisque, grâce à Dieu, vous en devez être délivrée présentement. Quel est le général d'armée, hors moi ou le ministre, qui ne vous ait pas fait envisager une subversion de l'État, une fuite presque infaillible de Versailles, et vous savez, Madame, avec quelle fermeté le roi me fit l'honneur de me parler sur ces dangers évidents et sur les partis auxquels Sa Majesté se préparait. Je ne pus retenir mes larmes quand ce grand roi me fit entrevoir à quels périls il pouvait être exposé, et les résolutions aussi fortes que sages qu'il voulait prendre dans ce cas-là.

De cet état affreux, nous en sommes à voir nos armées imposer aux ennemis, les leurs dans l'inaction, nos soldats demander une bataille avec ar-



deur, et enfin nous ne voyons plus d'obstacles à une bonne paix que de l'avoir peut-être trop désirée.

Vous me faites l'honneur de me dire, Madame, que vous voudriez bien ne me voir plus gronder. Mais permettez-moi la liberté de vous dire que les bons et fidèles serviteurs grondent souvent, que les mauvais, et ceux qui ne songent qu'à plaire pour leurs propres intérêts, approuvent toujours. Je devrais, Madame, être, ce me semble, un peu mieux connu du roi et de vous. Quelle intrigue me voyez-vous à la cour ? Je n'écris au monde qu'au roi, à vous, Madame, très rarement, et au ministre par lequel le roi veut être informé des affaires dont il me fait l'honneur de me charger. Je suis comblé des bontés du roi, et je n'ai d'autre souci au monde que de le voir aussi bien servi qu'il mérite de l'être. On passe tout l'hiver à vous dire que je suis haï. Les courtisans répandent qu'il règne une discorde affreuse dans cette armée, et que tous les officiers généraux sont brouillés avec moi. Rien de plus faux ; mais ils le disent, et, de ces discours répandus sans fondement, il en reste une

impression, et même dans votre esprit, malgré la justesse de votre pénétration. J'aurai l'honneur de vous dire, Madame, que je ne suis brouillé avec personne dans l'armée, et que les gens de bien et de courage, ceux qui comptent plus sur leurs actions que sur la cabale, me regardent comme leur unique ressource. Mais ce nombre diminue tous les jours. Nous voyons depuis plusieurs années l'esprit de cour régner dans les armées, et comment cela ne serait-il pas si les protections de cour l'emportent sur les bonnes actions, et quand je désirerai plus de crédit, peut-être, Madame, penserez-vous que c'est par ambition et pour m'attirer plus de considération.

Dans qui, j'ose le dire, le roi a-t-il trouvé plus de vérité lorsque j'ai pris la liberté de parler des hommes ? et en qui Sa Majesté peut-elle trouver une connaissance plus fidèle et plus sûre des gens de guerre que dans celui qui, depuis dix ans, les a toujours eus sous son commandement, et qui les voit agir tous les jours ? Vous aurez bientôt la paix, je vous en assure, Madame, et vous verrez pour lors si je suis un homme de cour et d'in-

trigue. Je ne désirerai du crédit que pour le roi : si la guerre dure, je ne veux être cru que pour son service. Et plutôt à Dieu que je l'eusse été depuis dix ans ! Il y a longtemps que le roi aurait donné la paix à ses ennemis, et si j'avais été honoré de la confiance de Sa Majesté (j'ose dire que je l'avais méritée) les trois fois que je suis entré dans l'Empire, elle pouvait y donner la loi. La première, lorsque j'entrai en Bavière ; la seconde, lorsque l'on prit en dix jours Hagueneau, Druseheim, Lautterbourg et tous les postes des ennemis avec près de 5,000 prisonniers de guerre, et que j'envoyai courriers sur courriers pour demander que l'on ne fit rien en Flandres et que l'on me laissât agir dans l'Empire. Ce fut dix-neuf jours avant la malheureuse bataille de Ramillies. La troisième fois, quand, avec quarante bataillons, on força les lignes de Stoloffen, quelques troupes d'augmentation, au lieu de celles que j'eus ordre de détacher, nous soutenaient au milieu de l'Empire.

J'envoyai, pendant que j'étais à Bourbonne, un projet pour attaquer l'Allemagne le mois de mars dernier. Il semblait que je prévoyais la mort

de l'empereur ; et présentement, Madame, je soutiens que pour ne rien faire il y a trop de troupes en Allemagne.

Cette lettre, Madame, est bien longue, et surtout quand je prends la liberté de vous supplier de n'en faire aucun usage ; j'ose vous en conjurer, et de la brûler après l'avoir lue. Je désire seulement qu'elle me justifie auprès de vous sur mes gronderies, qui sont présentement d'autant plus mal fondées que je suis persuadé que nous touchons à la paix. D'ailleurs je suis très content de M. Voisin que je tiens un fort bon secrétaire d'État, d'un travail et d'un ordre au-dessus de tout ce que l'on peut désirer [97].

Le 1<sup>er</sup> août, les ennemis marchèrent avec toute leur armée, comme s'ils avaient eu intention d'attaquer celle du roi, et ils retirèrent toutes les garnisons de Tournay, de Douay et de Lille. Le maréchal de Villars tira plusieurs pièces de campagne qui étaient dans Arras, au lieu des pontons qui lui étaient inutiles.

L'armée ennemie marcha le 3 août et s'étendit par sa droite; sa gauche occupait un plus grand terrain. Le maréchal de Villars proposa au ministre de faire rapprocher le corps que commandait le comte d'Estaing [98], d'autant que les ennemis n'en avaient pris aucun ombrage qui les obligeât à faire le moindre détachement. Son dessein était que ce corps fût en état de défendre le passage de l'Escaut. Mais l'opiniâtreté avec laquelle on l'avait forcé, malgré ses représentations, à faire ce détachement [99] ne lui permettait pas de le rappeler sans l'approbation de la cour.

Le 4 août, les ennemis s'approchèrent de notre droite avec quarante escadrons. Le maréchal de Villars y marcha et ils se retirèrent dès qu'ils aperçurent ce mouvement.

La nuit, le maréchal de Montesquiou manda au maréchal de Villars que les ennemis marchaient à sa gauche, et qu'il comptait qu'elle serait attaquée à la pointe du jour. Mais dans le même temps un corps des ennemis de 12 à

15,000 hommes, marchant derrière Douay, passa le Sensay, qui, à cause de l'éloignement du comte d'Estaing, n'était plus défendu, et ce corps se plaça derrière le marais de Marquion. Le maréchal de Villars marcha dans le même moment pour suivre l'ennemi et envoya ordre au comte d'Estaing de se rapprocher de l'Escaut.

Les ennemis dans cette situation, il n'était plus possible d'éviter une bataille, et le maréchal de Villars s'y disposa pour le jour d'après. Le marquis de Geoffreville, lieutenant général de réputation, pressa fort le maréchal de Villars de se retirer vers Arras, disant que les ennemis le viendraient attaquer en tournant le petit ruisseau de Marquion. Le maréchal lui répondit : « Je leur épargnerai la peine de cette marche, puisque, dès demain, je le passerai moi-même, et que j'irai les chercher dans la plaine de Cambray. D'ailleurs, si je faisais un pas en arrière, au lieu de l'ardeur que je connais dans l'armée, j'y jetterais de la terreur, et c'est un mauvais parti. »

Le 6, le maréchal fit marcher l'armée sur cinq colonnes, et l'on mit la droite à l'Escaut, la gauche au village de Sains sur le ruisseau de Marquion. L'ennemi avait sa droite à Oisy et sa gauche à l'Escaut. Il y avait une plaine de deux lieues entre les deux armées, sans qu'aucun ruisseau ni rivière pût empêcher une action générale. Il y avait d'autant plus d'apparence que l'ennemi avait paru la chercher et que le maréchal de Villars était affaibli par plusieurs détachements considérables, celui du comte d'Estaing composé de seize bataillons et de vingt escadrons ne pouvant joindre de deux jours le gros de l'armée.

Le maréchal de Villars disposa tout pour pouvoir marcher mille pas en avant sans perdre l'avantage de son poste qui était uniquement d'avoir ses flancs appuyés. L'ennemi ne trouvant nul obstacle, il n'était plus permis de mettre en doute s'il y aurait une bataille.

Aussi a-t-on su depuis que Cadogan et Goslinga, celui des députés des États qui les représen-

tait à l'armée, avaient fort pressé Marlborough de la donner, et qu'ils furent très étonnés de lui trouver une sagesse qu'ils désapprouvaient. Ils avaient même marqué un camp près Cambray.

Le 7 août, la pluie fut très forte, et l'on attribua l'inaction des ennemis à cette pluie, aussi bien qu'au dessein de se faire joindre par des corps de troupes qui étaient demeurés vers Douay. Mais, la nuit, leur armée passa l'Escaut sans que l'on en eût le moindre avis [100].

Dans le moment, le maréchal de Villars fit travailler à des ponts sur le Sensay qui ne purent être achevés que le 8 au soir. Il fit passer ensuite une tête et occuper une hauteur, puis il fit travailler à établir une communication au travers du marais avec Bouchain; on en pratiqua même deux, et il fit entrer dans cette place Ravignan, maréchal de camp, avec 800 grenadiers et deux régiments de dragons dont on retira les chevaux. On y mit de l'argent et tout ce qui était nécessaire



pour une longue défense, supposé que les ennemis pussent en faire le siège.

Leur premier soin fut de faire plusieurs ponts sur l'Escaut, et, dès que le maréchal de Villars eut achevé le sien sur le Sensay, il fit marcher le comte de Broglio avec un corps considérable pour s'approcher de Denain et s'opposer au passage de l'Escaut. Mais le comte trouva une partie considérable de leur armée déjà passée ; ainsi le maréchal n'eut d'autre parti à prendre que de retrancher diligemment la hauteur qui était sur le village de Marquette, d'où le canon croisait celui de Bouchain.

Le 10 août, à la pointe du jour, Albergotty lui manda que les ennemis marchaient à ses retranchements. Dès l'instant, il pria le maréchal de Montesquiou d'aller défendre Albergotty avec soixante bataillons, tandis que lui-même, avec tout le reste de l'armée, il passerait l'Escaut sur quatre ponts déjà faits. Il marcha à l'armée des ennemis qui était entre Bouchain et lui, et avec

une si prodigieuse diligence qu'il arriva sur la ravine de Non et commençait à s'étendre sur celle de Huy, dans le temps que, sur un signal de trois coups de canon de celui qui commandait la circonvallation de Bouchain, Marlborough, dont les troupes avaient déjà fait la prière et dont les détachements de grenadiers approchaient des retranchements que défendait le maréchal de Montesquiou, revint à toutes jambes se placer dans ceux qu'il avait autour de Bouchain.

Comme les deux ravins étaient assez difficiles à passer, le maréchal de Villars vit bien que l'armée ennemie serait rentrée dans sa circonvallation plus de deux heures avant qu'il pût l'attaquer. Il se contenta d'avoir rompu le dessein qu'avait l'ennemi d'attaquer la hauteur retranchée. Ce mouvement de guerre fut singulier, puisqu'il pouvait se passer deux fort grandes actions entre deux armées séparées par deux rivières assez grosses. Cependant on fit travailler vivement

aux communications par les marais avec Bouchain.

Le maréchal de Villars étant allé reconnaître les ouvrages des ennemis en deçà de l'Escaut, les carabiniers qui l'escortaient furent pressés par un corps de cavalerie, ils retournèrent, et en battirent les premières troupes ; mais, les ayant poussées trop loin, ils furent ramenés. La perte fut plus grande du côté des ennemis, mais Clouet, brigadier et commandeur des carabiniers, fut pris.

Les communications au travers des marais étaient longues et difficiles, et les ennemis les troublaient autant qu'il leur était possible par un très grand feu de canon. Deux de nos officiers en furent emportés le 17, et notre canon tua le général de Roding qui commandait le corps suisse des ennemis.

Le 18, le maréchal de Villars alla visiter la communication, et la trouva en état d'y mettre les troupes nécessaires pour la défendre. Le comte d'Estaing, qui y commandait, eut ordre d'y entrer,

et tous les détachements arrivèrent sur le bord du marais, le marquis d'Albergotty à la tête. Mais à peine le maréchal de Villars fut-il rentré chez lui qu'il apprit que cette communication venait d'être emportée. Elle était cependant couverte d'un très grand fossé plein d'eau ; l'eau couvrait le marais partout, et un parapet de fascines, derrière lequel on pouvait mettre trois rangs de mousquetaires, couvrait la communication entière jusqu'à Bouchain. Mais cinquante hommes que les ennemis envoyèrent, obligés de nager souvent pour reconnaître la communication, en approchèrent. C'en fut assez pour que messieurs les officiers généraux qui la devaient défendre la crussent perdue. Ils retirèrent leurs troupes sans attendre les ordres du maréchal de Villars que cette nouvelle outra de douleur. En effet, cette communication, qui donnait le moyen de soutenir Bouchain par des secours continuels, en aurait empêché la prise aux ennemis, et l'on vit depuis, dans toutes leurs gazettes de Hollande, qu'ils étaient persuadés que

50 hommes la pouvaient défendre contre 4,000 [101].

Le 19, le maréchal de Villars envoya Contade [102], major général de l'infanterie de l'armée, exposer au roi la situation de son armée et de celles des ennemis, et l'impossibilité qu'il y avait de traverser leur entreprise sur Bouchain sans se commettre à une bataille très dangereuse, les ennemis ayant la liberté de pousser leurs attaques sous le canon de l'armée du roi sans qu'elle pût aller à eux, parce que le marais de Marquette les couvrait et rendait toute action presque impossible.

À peine la communication du marais avait-elle été emportée que le maréchal de Villars, pour ne rien laisser d'intenté, fit travailler à cinq ou six redans, qui, protégés par le feu de sa hauteur retranchée et par celle de Bouchain, auraient pu les soutenir, si on avait eu le temps de les achever.

Mais, dès les premiers moments que l'ennemi s'en aperçut, il fit avancer une partie de l'armée

à laquelle le maréchal de Villars ne pouvait marcher, parce qu'elle était, comme nous l'avons dit, couverte du marais de Marquette.

Jamais fin de campagne n'a fait une plus cruelle peine à un général appliqué et qui désirait passionnément d'agir, et pour sa gloire, et pour le service de son maître. On a vu que le maréchal avait pressé par trois courriers différents pour obtenir la liberté d'attaquer l'armée ennemie campée dans les plaines de Lens. Depuis ce temps-là, on l'avait affaibli par trois détachements très considérables, qui furent envoyés inutilement sur le Rhin. On l'obligea encore, malgré lui, à un quatrième détachement sous les ordres du comte d'Estaing, qui affaiblit tellement sa droite que les ennemis paraissant vouloir attaquer la gauche de l'armée, qui était sous les ordres du maréchal de Montesquiou, comme on l'a vu ci-devant, firent marcher derrière Douay un détachement de huit à dix mille hommes, qui leur assura le passage du

Senset. Leur dessein était d'investir Cambray, et leur camp était déjà marqué dans cette vue.

Le maréchal de Villars y marcha et se mit en bataille dans les plaines de Cambray, ne pouvant pas croire qu'un ennemi, qui la lui avait présentée, manquât l'occasion de la donner à terrain égal, surtout l'armée du roi ayant été affaiblie par des détachements de plus de 30 bataillons et de 45 escadrons.

Cependant, au lieu de combattre, l'ennemi prit le parti de passer l'Escaut toute la nuit, et le maréchal de Villars aurait encore sauvé Bouchain, si la communication qu'il avait pratiquée au travers des marais n'avait été abandonnée par la faute des officiers généraux.

Les ennemis commencèrent à battre Bouchain le 30 août, avec cinquante pièces de canon et trente mortiers.

Le 31, on fit les dispositions nécessaires pour attaquer un camp que l'ennemi avait à Hordain sur le bord du marais, fort près de Bouchain. Il

fallait passer l'Escaut sur des ponts que l'on ne put jeter qu'au-dessus d'Etrun, et pendant la nuit, pour cacher ce dessein aux ennemis avec une extrême précaution, puisque les moindres démonstrations le rendaient impossible : pour cela, le maréchal de Villars mena de grand jour les officiers généraux et les brigadiers d'infanterie qui devaient commander les quatre détachements, pour leur marquer à chacun l'endroit qu'ils devaient attaquer la nuit. M. de Châteaumorant [103] commandait le plus fort, le marquis de Montgon attaquait la droite avec les grenadiers du régiment des gardes ; les marquis de Soyecourt et de Fénelon, qui avaient chacun 500 hommes sous leurs ordres, attaquèrent les premiers, et le secret et le silence pour la marche furent si bien observés, qu'ils arrivèrent sur les faisceaux des bataillons ennemis dans le moment que les sentinelles criaient qui vive. Ces quatre bataillons furent entièrement défaits. Tout fut



pris ou tué avec le maréchal de camp qui les commandait nommé Borch [104].

D'Aubigni et Livri, brigadiers d'infanterie, attaquaient les détachements des ennemis qui gardaient les ponts d'Etrun. Tout y fut encore tué ou pris, et l'affaire finit à la pointe du jour, qui fit voir l'armée entière des ennemis marchant sur Hordain. Mais les troupes du roi repassèrent l'Escaut avant que de pouvoir être attaquées. Le marquis de Fénelon [105] eut la jambe cassée d'un coup de fusil, et le lieutenant-colonel de Picardie fut dangereusement blessé.

Les premiers détachements de nos troupes avaient eu ordre de prendre à revers la communication dont nous avons parlé ci-devant, et qui aboutissait à Hordain. Cet ordre avait été donné pour ne rien laisser d'intenté, mais avec peu d'espérance de succès, et c'était beaucoup que d'enlever un camp sous le mousquet des retranchements des ennemis, ayant à passer l'Escaut presque sous le feu de ces quatre bataillons.

On prit douze drapeaux dans cette action, et cependant le maréchal ne voulut pas envoyer d'officiers porter cette nouvelle, ne trouvant pas aucune action considérable lorsqu'on prenait Bouchain devant lui.

Le même jour, M. de Coigny eut ordre d'attaquer un fourrage des ennemis, et il le fit avec tant de succès que le lieutenant général Ersbach, qui commandait, fut pris, et un officier général nommé Vasnar, avec grand nombre d'officiers, de cavaliers et de chevaux. On ne négligeait aucune occasion de nuire aux ennemis, et l'on en trouvera plusieurs, dans cette campagne, toutes heureuses, qui marquaient que le maréchal de Villars faisait la guerre avec la plus vive attention. Il pouvait l'espérer heureuse de tout point, si l'on avait suivi ses projets sur les grandes vues, mais il n'avait une liberté entière que sur les médiocres.

Cependant les ennemis avançaient toujours leurs attaques, battant Bouchain avec cinquante pièces de canon.

Le maréchal de Boufflers, capitaine des gardes du corps, mourut en ce temps-là. Le roi destinait naturellement ses charges aux maréchaux de France qui étaient à la tête des armées, et le maréchal de Villars y avait la première part. Il s'en donna l'exclusion sur l'incommodité que lui causait sa blessure et qui ne lui permettait pas de suivre le roi. Mais la véritable raison était un éloignement naturel pour toute assiduité de courtiisan, préférant sa liberté à l'honneur que donnent les belles charges d'être toujours auprès du roi, et de le suivre partout quoiqu'on ne soit pas en quartier. Ainsi, en ne profitant pas du pouvoir d'être incessamment auprès du maître, c'était s'exposer à ne lui pas être agréable, mais en profiter, c'était n'être plus à soi-même, et c'est à quoi le maréchal de Villars ne pouvait renoncer, lui qui d'ailleurs était ennemi de toute assiduité et de tout manège de cour. Mme de Maintenon et tous ses amis le pressèrent en vain de songer à ces places d'ordinaire si briguées. Elle lui manda qu'il

lui était surprenant et nouveau qu'il s'en donnât lui-même l'exclusion [106]. La maréchale, sa femme, le sollicita inutilement de son côté; rien ne put l'ébranler.

Le 7 septembre, le maréchal de Villars ayant été pressé par divers ingénieurs et officiers qui connaissaient parfaitement la ville de Douay de tenter un moyen de surprendre cette place, et le marquis d'Albergotty lui-même, qui l'avait défendue, voyant de la possibilité dans le projet, un nommé du Limon, partisan, devait, avec plusieurs petits bateaux, s'approcher d'une muraille assez basse. Le comte de Villars le soutenait avec des détachements de grenadiers, et le maréchal de Villars s'était avancé avec un corps de cavalerie pour appuyer et soutenir ces premiers corps. Mais, du Limon ayant été découvert, l'entreprise manqua.

Le 11 septembre, les ennemis, à la pointe du jour, attaquèrent les ouvrages détachés de la basse ville de Bouchain. Ils furent soutenus, mais

les ouvrages étant fort ruinés par le canon des ennemis, Ravignan les fit abandonner la nuit du même jour.

M. le maréchal de Villars pressa fort M. Voisin, ministre de la guerre, de venir passer deux jours à l'armée pour connaître par lui-même l'état fâcheux des subsistances et la situation de l'armée ; mais ce ministre s'en défendit.

Le 12 septembre, la garnison de Bouchain battit la chamade à dix heures du matin. Le feu discontinua et recommença peu d'heures après. Le même jour, la garnison se rendit, comptant n'être pas prisonnière de guerre. Mais, par la faute capitale d'avoir livré une porte sur la parole d'un officier général des ennemis sans signer la capitulation, elle fut réduite à la malheureuse destinée de plusieurs places : aventures honteuses pour la nation, puisque les demi-lunes étaient encore au pouvoir des assiégés aussi bien que la basse ville. Le maréchal de Villars avait pressé le roi d'employer une sévérité nécessaire, et avait

même obligé à juger la lâcheté du commandant d'Exilles dans un conseil de guerre qui le condamna à tout ce qu'il y avait de plus honteux, à une prison perpétuelle, et à être dégradé par le bourreau. Il avait choisi MM. de Ravignan et d'Affry comme officiers généraux distingués par leur courage ; ils en avaient montré beaucoup, et leur défense fut belle jusque-là, mais leur malheur et la facilité des défenses misérables de ce temps-là l'emportèrent.

Le sieur de Bernières, intendant de l'armée, étant très mal, le maréchal chargea de l'intendance le sieur Le Blanc, depuis secrétaire d'État de la guerre.

L'officier général, qui avait promis capitulation à la garnison de Bouchain, se disculpa en déclarant à tous les officiers de la garnison qui sortaient que ce n'était pas sa faute.

Le maréchal de Villars écrivit à ce sujet une lettre très vive au duc de Marlborough [107], se plaignant à lui du manquement de parole donnée

par ordre du général Fagel qui commandait au siège. Marlborough se disculpa en désavouant l'officier qui avait promis capitulation, et Fagel, par de mauvaises raisons, abandonna l'officier. Quoi qu'il en soit, les commandants de la place eurent tort, puisqu'ils livrèrent une porte sans avoir une capitulation signée.

Le 26 septembre, le maréchal de Villars apprit que les ennemis renvoyaient leur gros canon, et il compta la campagne finie.

Le comte de Saillant ayant proposé au maréchal de Villars de faire contribuer des pays qui n'étaient pas sous contribution, et l'ayant assuré que le colonel Dumoulin se chargerait de l'entreprise, le maréchal de Villars lui envoya les troupes nécessaires pour cette expédition que le colonel Dumoulin exécuta avec tout le courage et toute la capacité qu'il était possible de désirer.

Le 1<sup>er</sup> octobre, il commença à mettre sa cavalerie à couvert dans les villages les plus voisins du camp, et l'on prit toutes les mesures possibles

pour l'empêcher de dépérir, au moins pour donner le couvert à tous les chevaux maigres, qui, sans ce soulagement, périssent d'ordinaire à la fin d'octobre.

Le 28 de ce mois, l'armée ennemie commença de son côté à se retirer, et la partie qui était au delà de l'Escaut repassa cette rivière. Ce jour-là, son quartier général fut à Marchienne, et le maréchal dépêcha un courrier au roi pour l'en informer. Ce courrier apporta, à son retour, les derniers ordres pour envoyer toutes les troupes en quartier d'hiver avec une permission au maréchal de Villars de se rendre à la cour. Le roi l'y reçut avec beaucoup de bonté et lui dit : « Vous nous avez bien pressés pour avoir la liberté de combattre dans les commencements de la campagne, mais les apparences de paix ne le permettaient pas, et, si l'on vous avait cru, nous ne nous serions pas exposés à perdre Bouchain [108]. »



L'hiver fut fatal à la France et bien cruel pour le roi par la perte du Dauphin, de la Dauphine et du duc de Bretagne, deuil d'autant plus triste que toutes ces morts arrivèrent en huit jours. Mme la Dauphine, princesse très aimable et fort tendrement chérie du roi, tomba malade un jour qu'elle devait venir souper chez le maréchal de Villars. Son mal commença par une douleur de tête très violente, plusieurs marques de rougeole parurent ensuite, et elle fut emportée en cinq jours de maladie. La cour alla sur-le-champ à Marly. Le Dauphin tomba malade trois jours après, les symptômes du même mal parurent, et il ne fut malade que trois jours.

Dans la même semaine, les deux princes furent également attaqués ; on les fit baptiser en même temps, et le roi s'attendait à les perdre tous deux. Le duc de Bretagne mourut, et le peu de remède que l'on fit au prince, son frère, qui est le roi régnant aujourd'hui, le sauva du péril et le conserva. On vit donc sur le même mausolée le père, la mère et leur fils aîné, spectacle terrible et bien cruel pour le roi qui soutint ces malheurs avec une fermeté héroïque, donnant lui-même tous les ordres pour la pompe funèbre, et réglant jusqu'aux moindres difficultés du cérémonial.

Il y en eut une sur la préséance au cérémonial de l'eau bénite. Les ordres du roi furent que les ducs marcheraient immédiatement après les princes du sang, au rang de leur duché, et que si les princes se présentaient, excepté ceux de Lorraine, ils ne passeraient qu'à leur rang de ducs.

Le maréchal de Villars avait couché à Maisons, et, lorsqu'il en revint, il trouva le roi se promenant dans les jardins de Marly, et qui lui dit :

« Vous devez aller dîner à Versailles. » Ils savaient que les ducs devaient aller dîner chez le duc d'Antin, et ensuite suivre M. le duc d'Orléans. Ils marchèrent, ayant chacun un gentilhomme qui portait leur manteau, et les hérauts d'armes leur firent les mêmes traitements qu'à MM. les princes du sang.

Tout le reste du mois de février fut aussi triste que les funestes événements qui accablaient la cour.

Le 11 avril, le maréchal de Villars, étant à Paris, reçut une lettre de M. Voysin, qui lui mandait que les troupes des ennemis se mettaient en mouvement, et que le maréchal de Montesquiou, qui commandait en Flandres, avait fait avancer celles du roi derrière la Scarpe et la Sensée. On donna les ordres pour faire venir, le 19 avril, sur la Somme, la maison du roi, et le roi manda au maréchal de Villars de se rendre incessamment à Marly pour recevoir ses ordres et prendre congé de lui.

Le maréchal se rendit à Marly le même jour, et le roi lui manda de se trouver chez lui le 12 sur les cinq heures du soir. Ce grand prince paraissait au milieu de ses courtisans sans verser une larme; mais il ne crut pas être obligé à la même contrainte devant le maréchal de Villars. Son cœur s'ouvrait en sa présence sur tous ses malheurs domestiques, et il lui dit: «Il y a peu d'exemples de ceux qui m'arrivent, et que l'on perde dans la même semaine son petit-fils, sa petite-belle-fille et leur fils, tous de très grande espérance et très tendrement aimés. Dieu me punit, je l'ai bien mérité; j'en souffrirai moins dans l'autre monde. Mais suspendons mes douleurs sur les malheurs domestiques, et voyons ce qui se peut faire pour prévenir ceux de l'État.

«La confiance que j'ai en vous est bien marquée, puisque je vous remets les forces et le salut du royaume. Je connais votre zèle et la valeur de mes troupes. Mais enfin la fortune peut vous être contraire. S'il arrivait un malheur à l'armée que

vous commandez, quel serait votre sentiment sur le parti que j'aurais à prendre sur ma personne ? »

À une question aussi grave et aussi importante, le maréchal de Villars demeura quelques moments dans le silence. Sur quoi le roi reprit la parole et dit : « Je ne suis pas étonné que vous ne répondiez pas bien promptement. Mais en attendant que vous me disiez votre pensée, je vous apprendrai la mienne. » — « Votre Majesté, répondit le maréchal, me soulage beaucoup. La matière mérite de la délibération, et il n'est pas étonnant que l'on demande la permission d'y rêver. » — « Hé bien, dit le roi, voici ce que je pense, vous me direz après votre sentiment. Je sais tous les raisonnements des courtisans ; presque tous veulent que je me retire à Blois, et que je n'attende pas que l'armée ennemie s'approche de Paris, ce qui lui serait possible, si la mienne était battue. Pour moi, je sais que des armées si considérables ne sont jamais assez défaites pour que la plus grande partie de la mienne ne pût se retirer

sur la Somme. Je connais cette rivière, elle est très difficile à passer ; il y a des places, et je compterais de me rendre à Péronne ou à Saint-Quentin, d'y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, de faire un dernier effort avec vous et de périr ensemble ou sauver l'État, car je ne consentirai jamais à laisser approcher l'ennemi de ma capitale. Voilà comme je raisonne : dites-moi présentement votre avis. »

« Certainement, répondit le maréchal, Votre Majesté m'a bien soulagé, car un bon serviteur a quelque peine à conseiller au plus grand roi du monde de venir exposer sa personne. Cependant j'avoue, sire, que, connaissant l'ardeur de Votre Majesté pour la gloire, j'aurais pris la liberté de lui dire que les partis les plus glorieux sont aussi souvent les plus sages, et que je n'en vois pas de plus noble pour un roi aussi grand homme que grand roi, que celui auquel Votre Majesté est disposée. Mais j'espère que Dieu nous fera la grâce de n'avoir pas à craindre de telles extrémités et

qu'il bénira enfin la piété, la justice et toutes les vertus qui règnent dans toutes vos actions. »

Le maréchal de Villars se rendit, le 20 avril 1712, à Péronne, et il trouva, par toutes les connaissances que lui donnèrent les officiers généraux qui commandaient l'hiver sur la frontière, que les ennemis pouvaient mettre près de 180 bataillons en campagne pendant que le maréchal de Villars en avait 140 [109]. Il apprit aussi que les troupes des ennemis commençaient à se mettre en mouvement. Comme il manquait de chevaux, il lui était presque impossible de mettre son artillerie en campagne, et il fut obligé de se servir de ceux des vivres pour faire avancer trente pièces. Les ennemis en avaient près de cent trente.

Cependant il fit avancer les comtes de Coigny et de Broglio derrière la Scarpe pour s'opposer aux premières démarches des ennemis. Son dessein était de se placer de manière que l'ennemi ne pût passer l'Escaut devant lui ; mais le manque

d'artillerie de campagne lui donnait de trop vives inquiétudes, aussi bien que ses vivres sur lesquels il ne pouvait compter, de manière que ses mouvements n'y fussent assujettis. Il ne pouvait même tenir la cavalerie ensemble, parce qu'il était obligé de la laisser près de ses subsistances.

Le 2 mai, les ennemis commencèrent à passer l'Escaut et le maréchal de Villars rassembla la plus grande partie de ses troupes sous Cambray. Il paraissait que les ennemis avaient pour premier objet de chercher à combattre, et c'était le parti le plus raisonnable, surtout ayant les Anglais avec eux dont ils commençaient à craindre la séparation. Pour cela, il fallait passer l'Escaut en présence de l'armée du roi, et ils ne le pouvaient faire avec quelque apparence de succès qu'en remontant vers la source de cette rivière. Un tel dessein ne pouvait s'exécuter qu'avec toutes leurs forces réunies, et les troupes impériales ne pouvaient guère les joindre avant le 15 mai. Cependant leurs préparatifs étaient immenses, surtout



en équipages de vivres, faisant suivre leurs armées par tous les chariots du pays outre les saisons ordinaires.

En attendant, le maréchal de Villars alla visiter lui-même tous les différents postes qu'il pouvait occuper dans les diverses marches que les ennemis feraient pour s'approcher de lui. Les écrivains de l'armée envoyaient une infinité de projets à la cour qui ne laissaient pas d'embarrasser le ministre, qui rejetait une partie de l'embarras sur le général obligé de faire voir la fausseté de ces projets.

Le comte de Saillant, commandant à Namur, lui manda que les troupes qui devaient joindre les ennemis recevaient courriers sur courriers pour presser leur marche, et qu'il y avait des régiments de cavalerie qui avaient fait dix lieues en un jour.

Le 16 mai, le maréchal de Villars se crut obligé d'envoyer au roi par un courrier un projet que lui apporta le maréchal de Montesquiou. Ce dessein était de faire une ligne de la tête de l'Es-

caut à la Somme vers Saint-Quentin. Un pareil projet marquait à l'ennemi qu'on lui abandonnait toute la Champagne, content de tenir les têtes de la Somme et de l'Escaut. Le maréchal de Villars était bien éloigné d'un parti si dangereux pour l'État et si honteux pour la gloire de nos armes, surtout dans un temps où il y avait une négociation très avancée avec l'Angleterre. Mais, comme le maréchal de Montesquiou était un de ceux qui envoyaient le plus de projets à la cour, le maréchal de Villars ne fut pas fâché que ce maréchal se dit auteur de celui-là, et qu'il le fit passer par lui. Mais il manda au roi en même temps que, bien qu'il pensât d'une manière tout opposée, la déférence qu'il devait à un maréchal de France, son confrère, ne pouvait exiger moins que de faire connaître ses vues au roi.

Cependant les négociations à Utrecht étaient languissantes. Les Anglais voulaient la paix, mais tout le reste de la ligue y était entièrement opposé. Le duc d'Ormond, commandant les troupes

d'Angleterre, était un homme d'un grand courage. On lui avait donné le chevalier Hammer pour le retenir ; mais le prince Eugène le piquant d'honneur, il n'était pas hors d'apparence qu'il ne l'engageât à une grande action.

Le maréchal de Villars, après avoir étudié avec une grande application tous les différents partis que l'on pouvait prendre, n'en trouva pas de meilleur que de défendre l'Escaut jusqu'à sa source, et de donner bataille si l'ennemi, tournant la tête de cette rivière, marchait dans les plaines qui sont entre le Catelet et Saint-Quentin. Sa raison était qu'en lui laissant le pays libre, c'était en même temps s'exposer à le laisser maître d'attaquer nos places les plus importantes.

Le 24, les généraux ennemis longèrent la Seille.

Le maréchal de Villars fit la même chose de son côté, et ses houssards battirent une partie de l'escorte du général Top qui faisait la charge de maréchal des logis général de l'armée. Tous les

avis que l'on avait des ennemis étaient qu'ils se mettaient en marche le jour d'après.

Le même jour, le maréchal de Villars reçut des ordres de la cour d'envoyer trente escadrons derrière la Somme [110]. Ce détachement devant un ennemi qui avait plus de 300 escadrons en front de bandière ne marquait pas, de la part de la cour, une résolution bien déterminée pour une bataille, puisqu'alors on préfère le principal intérêt, qui est d'avoir ses forces ensemble, à la précaution d'empêcher des courses.

Le 25 mai, un courrier apporta au maréchal de Villars une dépêche du roi qui lui apprenait, en lui ordonnant le secret, que la reine d'Angleterre défendait au duc d'Ormond, général des troupes anglaises, d'agir contre l'armée du roi. Le maréchal écrivit sur-le-champ au duc d'Ormond, sous le prétexte d'échanger le marquis d'Alègre, prisonnier en Angleterre [111].

L'armée des ennemis était campée alors, outre les quarante bataillons retranchés sous Bouchain,

depuis Douay jusqu'à Denain, et tous les ponts étaient préparés sur l'Escaut. Elle passa cette rivière le 25 et mit sa droite à Bouchain et sa gauche vers le Cateau-Cambrésis.

Sur ce mouvement, le maréchal de Villars rassembla l'armée entière sur l'Escaut, le centre vers Cambray, et fit avancer le comte de Coigny avec un corps de dragons à Honnecourt.

Les Anglais marchèrent avec l'armée ennemie sans qu'il parût jusqu'alors aucun dessein de s'en séparer. Toute leur armée tenait cinq lieues d'étendue en front de bandière.

Le 27 mai, le maréchal de Villars reçut une réponse du duc d'Ormond par laquelle il ne pouvait juger si les seuls Anglais nationaux demeureraient dans l'inaction, ou si ce seraient toutes les troupes étrangères à la solde de l'Angleterre, ce qui faisait une grande différence, puisqu'il n'y avait que dix-huit bataillons et seize escadrons anglais, et que les troupes que l'Angleterre payait faisaient plus de 50,000 hommes au delà.

Dans la première supposition, la guerre continuait toujours avec des troupes déjà très supérieures du côté des ennemis. Dans la seconde, l'état des choses était bien différent. On apprit, peu de jours après, que l'empereur et les Hollandais s'étaient rendus maîtres des troupes qui, n'étant point anglaises, étaient soudoyées par l'Angleterre.

Le 28, le maréchal de Villars eut divers avis qui lui apprenaient des mouvements des ennemis qui marquaient des vues bien différentes. Les uns étaient qu'un corps considérable était déjà campé dans la trouée du bois de Bohain; les autres portaient qu'ils avaient fait marcher des troupes pour investir le Quesnoy. Sur cet avis, le maréchal de Villars manda au roi que, si les ennemis marchaient vers les plaines de Saint-Quentin, il suivrait son premier dessein, qui était de les aller combattre dès qu'ils entreraient dans le pays; que, s'ils faisaient le siège du Quesnoy et qu'ils demeurassent dans la situation où ils étaient, il

les irait combattre de même, mais que toutes les raisons de guerre voulaient qu'ils plaçassent leur armée derrière l'Écaillon, poste très assuré pour faire le siège du Quesnoy sans crainte d'être attaqué.

Il apprit en même temps que le prince Eugène avait gagné quelques officiers pour se rendre maître de Péronne par des moyens assez praticables, et le maréchal donna tous les ordres possibles au commandant de cette ville pour n'avoir aucune surprise à craindre.

Le 29 mai, il fut informé que les généraux Cadogan et Top avaient été la veille au delà des bois de Bohain visiter les lieux où l'on pouvait combattre, comme le maréchal de Villars y avait été quelques jours auparavant. Tous les ordres étaient donnés à leur armée; elle demeura sous les armes, prête à marcher, jusqu'à quatre heures après midi, et le prince Eugène l'avait déjà ébranlée, selon les apparences, sans le consentement du duc d'Ormond que l'on vit passer à toutes jambes

à la tête de la ligne, allant de son quartier à celui du prince Eugène. Les détachements qui avaient marché vers le Quesnoy rentrèrent la nuit.

Le maréchal de Villars eut des confirmations le jour même que le prince Eugène avait tout disposé pour une action sans l'avoir concertée avec le duc d'Ormond.

On sut aussi que 8,000 grenadiers avaient déjà occupé la tête des bois. Le duc d'Ormond, revenant de chez le prince Eugène, fit desseller la cavalerie de la gauche qu'il commandait et l'envoya au fourrage.

Il est certain que, si le duc d'Ormond n'avait pas reçu la veille des ordres de la reine d'Angleterre de s'opposer à une bataille, elle aurait été infailliblement donnée.

Le maréchal de Villars avait toujours le temps de faire rejoindre le corps du comte de Coigny qui était sous Saint-Quentin. Il lui manda cependant que, dès qu'il apprendrait que l'ennemi sor-



tirait des bois, il regagnât diligemment la tête de l'Escaut pour faire la droite de l'armée.

Les ambassadeurs du roi et autres mandèrent au maréchal de Villars qu'ils savaient positivement que le prince Eugène avait mandé à Heinsius qu'il attaquerait l'armée du roi le 31. Le duc d'Ormond fut obligé de lui montrer l'ordre qu'il avait reçu de la reine d'Angleterre de s'opposer à une bataille.

Ce dessein rompu, les ennemis se déterminèrent au siège du Quesnoy. Ils passèrent la Seille le 9 juin et se postèrent pour assurer leur siège, mettant l'Escaillon devant eux.

Le 10 juin, le maréchal de Villars écrivit au duc d'Ormond que, le siège du Quesnoy étant formé par l'armée de la ligue, il le priait de lui faire savoir si l'armée qui était à ses ordres concourrait à ce dessein; qu'il n'en pouvait douter, dès qu'il le voyait entrepris, puisque le prince Eugène ne l'aurait jamais osé sans cela; que l'incertitude où il était sur ce point l'empêcherait de le troubler,

ne pouvant marcher contre ses amis et ses ennemis sans les connaître [112].

Le duc d'Ormond fit réponse au maréchal de Villars qu'aucune des troupes qui étaient à la solde d'Angleterre n'étaient employées au siège du Quesnoy [113]. Sur quoi, le maréchal de Villars lui manda le 11 juin que cette réponse ne suffisait pas, parce qu'il était résolu d'aller attaquer le prince Eugène, entreprise qui ne serait pas dangereuse, si les troupes qui étaient à la solde d'Angleterre demeuraient neutres. Il demandait sur ce point une repartie décisive, et l'on a cru devoir mettre ici la lettre entière que le maréchal de Villars écrivit au duc d'Ormond, en partie sur ce que ce général lui avait mandé que l'on publiait dans l'armée confédérée qu'il avait dit à un trompette du duc de Wirtemberg que la reine d'Angleterre avait défendu aux troupes qui étaient à la solde d'Angleterre de rien entreprendre.

*Lettre du maréchal de Villars  
du 11 juin au duc d'Ormond.*

Je puis vous assurer, Monsieur, que je n'ai vu ni entendu aucun trompette de M. le duc de Wirtemberg et que je n'aurais pas dit à un trompette une chose dont je ne me suis pas même ouvert au maréchal de France, qui commande après moi. Ainsi, Monsieur, ce qui vous est revenu est une pure invention de ceux qui veulent établir, ce que les gazettes de Hollande ont déjà publié, que vous avez montré au prince Eugène des ordres de la reine pour ne rien entreprendre.

Je suis très aise, Monsieur, d'apprendre par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire que vous n'avez pas donné pour le siège un seul homme des troupes qui sont à la solde de la reine, tous les avis nous confirmant que l'investiture du Quesnoy était composée de troupes également prises sur les deux armées. Mais je dois vous demander encore un éclaircissement, qui est ce savoir si toutes les troupes qui sont à vos ordres ne s'opposeront pas aux entreprises que l'armée

du roi tentera certainement sur celle du prince Eugène, s'il veut continuer le siège du Quesnoy. Je n'attends que la réponse, que je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien me donner positivement sur cela pour me mettre en mouvement. Vous comprendrez aisément, Monsieur, que le roi voyant l'armée du prince Eugène entreprendre un siège et sachant que celle qui est à vos ordres ne doit agir ni directement ni indirectement contre celle que j'ai l'honneur de commander, il me saurait très mauvais gré de demeurer dans l'inaction. Je vous supplie, Monsieur, que la réponse dont vous voudrez bien m'honorer sur cela ne me laisse aucun doute et de me regarder toujours comme l'homme du monde qui a le plus d'honneur d'être, etc.

Le 13 juin, le duc d'Ormond manda au maréchal de Villars qu'il le priait de ne rien entreprendre, et que la reine d'Angleterre prendrait incessamment sa dernière résolution; mais que jusque là il serait obligé de se défendre si on l'attaquait [114].

Le 24, le maréchal de Villars apprit que la reine avait déclaré à son parlement qu'elle était déterminée à la paix avec la France. Sur quoi, le duc d'Ormond aussi bien que le maréchal de Villars s'attendaient d'un moment à l'autre à une suspension d'armes.

Cependant, le siège du Quesnoy avançait toujours, et, le 27 juin, les ennemis commencèrent à battre la place avec une artillerie très nombreuse.

Le maréchal de Villars avait pris toutes les mesures possibles pour couvrir la frontière par des corps de troupes considérables commandés par MM. de Saint-Frémont et de Coigny, lieutenants généraux; ces précautions n'empêchèrent pas cependant qu'un corps de 1,200 chevaux des ennemis ne traversât la Champagne et les évêchés, et ne se retirât ensuite en passant la Moselle et la Saarre sans nul obstacle. Tout le monde courut après et ne put ni le couper ni le joindre. Rien n'était plus facile, mais il ne fut pas estimé tel par ceux qui avaient eu ordre de couvrir le pays.

Le 28 juin, le maréchal fut informé par un homme de M. de Fénelon, archevêque de Cambray, que le duc d'Ormond avait parlé à tous les officiers généraux qui commandaient les troupes à la solde d'Angleterre pour les engager à la suspension d'armes que la reine, sa maîtresse, avait résolue. Mais ils répondirent tous qu'ils étaient aux ordres de M. le prince Eugène, jusqu'à ce qu'ils en reçussent de contraires de leurs maîtres, et tous ces mêmes généraux en avaient donné leur parole aux États de Hollande et au prince Eugène.

Sur cela, le duc d'Ormond dépêcha un courrier à la reine d'Angleterre pour lui faire connaître la surprise où il était d'une pareille résolution, et l'embarras où elle le mettait pour sa conduite avec le maréchal de Villars, conduite qui assurait aux ennemis la place du Quesnoy, sans que le général des Français pût y mettre obstacle.

Aussi cette place se rendit honteusement le 3 juillet, la garnison prisonnière de guerre, quoi-

qu'elle eût encore deux fossés et une demi-lune très entiers. Le maréchal de Villars y avait mis douze bataillons, deux régiments de dragons et le chevalier de Damas [115] pour maréchal de camp, auquel il avait cru devoir prendre confiance par une grande réputation de valeur. Il lui dit même que la conduite de M. Labadie [116] dans la défense de Stervesvert lui en faisait craindre une très faible ; qu'il le priaît de prendre l'autorité et de s'opposer à une reddition honteuse, s'il pouvait en croire le gouverneur capable. Il recommanda la même chose à M. de Jarnac, brigadier d'infanterie, et ces deux officiers généraux signèrent très honteusement la capitulation. Ils furent très mal reçus par le maréchal de Villars, mais la place n'en fut pas moins prise.

Le 5 juillet, le maréchal reçut des ordres du roi, pour faire remettre la ville et la citadelle de Dunkerque aux Anglais, qui devaient quitter l'armée des confédérés.

Cependant, toutes les lettres de l'abbé de Polignac assuraient que les Hollandais persistaient dans la résolution de continuer la guerre, malgré la retraite des Anglais. De son côté, le maréchal de Villars voyait toujours une grande incertitude dans la soumission des troupes qui étaient à la solde d'Angleterre. Le duc d'Ormond voulut se flatter qu'elles obéiraient à la puissance qui les payait, mais ces troupes, qui voyaient la fin de leur subsistance dans celle de la guerre, étaient fort disposées à suivre les ordres de ceux qui leur faisaient espérer quelque continuation de solde.

On apprit alors que le prince Eugène assurait les États Généraux que son premier objet était de combattre le maréchal de Villars à la première occasion. Comme ce général était dans le même dessein, nous verrons dans peu qu'il présenta la bataille aux premières démarches que firent les ennemis.

Le 17, le duc d'Ormond se mit en marche pour s'éloigner de l'armée de la ligue; mais il ne fut



suivi que par le seul régiment des dragons de Val-le-Liégeois [117]. Ainsi, les confédérés ne se trouvèrent affaiblis que de 18 bataillons et de près de deux mille chevaux anglais naturels.

Le même jour, l'armée ennemie passa l'Escaillon et se plaça le long de la rivière de Seille.

Le maréchal de Villars, voyant l'armée du prince Eugène en deçà de l'Escaillon, et lui-même désirant une bataille, fit donner l'ordre pour la marche de l'armée. Le 18, il fit battre la générale à la pointe du jour, et ne fit autre chose que mettre l'armée au delà de l'Escaut, laissant toute la plaine libre entre l'ennemi et lui, afin que le prince Eugène eût liberté entière de combattre, s'il voulait tenir la parole qu'il avait donnée aux États de Hollande [118].

L'ennemi s'étendit le même jour, et au lieu de songer à une bataille, sa gauche investit la ville de Landrecy.

Le 20 juillet, le maréchal de Villars alla reconnaître la position de l'armée ennemie, et trou-

va que l'on ne pouvait attaquer tout ce qui était entre la Sambre et l'Escaut, le long de la Seille, qu'avec un très grand désavantage. Il fallut donc aller reconnaître le pays au delà de la Sambre, et c'est ce que le maréchal fit le 21. Il passa la Sambre à l'abbaye de Fémy et alla reconnaître autour de Landrecy les lignes auxquelles les ennemis travaillaient avec une grande vivacité.

Il fallait que l'armée passât la Sambre, sans pouvoir donner grande inquiétude à la partie de celle des ennemis qui étaient derrière la Seille. Le maréchal rentra dans son quartier à trois heures après midi, et, malgré les difficultés que l'on trouvait à l'attaque du camp retranché des ennemis à Denain, il se détermina à cette entreprise et ne la communiqua à personne. Pour mieux cacher son dessein, il fit toutes les dispositions pour passer la Sambre à l'entrée de la nuit, et pour attaquer un peu avant le jour les retranchements des ennemis autour de Landrecy.

Il chargea le comte de Coigny de faire préparer tous les ponts sur la Sambre, de faire travailler une grande quantité de fascines, et lui ordonna de se rendre à son quartier à toutes jambes, pour ne pas perdre de vue les soins dont il le chargeait, et afin de pouvoir lui déclarer son véritable projet.

Sur les cinq heures du soir, le bruit se répandit dans l'armée que l'on attaquerait les ennemis à la pointe du jour. Les marquis d'Albergotty et de Bousolles, lieutenants généraux, se rendirent chez le maréchal, et le premier lui dit : que l'honneur qu'il avait de commander l'infanterie l'obligeait à lui représenter qu'il allait tenter une entreprise trop dangereuse, que, s'il en croyait le succès possible, le bonheur qu'il aurait d'avoir une grande part à cette action, par le commandement de l'infanterie, le porterait à la désirer ardemment ; mais qu'il ne pouvait croire qu'elle pût réussir. Le maréchal de Villars lui répondit seulement : « Allez vous reposer quelques heures, M. d'Albergotty ; demain, à trois heures du matin,

vous saurez si les retranchements des ennemis sont aussi bons que vous le croyez. »

Sur les six heures du soir, le maréchal de Montesquiou, que le maréchal avait envoyé chercher, se rendit chez lui avec MM. de Contade, Puységur, Beaujeu [119], Montviel [120] et Bongard, officiers du détail. Il fit avec eux la disposition pour sa marche et envoya des houssards border la Seille et en occuper tous les passages, afin que personne du côté des ennemis et que nul déserteur de son armée ne pût leur donner aucun avis.

Il envoya aussi un parti de 300 chevaux sur la hauteur de Bouchain, afin que personne n'en pût sortir.

Toutes les mesures que l'on pouvait prendre pour persuader que l'on voulait attaquer la circonvallation de Landrecies furent employées, et toutes les petites et grandes ruses pour tromper l'ennemi, et même l'armée du roi, furent mises en usage [121]. Les généraux eurent ordre de se trou-

ver avant la nuit à la tête de leurs lignes, et pour unique commandement, de faire ce qui leur serait dit par les officiers du détail ci-devant nommés.

Le marquis de Vieuxpont eut ordre de marcher avec 30 bataillons et les pontons à Neuville-sur-l'Escaut et de jeter les ponts en arrivant, à quelque heure que ce fût. Le comte de Broglio, avec 30 escadrons, marcha le long de la Seille en s'approchant de l'Escaut.

Le comte de Coigny, qui était au delà de la Sambre, eut ordre de confirmer la nuit par un grand bruit de bois que l'on couperait pour des fascines, et le plus près des lignes qu'il serait possible que l'on attaquerait même avant le jour. Enfin tout réussit, de manière que le prince de Savoie, comptant sur l'attaque des lignes, porta sur Landrecies le gros de ses forces, et surtout de son infanterie.

Le 23, à l'entrée de la nuit, le maréchal de Villars sortit de son quartier, et en même temps, les officiers du détail allèrent porter les ordres aux

premières et secondes lignes de cavalerie de la droite et de la gauche et à l'infanterie.

L'opinion de la marche sur Landrecies était si bien établie dans toute l'armée que, lorsque les officiers dirent aux lieutenants généraux qui commandaient les ailes de faire marcher les droites pour retourner en arrière, plusieurs refusèrent pour quelques moments de les suivre. Enfin tout s'ébranla, et à la petite pointe du jour, comme le maréchal de Villars était à deux lieues de l'Escaut, le marquis de Vieuxpont lui manda qu'il était découvert et le pria de lui faire savoir ce qu'il devait faire. Puységur proposa de marquer le camp dans l'endroit où l'on était. « À quoi diable songez-vous ? » lui répondit le maréchal de Villars, et, en même temps, il envoya des officiers à toutes jambes ordonner à Vieuxpont de jeter les ponts, et lui-même il se mit dans sa chaise de poste pour aller plus vite. Quand il arriva sur l'Escaut, il y trouva plusieurs bateaux déjà posés et nulle opposition de la part de l'ennemi. « Puisque j'en

ai le temps, dit-il, buvons deux coups.» Il prit un buffle, qui est la seule arme défensive qu'il eût presque jamais portée, disant : « Ce buffle me porte bonheur. » Ensuite, il passa l'Escaut, faisant avancer un maréchal des logis avec dix cavaliers devant lui.

À peine avait-il passé la rivière qu'il trouva un marais très fâcheux, couvert d'un pied d'eau, ce qui lui fit craindre que le peu d'obstacle qu'il avait trouvé de la part des ennemis à faire ces ponts ne vint de la confiance qu'ils avaient à ce marais. Cependant, il ordonna à la colonne qui passait sur les ponts de la droite de suivre une chaussée qui menait à une cense à deux cents pas de là, et qui, selon les apparences, tenait à la terre ferme. Cependant, la tête de la brigade de Navarre traversa ce marais difficile. Le maréchal était à la tête, et, quoique bien monté et sur un très grand cheval, il eut de la peine à passer. Le régiment de Navarre et les soldats, dans la boue et dans l'eau

jusqu'à la ceinture, le suivirent avec leur ardeur ordinaire.

La colonne de la droite, suivant la chaussée, ne trouva aucune difficulté, et l'on arriva à ces lignes que les ennemis appelaient le chemin de Paris. C'était une double ligne au milieu de laquelle passaient les convois qui venaient de Marchienne aux ennemis, et elle aboutissait au camp retranché de Denain.

Cette double ligne était défendue par plusieurs redoutes qui furent emportées sans peine, et ce qui les gardait fut pris ou tué.

Le maréchal fit mettre en bataille son infanterie dans le terrain qui était entre ces deux lignes, et, ne voyant point arriver la tête de l'armée ennemie, il craignit que le prince de Savoye ne prit le parti de tomber sur son arrière-garde. Il retourna donc à toutes jambes à ses ponts et envoya ordre à tous ses officiers généraux qui étaient à la tête des troupes qui n'avaient point encore passé l'Escaut, au lieu de suivre en colonne, de marcher



en bataille et d'entrer dans les anciennes lignes que les ennemis avaient faites autour de Bouchain, afin que, si le prince Eugène voulait marcher à la partie de l'armée qui était encore au delà de l'Escaut, il la trouvât placée ayant une ligne devant elle.

Le maréchal retourna à toutes jambes à son infanterie, à laquelle il avait ordonné de se mettre en bataille pour marcher aux retranchements. Il la trouva en bon ordre. Mais à peine l'eut-il jointe qu'il vit l'armée des ennemis arrivant sur l'Escaut, sur plusieurs colonnes.

Le marquis d'Albergotty vint lui proposer de faire des fascines. « Mais croyez-vous, » lui répondit le maréchal, en lui montrant l'armée ennemie, « que ces messieurs vous en donneront le temps ? » Il est certain, en effet, que les minutes et les instants étaient très précieux, et que rien n'était plus dangereux que la proposition d'Albergotty. Il en faisait quelquefois de pareilles, qui pouvaient le faire soupçonner de mauvaise inten-

tion ; car le courage ne lui manquait pas. Le maréchal lui dit : « Les seules fascines seront les corps de ceux de nos gens qui tomberont dans le fossé. »

Alors, il fit marcher son infanterie sur quatre lignes, et dans le plus bel ordre du monde. Son canon tirait de temps en temps, mais avec le peu d'effet d'une artillerie qui tire en marchant. Celle des ennemis fit de fréquentes salves.

Quand notre première ligne fut à cinquante pas des retranchements, il en partit un fort grand feu, qui ne causa pas le moindre désordre dans les troupes du maréchal. Lorsqu'elles furent à vingt pas, le feu redoubla, et deux seuls bataillons firent un coude. Tout le reste marcha avec le même ordre, descendit dans le fossé et emporta le retranchement avec une grande valeur. Il n'y eut de colonel français tué que le seul marquis de Tourville, jeune homme parfaitement bien fait et d'une très grande espérance [122].

Le maréchal entra dans les retranchements à la tête des troupes, et il n'avait pas fait vingt pas que le duc d'Albermale et six ou sept lieutenants généraux de l'empereur, qui étaient le prince d'Holstein, Sequigen et quelques autres, se trouvèrent au pied de son cheval. Il les pria de l'excuser, si les affaires présentes ne lui permettaient pas toute la politesse qu'il leur devait, mais que la première était de pourvoir à la sûreté de leurs personnes. Il en chargea des officiers de considération, et appela dans le moment le comte de Broglio, et lui dit seulement : « Marchez, comte, à Marchienne. » Après quoi, il suivit les ennemis, qui ne songeaient qu'à fuir. Malheureusement pour eux, leurs ponts sur l'Escaut se rompirent par le désordre des chariots et par la précipitation des fuyards, et les 24 bataillons qui défendaient les retranchements furent entièrement pris ou tués. Ceux de l'armée du prince de Savoye étaient déjà sur le bord de l'Escaut, près d'un pont qui n'était pas rompu.

Ce prince fit quelques tentatives pour repasser l'Escaut et fit tuer 7 à 800 hommes assez inutilement ; car, les troupes du roi bordant cette rivière, il n'était pas possible à l'ennemi de la repasser devant elles.

Le comte de Dona et plusieurs officiers principaux se noyèrent dans l'Escaut ; et enfin les ennemis ne sauvèrent rien.

Le maréchal de Villars fit étendre l'armée le long de l'Escaut ; elle fut fortifiée de la nombreuse garnison qui était devant Valenciennes et, peu de jours après, de toutes les troupes qui étaient du côté de la mer.

Le maréchal de Villars envoya le marquis de Nangis porter cette agréable nouvelle au roi, dont l'inquiétude n'était pas médiocre, surtout augmentée, comme elle l'était, par la terreur des courtisans.

Le jour d'après, on envoya au roi plus de 60 drapeaux pris sur les ennemis. Ce fut Villars [123],

aide-major du régiment des gardes, qui fut chargé de les porter.

Le 26, on se rendit maître de Saint-Amand, de Mortagne, de Hasnon et de tous les autres postes que les ennemis avaient le long de la Scarpe, jusqu'à Douay, dans lesquels on fit 1,200 à 1,500 hommes prisonniers de guerre. Les ennemis eurent trois lieutenants généraux tués dans cette occasion.

Il ne restait plus que Marchienne, fortifiée par les alliés avec d'autant plus de soin que c'était le dépôt de toutes les munitions de guerre et de bouche, le magasin de réserve d'où l'on tirait toutes les subsistances nécessaires pour les villes voisines, et une espèce de place d'armes où abordaient tous les grands bateaux qui venaient par l'Escaut et entraient par la Scarpe.

Le maréchal de Villars chargea le maréchal de Montesquiou de l'attaque de cette ville et le pria de demeurer avec les troupes qui l'attaquaient. Pour lui, il y allait deux fois le jour, se tenant dans

son quartier, qui était plus près de l'armée ennemie.

La rivière de la Scarpe était couverte d'un nombre infini de bélandres, de tartanes et autres bâtiments de mer. Dans ce moment, les ennemis jetèrent une quantité prodigieuse de poudre dans la rivière, en sorte qu'elle en était toute noire et que le salpêtre fit périr tous les poissons dont elle était couverte.

On trouva dans les bélandres des ennemis et autres bâtiments de mer, qui étaient au nombre de près de 200, 30 pièces de canon de 24, avec leurs affûts tout neufs.

Le maréchal, qui se trouvait 40 bataillons de plus qu'avant l'affaire de Denain, comptait, après la prise de Marchienne, aller chercher les ennemis, qui étaient encore devant Landrecies.

Marchienne fut pris le 30 avec près de 4,000 hommes, sans compter trois escadrons et un nombre prodigieux de matelots anglais et hollandais.

Le maréchal envoya le neveu du maréchal de Montesquiou en porter la nouvelle au roi et, le jour d'après, le sr de Squiddy [124], son capitaine des gardes, porter les drapeaux et étendards.

On apprit le même jour que les ennemis se disposaient à lever le siège de Landrecies. Le comte de Broglio fut envoyé, avec un corps de cavalerie, vers Douay, pour empêcher que les ennemis n'y fissent entrer des troupes, le maréchal songeant à en faire le siège, si les ennemis se retiraient de Landrecies.

Il alla le 1<sup>er</sup> août reconnaître l'armée des ennemis, résolu de l'attaquer, si elle voulait continuer son siège. Il trouva qu'elle commençait à s'ébranler pour se rapprocher du Quesnoy, et même que ses bagages tiraient vers Bavay, qui est le chemin de Mons.

Il reçut alors des lettres du roi du 3 août et des ambassadeurs de Sa Majesté à Utrecht, qui étaient dans une grande consternation avant l'affaire de Denain, mais dont le courage se releva infiniment

après un événement si heureux. Jusque-là, en effet, les Hollandais parlaient de la continuation de la guerre, comptant que cette campagne abattrait la France.

Le 2 août, le maréchal de Villars, voyant la levée du siège de Landrecies, alla très diligemment joindre le comte de Broglio près de Douay. Ce lieutenant général, très capable, lui montra le poste de Belleforière, que l'on pouvait occuper pour assurer l'investiture de cette place, et, le maréchal de Villars l'ayant trouvé soutenable, on y travailla promptement. On résolut le siège dans le moment. L'ordre de marcher fut donné aux troupes, et le jour même que les ennemis abandonnèrent Landrecies, Douay fut investi.

L'électeur de Cologne, qui était à Valenciennes, donna une fête magnifique au maréchal de Villars dans le bois de Rumay. Il y invita le duc d'Albermale et les principaux officiers prisonniers des ennemis, quoiqu'ils ne pussent prendre beaucoup de part à ce divertissement.



On ordonna en même temps à tous les officiers d'artillerie et aux ingénieurs qui étaient dans les places voisines de se rendre au camp devant Douay. Quant à l'artillerie, celle qu'on avait prise sur les ennemis à Marchienne suffisait pour le siège.

L'armée ennemie, ayant quitté Landrecies, faisait toute la diligence possible pour venir secourir Douay, et le maréchal de Villars pour mettre en bon état les postes qui pouvaient assurer cette conquête.

Le plus dangereux était celui de Bellefrière. C'était un terrain de près d'une demi-lieue, qui était au delà de la rivière de Scarpe, et que l'armée ennemie pouvait attaquer. Il y fit faire une bonne ligne avec un avant-fossé perdu, il coupa la rivière à Pontarache et, la barrant, fit regonfler les eaux devant cette ligne, en sorte que, dès le premier jour, elles remplissaient cet avant-fossé. L'endroit le plus embarrassant, après celui-là, était le terrain entre le Pontarache et le château

de Lalaing, parce qu'il y avait si peu de terre entre la rivière et les marais que les troupes pouvaient à peine y tenir. Mais en élevant un bon retranchement le long de la Scarpe, ce quartier pouvait être mis en sûreté.

Le maréchal donna ordre au marquis d'Albergotty, qui commandait dans ce quartier, d'y faire travailler jour et nuit. Il alla lui-même visiter les bords de la Deulle et ensuite le ruisseau de Lens jusqu'au mont Saint-Éloy; car l'ennemi, n'attaquant pas les postes de Belleforière ou de Pontarache, n'avait d'autre parti que d'aller passer la Deulle au Pont-Aventin, et ensuite de revenir pour attaquer entre le mont Saint-Éloy et Lens. Mais, pour cela, il fallait qu'il fit un grand tour, et le maréchal de Villars avait toujours le temps de porter son armée de ce côté-là, sans être inquiet pour ses autres quartiers.

Pour assurer cette investiture, on occupait près de vingt lieues d'étendue, c'est-à-dire depuis Marchienne jusqu'à Saint-Éloy; mais la nature

des lieux était très favorable en ce qu'il n'y avait de dangereux que les deux quartiers dont nous avons parlé, et qu'en les accommodant, on pouvait être tranquille.

Le maréchal de Villars, revenu de Saint-Éloy, et visitant les ouvrages qu'il avait ordonnés la veille, fut très surpris que M. d'Albergotty eût employé les travailleurs dans des endroits peu importants, et qu'il eût négligé ceux qui lui avaient été le plus recommandés. Il le trouva près du château de Lalaing avec le maréchal de Montesquiou et quelques autres officiers généraux qui soutenaient que l'entreprise de Douay ne pouvait réussir, et qui le mandaient même aux ennemis, ou pour mieux dire, aux envieux que le maréchal de Villars avait à la cour.

Nous avons déjà dit qu'Albergotty était malin. La proposition de faire des fascines dans le moment critique où il fallait attaquer à Denain, et cette négligence pour des ouvrages importants, malgré les ordres précis d'y veiller, tout cela irrita

le maréchal de Villars, et au point qu'il le montra vivement à ces messieurs et qu'il leur dit : « Je n'y serai plus trompé ; car mon frère, Nangis ou Contade se relèveront et ne quitteront pas l'ouvrage qu'il ne soit parfait, et, quand je donne des ordres, je veux qu'on les suive. » Il marchait seul, et voyant derrière lui le prince de Rohan qui venait de quitter ces messieurs, il lui parla de sa juste peine sur la négligence des officiers généraux. Le prince de Rohan, qui avait été quelque temps en conversation avec ces messieurs, imbu des mauvais discours qu'il venait d'entendre, lui répondit : « La peine la plus grande est l'inutilité de toutes celles que nous nous donnons, car on ne saurait prendre Douay. »

Le maréchal de Villars, tout en colère, lui dit : « Est-ce là, Monsieur, ce que vous venez d'apprendre de ces docteurs ? Ils vous ont inspiré une très fausse doctrine. » Et, en même temps, il retourna sur ses pas, poussant son cheval vers eux. Ils s'écartèrent en le voyant revenir ainsi avec un

visage animé, et, de son côté, le maréchal de Villars, qui vit cette compagnie séparée et rentrée pour l'éviter dans les rues du camp, fut bien aise que cette retraite lui évitât ce qu'il y aurait peut-être eu de trop vif de sa part.

Cependant l'armée ennemie s'approcha de celle du roi, et, le 12, elle mit sa droite à Carvin-Épinoy et sa gauche vis-à-vis l'abbaye de Flines. Le quartier du prince de Savoye était au château de Liès. Ce général fit venir de Tournay une grande quantité de canons, et tout ce qui pouvait lui être nécessaire pour forcer un quartier.

On ouvrit la tranchée le 14 et l'on résolut deux attaques. La première par le régiment des gardes à la ville, la seconde par le régiment de Picardie au fort de la Scarpe. On ne trouva pas nécessaire de former du premier jour la seconde attaque à la ville.

Cependant ces mêmes personnes, qui voulaient improuver l'entreprise de Douay, étaient appuyées à la Cour, et le roi, fatigué des mauvais

raisonnements, dit tout haut à son lever : « Je reçus hier une lettre du maréchal de Villars, qui, ayant pris des mesures bien certaines pour assurer le siège de Douay, méprise tous les mauvais discours. Je lui mande que je méprise encore plus ceux que l'on tient ici. »

Le prince de Savoye espérait toujours que, par un gros feu de canon, il pourrait pénétrer par le quartier de Belleforière, qui était même sous le canon du fort de la Scarpe. Il fit faire une quantité prodigieuse de fascines. On en voyait élever des montagnes à la tête du camp des ennemis, et Albergotty eut encore l'imprudence de dire au maréchal de Villars que Douay serait secouru et que son quartier serait forcé. La repartie fut vive, et telle qu'elle devait l'être. Le maréchal fut sur le point de lui ôter le commandement de ce quartier. Mais, pour éviter un déshonneur aussi marqué à un ancien lieutenant général, il y mit des officiers généraux de confiance et pria le comte de Broglio,

dont le quartier joignait celui-là, d'y donner une principale attention.

Les attaques de la ville embrassaient un grand terrain par l'incertitude où l'on était des endroits que l'inondation pourrait mettre à couvert.

Le 25 août, on établit des batteries sur le chemin couvert du fort de la Scarpe. Les batteurs d'estrade arrêterent cette même nuit plusieurs ingénieurs et artilleurs qui voulaient se jeter dans la place.

Le maréchal de Villars eut le malheur de perdre en ce même temps le comte de Villars [125], son frère, lieutenant général dans son armée, homme d'une très grande valeur et d'un très rare mérite. Ce fut une mortelle affliction pour lui, et qui troublait cruellement la satisfaction qu'il pouvait avoir des heureux succès que les armes du roi avaient sous ses ordres.

Le 26, les brèches étaient très avancées au fort de la Scarpe, par la vivacité avec laquelle le canon était servi.

Le 27, l'armée ennemie, trouvant des difficultés trop grandes à attaquer celle du roi, commença à se retirer après avoir mis le feu à ces amas prodigieux de fascines qu'elle avait faits, et alla camper à Selin. Le même jour, la garnison du fort de la Scarpe battit la chamade sur les quatre heures du soir.

Le maréchal de Villars étant à la tranchée, il sortit des officiers pour la capitulation. Ils demandèrent quatre jours pour avoir le temps de recevoir des ordres du prince de Savoye : « Messieurs, leur répondit le maréchal de Villars, vous voulez bien que, sur votre proposition, j'assemble mon conseil. » Ils trouvèrent la sienne très raisonnable. Sur cela, le maréchal dit : « Messieurs les grenadiers, approchez, c'est votre conseil que je veux prendre. » — « Comment, dirent ces officiers, un conseil de grenadiers ! » — « Messieurs, leur dit le maréchal de Villars, en pareille occasion, je n'en prends pas d'autre. » Après quoi, il dit aux grenadiers : « Mes amis, ces capitaines des ennemis de-



mandent quatre jours pour avoir le temps de recevoir des ordres de leur général; qu'en croyez-vous? » La réponse des grenadiers fut: « Laissez-nous faire et dans un quart d'heure nous leur couperons... » Sur quoi, le maréchal dit aux officiers: « Messieurs, prenez votre parti. » Leur décision fut prompte, et, dans le moment, le fort fut rendu à discrétion.

Il sortit de cette place 350 hommes avec quatre capitaines et des subalternes à proportion, commandés par un colonel. On les envoya tous à Amiens.

Le maréchal de Villars alla loger près de la queue de la tranchée de la ville. L'éloignement de l'armée ennemie ne lui donnait plus d'autres soins que celui de presser le siège de Douay le plus vivement qu'il pourrait.

Valory, lieutenant général et chef des ingénieurs qui conduisaient le siège, avait mandé à M. Pelletier, qui avait l'emploi des fortifications auprès du roi, que Douay tiendrait 30 jours de

tranchée ouverte. Ce n'était pas le compte du maréchal de Villars, et il était habitué à mener les ingénieurs un peu plus vite que leurs règles.

Dans ce même temps, il avait ordonné au comte de Saillant d'envoyer Pasteur, brigadier des troupes d'Espagne et très bon partisan, pour pénétrer dans la Hollande où il n'y avait point de troupes. Il s'acquitta fort bien de sa commission, il alla fort près de Rotterdam et brûla les petites villes de Fort-Tolle et de Steimbourg [126].

Le 30, le maréchal de Villars passa la nuit entière à la tranchée pour faire attaquer le chemin couvert et en assurer le logement. L'attaque fut très vive, et commença un demi-quart d'heure avant la nuit, étant nécessaire que les troupes sortent de la tranchée et arrivent de jour sur l'endroit attaqué.

Les troupes marchèrent à l'attaque du chemin couvert avec leur valeur ordinaire. Les grenadiers disaient devant le maréchal de Villars : « Nous allons relever les Hollandais. » Le logement fut éta-

bli avant minuit. Les ennemis voulurent le troubler par une sortie qui fut repoussée sur le champ. On ne perdit que 25 à 30 hommes et il y en eut près de 50 de blessés, entre lesquels étaient deux capitaines de grenadiers.

Le maréchal de Villars ordonna aux capitaines de grenadiers de prendre des cuirasses, et cette précaution en sauva plusieurs. Il avait pour principe de conserver les troupes, et surtout les officiers, autant qu'il était possible, sachant bien que la perte d'un bon officier fait souvent manquer une action.

Clisson, capitaine aux gardes, reçut une très grande blessure. C'était un très bon officier et qui cherchait avec ardeur toutes les occasions.

La nuit, on chassa les ennemis d'un ouvrage qui s'appelait la redoute de Piedmont. Le marquis de Saint-Sernin, homme de très bonne volonté, y était volontaire quoique brigadier de dragons.

L'armée des ennemis se mit en mouvement le 2 pour se rapprocher de Tournay, et, sur ce mou-

vement, le maréchal de Villars fortifia le corps du comte de Coigny, qui était entre Saint-Amand et Valenciennes.

Cependant, la négociation commencée à Utrecht fut suspendue par l'insulte que le sr de Reetheren fit au sr Ménager, l'un des plénipotentiaires de France à Utrecht. Les Hollandais, déterminés à la guerre, n'oubliaient rien pour apporter de continuels retardements aux affaires, et l'insulte que reçut le sr Ménager fut telle que le roi ordonna qu'avant toutes choses les Hollandais s'expliquassent si c'était par leur ordre que le sr de Reetheren avait violé le droit des gens, et demanda les satisfactions raisonnables. Elles ne furent cependant accordées qu'à l'extrémité.

On fit travailler aux ponts nécessaires pour passer l'avant-fossé et pour attaquer le dernier chemin couvert, et l'on prépara tout afin que cette attaque pût se faire le 6 septembre.

Le maréchal de Villars passa la nuit à la tranchée pour accélérer l'attaque du dernier chemin

couvert, mais, malgré sa vivacité, tout ne put être prêt pour ce jour-là.

Le même jour, l'armée ennemie commença à passer l'Escaut près de Tournay.

Le 7 septembre, à trois heures après midi, on attaqua les trois demi-lunes 22, 23, 24, et le second chemin couvert. On commanda 30 compagnies de grenadiers. On passa l'avant-fossé sur six ponts de fascines que les ennemis avaient brûlés deux fois, et qui, par ce moyen, avaient retardé l'attaque. Ces ponts de fascines plièrent, et, si l'on avait attaqué la nuit, on l'aurait fait en vain. Mais les grenadiers, voyant que l'on pouvait passer sans nager, traversèrent avec la plus grande valeur quoiqu'ils eussent de l'eau jusqu'aux épaules.

Le marquis de Vieuxpont était dans le centre de l'attaque, le prince d'Isenghien à la gauche, le marquis d'Albergotty à la droite avec le comte de l'Espar, et le maréchal de Villars était dans le centre de l'attaque.

Tout fut emporté avec la plus grande ardeur, et la plupart des officiers et soldats ennemis qui défendaient leurs postes furent pris ou tués. L'on perdit près de 500 hommes tués ou blessés.

Sur les nouvelles que le maréchal de Villars reçut à la tranchée que l'armée ennemie passait l'Escaut, il fit marcher à Valenciennes 60 bataillons et autant d'escadrons pour occuper de bonne heure les postes qu'il avait déjà reconnus, dans le dessein d'entreprendre le siège du Quesnoy. Comme il voyait la conquête de Douay assurée et très prochaine, il alla se mettre à la tête des troupes qui devaient former le siège du Quesnoy.

Le 8 septembre, Douay fut soumis à l'obéissance du roi. Le comte d'Hompesch, un des premiers généraux des Hollandais et gouverneur de la place, fut fait prisonnier de guerre avec toute la garnison. Le maréchal de Villars envoya le marquis d'Aubigné en porter la nouvelle au roi, et le marquis de Soyecourt fut chargé, le jour d'après, de porter 52 drapeaux des bataillons prisonniers

de guerre. Le maréchal de Villars demanda et obtint des grâces pour les ingénieurs qui avaient servi à ce siège. On trouva dans la place plus de deux cents milliers de poudre et une très grosse artillerie.

L'armée ennemie passa la rivière d'Aine le 9 et campa sa droite vers Mons et sa gauche vers Brugnies.

Le 11, elle marcha vers Forières. Celle du roi se plaça derrière l'Hosneau, la gauche vers Kiévrain et la droite à l'abbaye de Mortval.

Les ennemis publièrent qu'ils venaient donner une bataille, et, à la vérité, le prince de Savoye ayant vu prendre Douay à ses yeux, c'est-à-dire son armée à portée du fusil de celle du roi, il était très apparent, puisqu'il s'ébranlait avant que l'investiture du Quesnoy fût formée, qu'il chercherait à combattre en arrivant. Mais la situation de l'armée du roi était bonne, et l'on y ajouta quelques retranchements dans les endroits qui paraissaient l'exiger.

Quoique les ennemis eussent perdu à Marchiennes une grande partie de leur gros canon et qu'ils n'eussent pas eu le temps de retirer celui qu'ils avaient été obligés de laisser dans le Quesnoy pour marcher promptement au secours de Douay, le maréchal de Villars ne voulut pas leur laisser la tentation d'attaquer aucune des places du roi sous prétexte de la faiblesse de la garnison. Ainsi il envoya cinq bataillons et deux régiments de dragons à Maubeuge et trois bataillons avec un régiment de dragons à Charleroy.

Les ennemis, après avoir marché très diligemment jusqu'à deux lieues de nos postes, s'arrêtèrent deux jours, dont le maréchal de Villars profita pour rendre ses dispositions plus parfaites ; de sorte que, ces moments précieux perdus pour les ennemis, il eut lieu de croire qu'ils ne tenteraient pas une action.

Après avoir reconnu l'attaque la plus facile du Quesnoy, on se détermina à la porte de Valenciennes, et l'on crut plus difficile l'attaque que les



ennemis avaient suivie trois mois auparavant, et par laquelle néanmoins la ville avait été prise en douze jours, la garnison prisonnière de guerre.

Cependant les subsistances pour la cavalerie étaient difficiles, mais le maréchal de Villars n'oublia rien pour la soulager, indépendamment des secours de la Cour qu'il n'était pas aisé d'obtenir.

Il eut avis que les ennemis avaient dans Douay un grand magasin d'avoine, dont quelques particuliers de la ville qui étaient protégés voulurent profiter, disant que cette avoine était à eux. Le maréchal de Villars crut l'affaire assez importante pour l'éclaircir lui-même par un voyage de peu d'heures. Il fit venir ces gens devant lui et leur dit que le roi ne prenait le bien de personne, qu'il était juste que l'avoine leur fût payée si elle leur appartenait réellement ; mais aussi que, s'ils avançaient sur cela quelque chose contre la vérité, il les ferait pendre dans le moment que la fausseté serait reconnue. Ils se troublèrent à ce dis-

cours, et le roi profita de cent mille écus d'avoine qui se trouva appartenir aux ennemis.

La tranchée fut ouverte au Quesnoy la nuit du 17 au 18 entre les portes de Saint-Martin et de Valenciennes et l'on fit une fausse attaque à la porte de Forest.

Il faisait un temps horrible, qui, à la vérité, contribuait à rendre le feu des ennemis très médiocre, mais qui, d'une autre part, rendait aussi les ouvrages très difficiles. Ils furent cependant immenses et l'on n'eut que 25 ou 30 hommes tués ou blessés.

Dans le même temps, le maréchal de Villars fit resserrer Bouchain de manière qu'il n'y pût rien entrer. Il recommanda fort au roi les services de trois capitaines de grenadiers qui se distinguèrent dans toutes les occasions. C'étaient d'Herbain, Valeroissant et Cadrolle; aussi obtint-il des grâces pour eux.

Le 21, il alla reconnaître l'armée ennemie qui avait fait quelques mouvements, mais il jugea que

c'était plutôt pour se procurer une situation plus commode que dans aucune vue d'entreprise.

La nuit du 20 au 21, l'on ordonna d'élargir le boyau afin d'y pouvoir conduire notre canon jusqu'aux batteries. Les ennemis, qui avaient une artillerie prodigieuse dans le Quesnoy et toute la poudre qu'ils avaient destinée au siège de Landrecies, faisaient un feu prodigieux.

La même nuit, ils firent une sortie. Le bataillon des gardes françaises, qui était de tranchée, marcha à eux et les rechassa dans le chemin couvert. Ils avaient, comme on vient de le dire, une si prodigieuse artillerie tant de poudre et de bombes dans la place qu'il en partait un feu continu, et dans la journée du 21 il y eut plus de 150 hommes tués ou blessés dans le boyau plus par les bombes que par le canon qui rasait les tranchées et même les parapets de nos batteries. Le maréchal de Villars aima mieux que son canon tirât deux jours plus tard et que toutes les batteries fussent servies en même temps.

Il voulait commencer le siège de Bouchain avant que celui du Quesnoy fût fini. Mais tout s'y opposa, et les ingénieurs et artilleurs, soutenus du plus grand nombre des officiers généraux, voulaient le blocus, sur les avis que Bouchain, manquant de pain, se rendrait sans attaque tout au plus un mois plus tard. Le maréchal de Villars résista à ces raisonnements, disposa tout pour suivre son dessein et plaça les troupes pour ouvrir la tranchée à Bouchain, dans le moment que la chamade serait battue au Quesnoy.

Cependant ceux de nos ennemis qui voulaient la continuation de la guerre n'oubliaient rien pour rompre le congrès d'Utrecht. Outre l'insulte au sr Ménager, un des ambassadeurs de France, le comte de Straffort et l'ambassadeur de Savoye en reçurent de plus grandes encore, et l'on était informé que les Impériaux et les Hollandais menés par Heinsius se flattaient d'une révolution en Angleterre que les succès des armées du roi retardaient uniquement.

Les batteries du maréchal de Villars commencèrent le 25 à la pointe du jour. Il avait 60 pièces de 24, 30 mortiers et, outre cela, plusieurs pièces de moindre calibre qui tiraient en ricochet. Les ennemis, de leur côté, avaient plus de 100 pièces de 24 et 36 sur les remparts. Mais, comme les assiégeants ont tout le terrain qu'ils désirent pour placer leur canon, dans la première journée, ils imposèrent à celui des ennemis et, dès le 26 à midi, les deux tiers des batteries de la place furent démontés. Le maréchal de Villars en avait une de 24 pièces, servie par les canonnières de la marine commandés par le chevalier de Ricouart, qui se distinguait fort.

On poussa la tranchée à 10 toises du chemin couvert et l'on prépara tout pour attaquer la nuit du 29 tous les ouvrages qui couvraient la contre-garde 12 et la demi-lune 16.

Le 29 septembre on attaqua, une demi-heure avant la nuit, les deux chemins couverts. On se servit des troupes de la tranchée montante com-

mandées par M. de Coigny, qui mena l'attaque de la droite ; huit compagnies de grenadiers à la tête de chaque attaque. Milord Galouay mena celle du centre et M. de Maillebois celle de la gauche. Le signal était quatre bombes et deux fourneaux qui devaient sauter à la droite et à la gauche. Le maréchal de Villars se mit entre l'attaque de la gauche et celle du centre, ayant auprès de lui Valory, lieutenant général et chef des ingénieurs, Valière, qui commandait l'artillerie, et plusieurs officiers généraux volontaires, qui étaient MM. d'Alègre, d'Albergotty, le comte de Broglio avec plusieurs brigadiers et colonels qui, tous, s'empressaient de porter les ordres. Aussi le maréchal se loua fort au roi de l'ardeur que les heureux succès renouvèlaient dans tous les cœurs. Tout fut emporté et l'on perdit seulement deux capitaines de grenadiers, 12 ou 15 subalternes et environ 150 soldats tués ou blessés. Les ennemis abandonnèrent la demi-lune 16.

Le 30 septembre, on travailla à placer deux batteries sur le chemin couvert pour battre en brèche les faces du bastion 4 et l'on compta les faire tirer le 2 octobre. On eut, la nuit, près de 60 tués ou blessés.

Dès le 1<sup>er</sup> octobre, on commença à faire porter des fascines pour ouvrir la tranchée à Bouchain le plus tôt qu'il serait possible. On travailla aussi aux dépôts d'artillerie et l'on envoya tous les chevaux d'équipage de l'armée pour accélérer les préparatifs de ce siège.

Le 3, le maréchal de Villars fit sonder le fossé du Quesnoy où l'on ne trouva que trois pieds d'eau. Comme l'on avait perdu depuis longtemps l'habitude des sièges, l'activité du maréchal était nécessaire pour les mener vivement. Aussi ne sortait-il guère de la tranchée.

Le 4, on commença les ponts de fascines dans le fossé et, tous se disposant pour donner l'assaut, les ennemis battirent la chamade. Mais le maréchal de Villars ne voulut rien entendre de leur

part qu'auparavant les bataillons des gardes ne fussent maîtres des portes. Ainsi cette garnison fut prise à discrétion et le marquis de Châtillon fut chargé d'en porter la nouvelle au roi. Le sr d'Ivoy, maréchal de camp des ennemis, était gouverneur de la place.

Comme les ennemis avaient dans le Quesnoy tout ce qu'il fallait d'artillerie et de poudre pour faire plusieurs sièges, le maréchal de Villars y trouva ce qui lui était nécessaire pour faire celui de Bouchain, où la tranchée fut ouverte le jour d'après que l'on fui maître du Quesnoy. Il envoya le sr de la Fond, colonel d'infanterie, porter au roi les drapeaux de la garnison du Quesnoy. Il se loua fort des srs de Valory et de Valière. Il demanda pour le premier le gouvernement du Quesnoy qui lui fut accordé et celui de Charlemont pour le marquis de Vieuxpont que le roi lui donna à sa recommandation. M. de Châtillon, qui avait porté la nouvelle de la prise du Quesnoy, fut fait brigadier.



La tranchée fut ouverte à Bouchain la nuit du 6 au 10 octobre et l'on fit un prodigieux ouvrage ; c'est-à-dire que le boyau s'étendait depuis le marais jusqu'à la hauteur et toutes les parallèles à 50 pas du chemin couvert. Comme on était obligé d'aller chercher les fascines bien loin, le maréchal de Villars y employa tous les chevaux d'équipage des officiers généraux, à commencer par les siens.

Le maréchal de Montesquiou, ne croyant pas la partie de l'armée qui était sous ses ordres assez en sûreté dans les postes qu'elle occupait derrière l'Honneau, pressa le maréchal de Villars de retirer l'armée. Parti faible et sans aucune nécessité. Son inquiétude l'avait même déjà porté à retirer quelques troupes. Comme le maréchal de Villars pensait différemment et qu'il ne trouvait rien à craindre, il renvoya ces troupes et ordonna qu'elles demeuraient dans la situation où elles étaient, c'est-à-dire bien baraquées et ayant du fourrage pour quinze jours. Ce n'était pas le pre-

mier parti dangereux et timide qu'on lui avait proposé.

Le 12, on se logea sur le fossé des deux lunettes, et les ennemis firent une sortie qui fut repoussée dans le moment.

Le 14, le canon commença à tirer et il y avait 40 pièces en batteries très bien servies.

Le 15, celui des ennemis ne tirait plus, en sorte que le maréchal de Villars, qui était à la tranchée, ne vit pas durant trois heures partir une volée de canon de la ville ; les coups de fusil étaient même peu fréquents. Il fit travailler à découvert à une batterie qui voyait le pied du bastion 4, tous les soldats étant hors de la tranchée, et cela était d'autant plus heureux qu'elle était pleine d'eau. Le beau temps recommença le même jour.

Le roi fit présent au maréchal de Villars de six pièces de gros canon pour mettre dans le château de Villars [127].

Le même jour, ce maréchal reçut des lettres de l'abbé de Polignac qui lui apprirent que les conquêtes de l'armée du roi commençaient à porter des coups mortels aux Hollandais, que l'on était déterminé à donner la Sicile au duc de Savoie, que les intrigues du comte de Sinzendorff pour la continuation de la guerre faisaient moins de progrès, qu'enfin les meilleures têtes de la République commençaient à prévaloir sur l'opiniâtreté du pensionnaire Heinsius par les pertes immenses de troupes, d'artillerie et de munitions de guerre que faisaient les confédérés depuis l'affaire de Denain.

Le 17, sur les sept heures du soir, on attaqua le chemin couvert et tout ce qui le défendait fut pris ou tué ; l'on y perdit près de cent soldats tués ou blessés.

Le 18, Bouchain se rendit à discrétion, le maréchal de Villars ayant déclaré aux officiers qui venaient pour capituler qu'il ne les écouterait pas, à moins que les troupes du roi ne fussent

maîtresses des portes. Le général Growstein en était gouverneur, le même qui avait fait une course dans le royaume avec 1,500 chevaux.

Le maréchal de Villars envoya le comte de Choiseul porter au roi la nouvelle de la prise de Bouchain. Ce fut la cinquième place emportée sur les ennemis en deux mois et cinq jours, avec 53 bataillons prisonniers de guerre ou pris à discrétion et quinze lieutenants généraux ou maréchaux de camp, tant à l'affaire de Denain que dans ces cinq places.

Comme Marchienne et le Quesnoy étaient le dépôt de la grosse artillerie des ennemis qu'ils destinaient au siège qu'ils prétendaient faire, on leur prit plus de 100 pièces de gros canon, 50 mortiers et toutes les munitions de guerre et de bouche de toute leur campagne qu'ils avaient placées à Marchienne, par la grande commodité que leur donnaient les rivières et les canaux. Enfin tous ces succès commencèrent à ébranler les Hol-

landais, et l'on a vu ce qu'en écrivait l'abbé de Polignac.

Le maréchal de Villars envoya les drapeaux des bataillons de Bouchain par le chevalier de Casau, colonel d'infanterie, et, voyant que l'armée ennemie commençait à se séparer le 21 octobre, il envoya la maison du roi à Douay, à Cambray et à Guise. Il se louait fort surtout de son état-major, à la tête duquel était Contade, pour l'infanterie, et Beaujeu, pour la cavalerie.

Le 23, le maréchal apprit par une lettre du roi que Sa Majesté lui donnait le gouvernement de Provence, vacant par la mort de M. de Vendôme. Elle joignait à cette grâce de grandes marques de satisfaction des importants et heureux succès de cette campagne.

Dans le même temps, l'armée ennemie quitta son camp de Beleim et repassa la rivière d'Aine. De son côté, le maréchal commença à éloigner la cavalerie pour la facilité des subsistances, en attendant la séparation entière de l'armée, et il don-

na le commandement de Bouchain au sr de Mony, brigadier d'infanterie.

On doit dire ici que son économie était telle dans la distribution générale qu'après cinq sièges où l'artillerie avait été bien servie, il renvoya 400 milliers de poudre dans les arsenaux, tant on avait bien ménagé tout ce qui avait été pris aux ennemis.

Dès que l'on eut appris que l'armée ennemie se retirait à Bruxelles, le maréchal n'hésita plus à séparer l'armée entière du roi; ce qu'il fit en deux jours, la faisant marcher par cinq routes différentes pour joindre les étapes des routes particulières de la Cour. Il établit des commandants particuliers dans tous les postes de la frontière, après quoi il se rendit auprès du roi.

En arrivant à Paris, il apprit que le roi s'était trouvé très mal. Le matin, son empressement le fit aller à Versailles. Le jour même, le roi avait eu de très grandes vapeurs et n'était pas trop en état de paraître. Cependant, la force de son courage

et la nécessité où il croyait être de se montrer le firent souper en public. Il faisait des efforts pour entretenir le maréchal de Villars, mais ils étaient inutiles par la violence de ses vapeurs, et le maréchal aurait voulu ne s'être pas présenté dans ce moment là, touché de la peine qu'il remarquait que le roi ressentait de ne pouvoir parler ; ce qui portait les courtisans à le croire plus mal. Le lendemain il se porta fort bien ; il entretint le maréchal de Villars dès le matin, après lui avoir fait en public un accueil qui marquait une grande satisfaction de ses services.

Le temps de l'hiver ne donnait pas au maréchal de Villars de grandes occupations à la Cour ; ainsi il partageait ses séjours entre Paris, Versailles et le château de Villars.

La paix se conclut avec la Hollande qui y apporta tous les obstacles possibles ; mais enfin les bonnes têtes l'emportèrent sur les plus passionnées et les difficultés de soutenir la guerre en Flandres, en payant toutes les troupes qui étaient à la solde d'Angleterre, les déterminèrent à un traité de paix signé à Utrecht le 11 avril.

Par le traité de paix avec l'Angleterre, la France s'engagea à reconnaître la succession à la couronne de la Grande-Bretagne en faveur de la princesse Sophie et de ses héritiers dans la ligne protestante ; à faire raser les fortifications et à combler le port de Dunkerque, et à lui céder à perpétuité l'île de Terre-Neuve avec les autres



adjacentes, avec quelques restrictions seulement pour la pêche.

Par le traité conclu avec les États Généraux, il était porté que le roi leur remettrait pour la maison d'Autriche tous les Pays-Bas espagnols, qu'il y ajouterait Menin, Furnes, le fort de Knok, Dixmude, Loo, Ypres et Tournay pour être possédés à perpétuité par la maison d'Autriche, à l'exception de la Haute-Gueldre que l'on cédaît au roi de Prusse. Le roi s'engageait, de plus, d'obtenir de l'électeur de Bavière la cession de tous ses droits sur le comté de Namur et sur le duché de Luxembourg à condition que ce prince en retiendrait la souveraineté et les revenus jusqu'à ce qu'il eût été rétabli dans ses états d'Allemagne et dans son rang d'électeur, qu'il eût été mis en possession du royaume de Sardaigne et que l'empereur l'eût dédommagé des pertes qu'il avait souffertes contre la teneur du traité conclu près de Landau en 1704. De leur côté, les Hollandais consentaient à resti-

tuer au roi Lille, Aire, le fort Saint-François, Béthune et Saint-Venant.

Par la paix conclue avec le roi de Sicile, la vallée de Barcelonnette demeura au roi en échange des vallées de Suze et de Pragelas que l'on cédait au roi de Sicile.

Le parlement de Grenoble représenta que, son ressort perdant un pays considérable que l'on abandonnait au duc de Savoye, il était juste qu'il en fût dédommagé par la vallée de Barcelonnette. Ce petit pays, dont tout le commerce se fait avec la Provence, se croyait ruiné si on l'en séparait, envoya des députés aussi bien que le parlement de Grenoble, et le maréchal de Villars obtint que la vallée de Barcelonnette resterait unie à la Provence et que la principauté d'Orange serait unie au Dauphiné. Ce petit pays offrit au maréchal de demander au roi qu'il lui fût donné en fief sous le titre de principauté, ainsi qu'elle avait été au prince de Carignan dont il s'était rédimé. Mais le

maréchal de Villars négligea cet avantage par son peu d'activité pour ses intérêts.

Cependant il y eut dans les derniers jours d'avril des événements assez surprenants sur le maréchal de Villars auquel le roi avait destiné le commandement des armées d'Allemagne. Une cabale de cour détermina le roi à changer de résolution. On avait ordonné au maréchal de Villars d'envoyer son équipage de Flandres en Allemagne, et, comme cet équipage arrivait à Verdun, M. Voysin dit au maréchal : « Le roi compte la paix faite avec l'Empire et il a quelque peine à ôter au maréchal d'Harcourt le commandement de l'armée d'Allemagne qui lui avait été destiné. Ainsi Sa Majesté croit que vous serez content d'avoir déterminé ses ennemis à la paix et que vous ne vous souciez pas beaucoup de faire un voyage en Alsace. »

« Puisque la paix est faite, répondit le maréchal de Villars, il n'y a qu'à louer Dieu. Je vais donc me défaire de mon équipage ; » et, en même

temps, il envoya ordre de vendre 150 chevaux de charrette, de valets, chevaux de bât, mulets et plusieurs même de ses chevaux de main.

Quinze jours après, le roi apprit que l'empereur et l'Empire étaient déterminés à la continuation de la guerre et que le prince Eugène rassemblait une armée qui, selon tous les avis, devait être de 110,000 hommes.

Ces nouvelles firent penser qu'on avait très mal à propos changé le dessein de mettre les armées sous les ordres du maréchal de Villars qui, pour lors, était à Paris, quoiqu'il eût un logement à Marly.

M. Voysin, qui désirait de rentrer en conversation avec lui, lui écrivit plusieurs fois, seulement sur ce qu'il paraissait négliger son appartement de Marly, et le maréchal se contentait de répondre que, sa santé n'étant pas bonne, il était plus à son aise à Paris.

M. Voysin lui envoya enfin un courrier de cabinet, qui le trouva jouant chez Mme de Bouillon.

Après que la lettre lui eut été rendue, il continua son jeu sans se presser de la lire. Mme de Bouillon lui dit que c'était marquer trop d'indifférence pour les lettres de la Cour. Il ouvrit donc la lettre et trouva que M. Voysin lui mandait de la part du roi de se rendre à Marly, où il se trouva le jour d'après.

Le roi, naturellement bon, était peiné de la conduite que l'on avait eue avec le maréchal de Villars dont on avait changé la destination après avoir fait envoyer ses équipages vers l'Allemagne. M. Voysin voulait l'amener insensiblement à ce changement, mais l'indifférence du maréchal de Villars rendit le manège de Cour inutile. À la fin, le ministre lui dit : « Nous refuserez-vous d'aller reprendre le commandement de l'armée en Allemagne ? » — « Je n'ai pas refusé, lui répondit le maréchal, des emplois très difficiles et très dangereux, que vous savez, Monsieur, que personne ne voulait, ainsi je ne refuserai pas ceux que la dernière campagne rend moins embarrassants. »

De son côté, le roi lui parla avec bonté et avec une espèce de honte des changements auxquels on l'avait engagé. Le jour suivant, Sa Majesté entra en matière avec lui sur les projets de la campagne et lui montra l'état des forces qu'Elle lui destinait. « Sire, lui dit le maréchal, Votre Majesté a-t-elle encore des ennemis en Flandres ? Vous avez des marchés faits pour la nourriture de votre cavalerie à 25 sols la ration, je pourrai vous épargner de grandes dépenses. » — « Mais, dit le roi, les maréchaux d'Harcourt et de Bezons m'ont dit que, s'ils avaient plus de 200 escadrons, ils ne pourraient les faire subsister. » Le maréchal lui répondit : « Je dois connaître ces frontières et tous les pays où l'on peut porter la guerre et j'ai l'honneur d'assurer Sa Majesté que plus j'aurai de troupes, plus je trouverai de pays à les nourrir. Il n'est question que de cacher nos premiers desseins et de faire en sorte que tous nos premiers mouvements persuadent que nous ne songeons qu'à une guerre défensive comme vous l'aviez ré-

solu. » — « Faites comme vous l'entendrez. » lui dit le roi. — « La plus importante attention est le secret, répliqua le maréchal. Ainsi, Votre Majesté seule et son ministre de la guerre seront informés de mes projets. »

Le maréchal d'Harcourt avait compté de laisser les lignes de la Lutter bien gardées et d'aller camper à Rastat avec l'armée la plus considérable, tandis que le maréchal de Bezons, avec 40 bataillons et 50 escadrons, s'avancerait au delà de la Saare dans le Hunsruck.

Le marquis d'Alègre était déjà à Trèves avec la tête de cette armée. Le maréchal de Villars se rendit à Metz le 24 mai, où il donna rendez-vous au maréchal de Bezons, et lui dit qu'il pouvait toujours s'avancer vers la Saare. Il manda au comte du Bourg de commencer de passer le Rhin à Strasbourg et de faire avancer la cavalerie vers Wilstett et Offembourg. Il prit ses mesures pour se rendre de sa personne le 26 à Strasbourg et fit répandre qu'il n'y arriverait que dans les premiers

jours de juin. Il fallut changer toutes les mesures que les deux maréchaux avaient prises, mais ce fut en cachant son dessein à tout le monde.

En partant, il avait obtenu de Sa Majesté qu'elle ferait Contade maréchal de camp, mais, comme on le faisait passer devant plusieurs brigadiers, ses anciens, entre autres devant le prince de Montbazon, le roi exigea du maréchal qu'il ne déclarerait cette grâce qu'en arrivant à l'armée. Il ne put s'empêcher de lui faire ce plaisir en soupant à Metz, sans contrevenir à la volonté du roi, puisque l'armée du maréchal de Bezons s'assemblait le jour même à Trèves. C'était une grâce bien placée, Contade servant parfaitement bien dans la charge de major général, sur laquelle roule le service entier et le détail de l'infanterie.

Le maréchal de Bezons, qui devait avoir une armée séparée, la désirant toujours, le maréchal de Villars l'assura d'une vive attention à tout ce qui pouvait lui être agréable. Il ajouta que, jusqu'à ce que les premiers mouvements pussent faire



voir clair sur le succès des entreprises, il ne pouvait lui-même juger si la campagne s'ouvrirait par une action générale ou s'il serait possible de faire un siège ; que, dans le premier cas, il commanderait naturellement une aile et que, dans le second, il serait, ou chargé principalement du siège, ou de l'armée d'observation. Cependant, il le pria de se mettre à la tête du corps qui était déjà rassemblé à Trèves et de marcher vers Hombourg. Le 29, il lui manda de s'approcher des montagnes avec toutes ses troupes, vers la petite ville de Werdt.

Le maréchal reçut le même jour par le marquis de Torcy un état des forces qui s'assemblaient sous les ordres du prince Eugène, et elles montaient à 110,000 hommes. Ce général envoya courrier sur courrier au-devant des troupes qui ne l'avaient pas encore joint, pour hâter leur marche, et on apprit qu'il était lui-même arrivé à Etlingen.

Le maréchal de Villars préférait la diligence à l'avantage de marcher avec des troupes considé-

rables. Mais celles du maréchal de Bezons furent arrêtées par des inondations qui empêchèrent de passer la Saare.

Il fut informé par tous les avis que l'on recevait des forces des ennemis qu'elles passaient actuellement 60,000 hommes, tandis que, lui-même, il ne pouvait compter que sur 45,000. Ainsi, dans les premiers mouvements et pour cacher son dessein, il fit ordonner, dès le 3 juin, que, sur toute la ligne de Lutterbourg, les barrières fussent fermées à tout ce qui voudrait aller vers l'ennemi et ouvertes à tout ce qui viendrait de leur côté, afin qu'ils ne pussent avoir aucun avis des mouvements des troupes du roi.

Nous avons dit qu'il avait fait passer le Rhin à un corps d'armée à Strasbourg pour menacer les Montagnes-Noires et Villingen.

Le 4 juin, à la pointe du jour, il fit avancer le marquis d'Asfeldt avec un corps de cavalerie considérable vers Rastat, comme si son dessein eût été d'attaquer les lignes d'Etlingen.

Il partit lui-même de Strasbourg à l'entrée de la nuit, arriva au Fortlouis et passa le Rhin. Il s'arrêta à une lieue sur le chemin de Rastat et publia que l'armée passerait le Rhin le jour d'après, et, à l'entrée de la nuit, il partit pour Lauterbourg, ayant ordonné en même temps que toutes les troupes qui étaient séparées par quartiers dans toutes les petites villes et villages entre Saverne, Strasbourg et Haguenau se rendissent sur la ligne de la Lutter, s'étendant le plus près de Lauterbourg qu'il serait possible.

Il avait fait prendre la tête de tout au comte de Broglio avec 45 bataillons, 1,000 grenadiers commandés par Chatenay, bon brigadier d'infanterie, et 18 escadrons ayant Maupeoux pour maréchal de camp.

Il suivait ce corps avec 40 bataillons et marcha encore la nuit. Le comte de Broglio occupa, à dix heures du soir, la Petite Hollande, et fut en état d'empêcher les ennemis de passer le Rhin à Philisbourg.

Toutes les troupes qui étaient parties de leurs quartiers, séparément, furent mises en brigades la nuit, en marchant, et l'infanterie fit 16 lieues en 20 heures. Le maréchal de Villars, marchant à pied à la tête de l'infanterie, dont la fatigue était surprenante, dit à ses soldats : « Mes amis, ce n'est que par la diligence et par de telles peines que l'on attrape les ennemis. » — « Pourvu que vous soyez content et que nous les attrapions, crièrent-ils, ne vous embarrassez pas de notre peine : nous avons bon pied et bon courage. »

Le prince de Savoye avait pour lors beaucoup plus de troupes que le maréchal de Villars, mais il en avait placé la plus grande partie derrière les lignes d'Etlingen, comptant que le véritable dessein du maréchal était de les attaquer.

Tout le pays fut également trompé, en sorte que le campement trouva l'évêque de Spire dans sa ville et que les magistrats demandèrent aux premiers de nos gens si le prince de Savoye voulait loger à l'évêché, comptant que c'était l'armée

de l'empereur qui avait passé le Rhin à Philisbourg [128].

Le maréchal de Villars, pour consoler un peu l'infanterie de sa peine, lui abandonna durant deux jours les caves du pays remplies de vin, et fit donner des vaches par ordres. Mais, ces deux jours passés, il rétablit la plus sévère discipline et elle fut exactement observée. Comme il avait accoutumé de parler lui-même aux bataillons, il leur fit voir la nécessité qu'il y avait dans l'occasion présente de conserver le pays ennemi, et combien il importait de le ménager pour s'y assurer des subsistances. Après cet avertissement les exemples étaient sévères, et il est à remarquer que, les premières défenses une fois publiées, le maréchal a toujours été assez heureux dans toutes les grandes guerres qu'il a faites, et à la tête d'armées presque toujours composées de plus de 100,000 hommes, de les contenir dans le devoir avec très peu de punitions, en sorte que, dans ses dernières campagnes en Flandres,

à peine peut-on compter 20 hommes qu'il ait été obligé de faire mourir.

Pour revenir à la suite des affaires, il est certain que, si le prince de Savoye avait mis un corps de 12,000 à 15,000 hommes à Guermesheim sur la Queiche, dont l'abord est très difficile, il aurait pu le soutenir, et que ce parti aurait rendu les desseins du maréchal de Villars d'une très difficile exécution.

Il apprit le 6 que la marche qu'il avait faite vers Rastat, afin de persuader aux ennemis qu'il voulait attaquer les lignes d'Etlingen, avait produit tout l'effet qu'il désirait, et que, la même nuit qu'il était arrivé à la tête du pont de Philisbourg, le prince de Savoye avait fait marcher la plus grande partie de ses troupes pour soutenir les lignes d'Etlingen.

Le maréchal de Villars, après avoir surpris les ennemis, n'oublia rien pour ne l'être pas à son tour. Ce qu'ils pouvaient penser de plus dangereux pour lui, voyant les forces du roi répandues

dans le Palatinat le long du Rhin, et ayant un pont de bateaux sur des haquets, était de lui dérober un passage sur ce fleuve. Pour n'avoir pas un pareil inconvénient à craindre, le maréchal envoya des officiers généraux très capables avec divers bataillons depuis Lauterbourg jusqu'au Fortlouis. Il chargea de ce dessein le sr du Guerchois, très bon maréchal de camp, et Perrin, bon brigadier d'infanterie, sous les ordres du comte Dubourg qui connaissait mieux que personne tout ce pays-là et dont les talents pour une défensive étaient au-dessus de tout autre.

Il est certain que l'attention la plus nécessaire au général doit rouler sur les divers talents de ses généraux subalternes. Tel par un esprit audacieux est propre à mener une tête qui doit attaquer. Tel autre, par un génie porté naturellement aux précautions, sans d'ailleurs manquer de courage, répondra plus exactement de la défense d'un pays ; et ce n'est qu'en appliquant à propos ces diffé-

rentes qualités personnelles que l'on peut se préparer et presque s'assurer de grands succès.

Le maréchal donna tous les ordres pour l'investiture de Landau. Elle était d'autant plus facile qu'il n'y avait aucun secours considérable à craindre. Les gros corps de l'ennemi ne pouvaient passer le Rhin qu'à Mayence et on les voyait arriver de trop loin pour qu'il fût en leur pouvoir de se jeter dans Landau, dont la garnison était commandée par le prince Alexandre de Wirtemberg, lieutenant général de l'empereur et fort estimé.

Le maréchal de Villars fit marcher sous les ordres du marquis d'Alègre 80 escadrons à hauteur de Worms, pour conserver, autant qu'il serait possible, le pays qui est aux environs de Landau et qui devait fournir à la subsistance de l'armée qui en faisait le siège.

Le 9 juin, il envoya des ordres au comte de Dillon [129], lieutenant général, qui partait des environs de Metz avec un corps de troupes, d'attaquer Keyzerslutter, où il y avait deux bataillons



impériaux, et il manda au sr de Saint-Contest, intendan des Évêchés, de se tenir à Saarelouis pour faciliter au comte de Dillon tout ce qui lui serait nécessaire pour l'exécution de son entreprise. Tous les ordres pour le canon et pour les ingénieurs avaient déjà été donnés, surtout de n'accorder d'autre capitulation à la garnison que de se rendre à discrétion. Mais, le 23 juin, il apprit par un aide de camp de M. de Dillon que la garnison de Keyzerslutter, composée de 800 hommes commandés par un colonel, s'était rendue la veille prisonnière de guerre. Saint-Pierre, brigadier d'infanterie, fut blessé très dangereusement à ce petit siège. Le maréchal envoya cette garnison à Châlons en Champagne.

En même temps, il forma l'armée du siège de Landau, composée de 64 bataillons et 50 escadrons. Il ordonna au sr d'Albergotty d'attaquer l'ouvrage à corne qui était vis-à-vis de Manheim, de manière que les ennemis pouvaient à toute heure en fortifier la garnison par des bateaux,

mais les ouvrages de ce fort étaient si mauvais qu'ils auraient pu être insultés dès le premier jour.

Enfin, on porta l'attention jusqu'à faire encore retrancher un camp devant l'ouvrage que les ennemis avaient à la tête de leur pont à Philisbourg, afin d'être tranquilles sur toutes les vues qu'ils pourraient avoir de ce côté-là.

On fut informé alors par des avis très certains que les forces de l'empereur, jointes à celles de ses alliés sur le Rhin, étaient de 117,000 hommes. Armée sans doute assez considérable pour empêcher les progrès de celle du roi, si le maréchal de Villars n'avait eu le bonheur de cacher ses desseins aux ennemis et de les surprendre par une extrême diligence. Il n'oublia rien pour accélérer tous les préparatifs du siège de Landau. La place était excellente, défendue par une très forte garnison et composée des meilleures troupes de l'empereur. Ainsi les gens qui aiment les précautions avaient de bonnes raisons pour com-

battre la vivacité du maréchal de Villars, mais comme il avait pour principe que cette vivacité est presque toujours nécessaire, quand elle n'est pas étourderie, il n'admettait pas les précautions qui n'étaient pas indispensablement nécessaires.

Il ordonna aux troupes qui venaient du Comté de former un camp sous Brisach, et leur faisait fournir des fourrages du pays ennemi de l'autre côté du Rhin.

Il envoya le comte de Broglio à hauteur de Worms pour avoir toujours des partis sur Mayence et pour obliger les bailliages du Palatinat, ceux d'Alsey, de Creutsnach et d'Oppenheim, pays très riches, fort abondants en grains, et tout le pays jusqu'à Coblentz de fournir des blés pour la subsistance de toutes les troupes du roi.

Le 16 juillet, l'électeur palatin, sous le prétexte de la conservation de ses états, envoya un de ses ministres [130] à Spire, qui s'expliquait en même temps du désir qu'avait son maître de pouvoir contribuer à la paix.

Le prince de Dourlack quitta le service de l'empereur pour garantir ses propres États, autant qu'il serait possible, des malheurs de la guerre. Il manda au maréchal de Villars qu'il n'oublierait rien pour porter ses voisins à prendre la même résolution, et le maréchal lui fit réponse que, de son côté, il ne négligerait rien pour procurer des amis au roi et pour faire aux princes qui recherchaient sa royale protection, tous les plaisirs qui dépendraient de lui, mais que, comme leurs États fournissaient des troupes à l'empereur, ils ne devaient pas s'étonner s'ils demeuraient toujours soumis à nos contributions.

Dans le même temps, il apprit que le prince de Savoye faisait venir de tous les endroits de l'Empire toutes les troupes qu'il pouvait en tirer et que l'électeur de Brandebourg lui envoyait presque tout ce qu'il en avait.

Le sr de Valory s'étant rendu devant Landau avec tous les ingénieurs qui devaient servir au

siège, le maréchal examina avec eux les attaques les plus favorables.

Après les avoir étudiées avec soin, on se détermina au côté par lequel cette place avait toujours été attaquée, bien que les ennemis l'eussent fortifiée de plusieurs nouveaux ouvrages. On prit toutes les mesures pour ouvrir la tranchée la nuit du 20 au 21 juin et le maréchal de Villars prit les quatre jours qui restaient jusque-là pour aller visiter tous les pays jusqu'aux portes de Mayence. Il fit venir un pont de bateaux portatifs à Seltz, étant bien aise, à tout événement, d'avoir le moyen de tenter quelque entreprise au delà du Rhin, quoiqu'il fût résolu d'avancer son siège préféablement à toute autre vue.

Pendant que tout se préparait pour l'ouverture de la tranchée à Landau, le maréchal, comme nous l'avons dit, avait visité, en trois jours, tout le pays qui est en deçà du Rhin jusqu'au delà de Mayence. Il le trouva rempli d'une si prodigieuse quantité de grains qu'il ordonna aux baillifs et

aux magistrats de toutes les petites villes d'en préparer 50,000 sacs pour les armées du roi.

Il arriva le 21 juin au camp de M. d'Albergotty et employa le 22 à visiter la tranchée devant l'ouvrage à cornes de Manheim. Il ordonna que l'on disposât tout pour emporter ce petit fort dès que le canon aurait rasé quelques fraises et palissades, tout cela contre la pensée de M. d'Albergotty qui voulait croire l'entreprise plus difficile.

Les ordres furent donnés aussi à tous les bailliages de Lorraine de fournir tous les charrois et même les grains qui leur seraient demandés, le roi lui ayant prescrit d'y faire marcher les troupes si Monsieur de Lorraine faisait quelque difficulté. Ainsi, il chargea le comte de Saillant, lieutenant général commandant dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun, de faire exécuter les ordres de Sa Majesté.

La tranchée ouverte à Landau la nuit du 24 au 25 fut avancée jusqu'à la demi-portée du fusil des premiers ouvrages des ennemis, et avec tant de

précautions et si peu de bruit, qu'ils ne s'en aperçurent pas et que cette ouverture de tranchée ne coûta personne.

Les ennemis voulurent pousser une garde de dragons que l'on avait fait avancer afin de les empêcher de découvrir les dispositions pour l'ouverture de la tranchée. Ils firent sortir toute leur cavalerie, mais les marquis de Levi et de Belle-Isle prirent les piquets de la cavalerie la plus voisine et rechassèrent les ennemis jusque dans la contrescarpe.

Le maréchal donna le commandement de Keyzerslutter au sr de Vassy, lieutenant-colonel très entendu et même bon partisan, et plus propre qu'un autre à écarter les petits partis des ennemis qui pénétraient dans les montagnes.

Les deux premières nuits de tranchée devant Landau coûtèrent peu d'hommes, et, la dernière, on passa un ruisseau qui était devant la lunette la plus éloignée de la place.

Le 27, on se rendit maître du fort de Manheim, et, sur les difficultés que M. d'Albergotty faisait au maréchal sur l'attaque de ce fort, il répondait toujours que, dès que l'on en serait maître, il serait étonné lui-même, et peut-être honteux, de l'avoir cru si bon.

Un nommé Villiers, très bon ingénieur, piqué de ce que M. d'Albergotty en avait demandé un autre pour conduire l'attaque, entra dans le chemin couvert que l'on trouva abandonné, et, une demi-heure après, on entra dans la place que l'on trouva abandonnée de même.

Le maréchal de Villars, y étant entré le jour d'après, parla très sèchement à M. d'Albergotty et à ceux qui commandaient sous lui qui, tous, proposaient de tourner cette attaque en blocus. Il leur dit qu'il les priait de régler une autre fois leurs idées avec plus de soumission sur celles de leur général qui avait jugé plus sainement qu'eux de la très mauvaise place que l'on venait d'occuper. Il était néanmoins d'autant plus important de l'ôter



aux ennemis qu'étant vis-à-vis de Manheim où le Rhin n'a qu'un seul canal, il était d'une indispensable nécessité de ne pas laisser à l'ennemi la liberté de faire un pont, en une nuit, et dans le centre du pays que tenait l'armée du roi.

Le maréchal de Villars manda au lieutenant général Dillon de faire occuper le château de Wolfstein, afin que les ennemis n'eussent aucun poste entre Coblentz, Mayence et l'armée du roi. Le château se rendit dans le moment avec 80 hommes prisonniers de guerre.

La nuit du 27 au 28, on acheva une batterie de 6 pièces de 24, pour battre le petit fort détaché qui était dans les dehors de Landau.

Le 2 juillet, les ennemis ayant fait une sortie assez considérable, le marquis de Biron [131], lieutenant général de tranchée, sortit du boyau à la tête de trois bataillons de Navarre et eut le bras emporté d'un coup de canon. Bressac, capitaine de ce régiment, fut tué, et Barberie, lieutenant-colonel, blessé. Les ennemis furent chassés dans

leur contrescarpe, et le maréchal fit porter le marquis de Biron à la tête de la tranchée. On lui coupa ce qui lui restait du bras, quatre doigts au-dessus du coude.

Le même jour on reçut avis, par des courriers du marquis d'Alègre et du comte de Broglio, que les ennemis passaient le Rhin à Mayence. Quoique le maréchal eût peine à croire cette nouvelle, il jugea néanmoins devoir se rendre au camp du marquis d'Alègre.

Le 1<sup>er</sup> juillet, il régla avec les ministres et députés des électeurs palatin, de Mayence, de Trèves et d'autres princes ou États en deçà du Rhin jusqu'à Coblentz qu'ils livreraient, dans le courant de la campagne, 50,000 sacs de grains, moitié froment, moitié seigle.

Cependant, pour faciliter les livraisons aux munitionnaires et pour donner en même temps de l'inquiétude aux ennemis depuis Huningue jusqu'à Mayence, il plaça un corps très considérable au delà de Fortlouis, dans l'île du Marqui-

sat. Ce corps menaçait les lignes d'Etlingen, et le grain lui était fourni et descendait de Strasbourg où il laissa aussi 30 escadrons qui fourrageaient au delà. Il ne voyait d'ailleurs aucune apparence aux avis que le marquis d'Alègre et le comte de Broglio lui avaient donnés, savoir : que les ennemis passaient le Rhin à Mayence, ce qu'ils ne pouvaient faire sans abandonner leurs lignes d'Etlingen.

Le 3 juillet, il écrivit une assez longue lettre au maréchal de Bezons sur la lenteur du siège. Les termes de sa lettre étaient très mesurés, tels qu'il convient de les employer avec un homme de pareille dignité et avec lequel on n'oublie aucun égard. Mais, comme la conduite de la guerre roulait entièrement sur lui, il ne pouvait s'empêcher de marquer l'étonnement où il était de voir employer dix jours à prendre une redoute qui était à près d'un quart de lieue de la place.

Notre poste pour les lettres, passant par la Lorraine, était souvent arrêtée par des voleurs qui

ne pouvaient être que Lorrains ou protégés par les Lorrains ; ainsi, le maréchal de Villars ordonna que les villages voisins de la route répondraient de la sûreté des courriers et paieraient chèrement la perte des lettres. Cette sévérité rétablit le commerce.

Cependant le maréchal étudiait attentivement tous les projets qu'il était possible de former après la prise de Landau. Ils se réduisaient, ou à forcer des passages dans les Montagnes-Noires par Horneberg, déjà connues au maréchal de Villars, ou par Walkirck, ou à faire le siège de Fribourg. Mais, pour l'exécution de ce dernier dessein, il fallait commencer par emporter un camp retranché sur des montagnes presque inaccessibles au-dessus des forts de Fribourg, dans lequel le général Vaubonne se fortifiait avec grand soin depuis le commencement de la campagne. Pour toutes ces diverses vues, le maréchal de Villars préparait d'avance tout l'attirail nécessaire de vivres et d'artillerie.

Le 10, le maréchal de Villars alla visiter les attaques de Landau et disposa tout pour faire attaquer les ouvrages extérieurs en deçà du chemin couvert.

La nuit du 11 au 12, le marquis de Coigny, lieutenant général de tranchée, et le marquis de Silly furent chargés de l'attaque. Le principal ouvrage, qui était défendu par 300 hommes des ennemis, fut emporté par les grenadiers avec leur valeur ordinaire, et ces 300 hommes firent même une médiocre résistance. Cet ouvrage des ennemis était revêtu, la gorge l'était aussi, et il y avait une communication sous terre jusqu'au premier chemin couvert. Néanmoins, tout ce qui le défendait fut pris ou tué. Plusieurs officiers généraux étaient volontaires auprès du maréchal de Villars; entre autres, les ducs de Luynes et de Richelieu [132] marquèrent dans toutes les occasions une grande ardeur.

Le maréchal de Villars s'établit au siège de Landau, après avoir donné les ordres nécessaires

pour la subsistance de divers corps d'armée qui tenaient un grand pays et après avoir fait emporter le fort de Manheim. Il ordonna que tous les officiers généraux de ces divers corps montassent la tranchée devant Landau chacun à leur tour, voulant par ce moyen partager les peines, l'honneur et la dépense des jours de tranchée qui étaient assez considérables. Il demanda d'avance, pour le marquis de Biron, le gouvernement de Landau, et nous verrons, dans la suite, que le roi le donna à sa recommandation.

Le 17, les ennemis firent jouer deux fourneaux dont le premier emporta sept hommes et l'autre ne fit aucun mal. Cependant, comme ils en avaient un grand nombre, on crut devoir donner pour les découvrir quatre ou cinq jours à nos mineurs et pour faire une attaque avec plus de sûreté et moins de perte.

Le maréchal de Villars dit au maréchal de Bezons et à Valory, lieutenant général chargé de la conduite du siège, qu'il ne fallait ni mépriser l'en-

nemi ni le trop respecter, et qu'à en juger par sa défense, on ne lui voyait ni assez de fermeté ni assez d'habileté pour ne pas croire que l'on pouvait aller plus vite.

Comme la plupart des ouvrages extérieurs des ennemis étaient revêtus, il fallait y attacher le mineur, ce qui occupa trois ou quatre jours. Le maréchal voulut que l'on attaquât les quatre lunettes en même temps.

Le 23, les ennemis firent jouer la seizième mine qui coûta vingt hommes ; l'on ne put emporter que deux lunettes la nuit du 23 au 24.

Le maréchal revint le 1<sup>er</sup> août d'un voyage qu'il avait cru devoir faire aux portes de Mayence pour examiner tout ce qui pouvait être tenté après la prise de Landau. À son retour, il trouva les trois lunettes emportées avec perte de quatre capitaines de grenadiers.

Un petit ouvrage, que l'on appelait *le Pâté*, fut emporté la nuit du 3 au 4 août, et, par sa prise, on fut en état de saigner les eaux, ce qui était

indispensablement nécessaire pour approcher du corps de la place.

Le sentiment du maréchal de Villars, dans les premiers jours du siège, avait été d'attaquer le chemin couvert d'un peu plus loin que l'on ne le pratique d'ordinaire. Sa raison était que, ce chemin couvert étant entièrement contre-miné, il était certain que le terrain très humide ne permettait pas aux ennemis de charger les mines que trois jours avant le temps où ils s'attendaient à être attaqués. Les ingénieurs s'opposèrent à l'exécution de ce dessein qu'ils crurent téméraire et trop périlleux. Cependant l'expérience fit voir qu'outre la perte du temps, qui est très précieux à la guerre puisque l'on emploie plus de trente jours de tranchée ouverte à prendre des ouvrages détachés, la perte des hommes fut beaucoup plus considérable pendant ce long temps qu'une attaque prématurée n'en pouvait coûter, et l'on reconnut à la fin que le maréchal de Villars ne s'était pas trompé dans sa pensée.



Pendant le siège, le sr Beckers, ministre [133] de l'électeur palatin, qui se tenait caché dans Spire, tâchait toujours d'avancer une négociation que son maître avait commencée, du consentement de la Cour de Vienne. Mais cette négociation dépendait uniquement des événements de la guerre et nous verrons en effet, dans la suite, que le prince Eugène ne demanda des conférences avec le maréchal de Villars qu'après la prise des forts de Fribourg.

Le maréchal, après avoir visité les bords du Rhin jusqu'au-dessous de Mayence, alla encore une fois reconnaître les lignes des ennemis à Etlingen, voulant leur donner de l'inquiétude pour toute l'étendue de pays depuis Huningue jusqu'à Coblentz. Il retourna ensuite s'établir au siège de Landau pour en accélérer la prise. Un ouvrage qui couvrait la première contregarde fut emporté et très mal défendu. Pour s'en emparer, il fallait passer la rivière de Queiche. On commença à y jeter des ponts sur des chevalets, la nuit du 15

au 16. Quoique notre canon eût beaucoup tiré sur les contre-gardes, on voulut cependant y attacher encore le mineur. Neuf différents ouvrages avaient déjà été emportés, mais les ennemis en ayant ajouté de nouveaux, comme nous l'avons dit, on fut obligé d'ouvrir la tranchée à une demi-lieue de la ville.

Le 18, on se prépara à attaquer les contre-gardes, et cela fut exécuté avec une grande valeur de la part des troupes. On prit plus de 50 grenadiers ennemis dans les demi-lunes 80 et 90 et dans la contre-garde 92.

Le maréchal de Villars était à l'attaque commandée par le comte de Sésanne, lieutenant général, et par le marquis de Gonzague, maréchal de camp.

Le jour d'après, les ennemis mirent le drapeau blanc et demandèrent à capituler. Le maréchal de Villars alla visiter en plein jour, pendant une suspension d'une heure, les lunettes attachées aux bastions de la ville attaquée et dit aux officiers

sortis de la place que l'on voulait que la garnison fût prisonnière de guerre et qu'ils ne s'attendissent pas à un traitement plus favorable. Après quoi, l'on recommença à tirer.

Une demi-heure après, un colonel des ennemis vint apporter la capitulation. « Avant que je prenne la peine d'en lire les articles, dit le maréchal, celui de prisonniers de guerre y est-il ? » L'officier répondit que le prince de Wirtemberg n'y consentirait jamais. — « Reportez donc votre capitulation, » lui répliqua le maréchal ; « bien des compliments à M. de Wirtemberg, dont je considère fort le mérite et la naissance ; mais je veux priver les ennemis du roi, pendant quelque temps, d'un aussi bon général et d'aussi braves troupes que celles qui défendent Landau. » Le colonel s'en retourna et l'on commença à tirer pour la troisième fois. Les officiers principaux de l'armée pressèrent le maréchal de consentir que la garnison se retirât. Ils alléguaient pour raison que la place tiendrait encore quelque temps, que la

fin de ce siège occuperait des jours importants, quand on médite une seconde entreprise dans l'arrière-saison, et, qu'enfin, il fallait songer à conserver nos troupes.

Malgré ces raisons, il demeura ferme dans son premier dessein, et, le 20 août, le prince de Wirtemberg se soumit à être prisonnier de guerre sans autre restriction. Le maréchal désira que le maréchal de Bezons, qui avait toujours demeuré au siège, envoyât le sr Deslutteau [134], son neveu, colonel d'infanterie, porter au roi la nouvelle de la prise de Landau; et, de son côté, il envoya le chevalier de Valory, fils du lieutenant général, porter au roi 42 drapeaux avec 2 étendards de la garnison; et cette même garnison, il l'envoya à Saverne et à Haguenau, en attendant que Sa Majesté se fût déterminée sur les pays où elle voulait que toutes les troupes fussent conduites. En même temps, le maréchal se loua fort au roi des ingénieurs, mais surtout des grenadiers, officiers et soldats. Il demanda des grâces pour eux et le

roi voulut bien en accorder la plus grande partie. Ce corps était en effet respectable et servait avec une intrépidité qui méritait des louanges infinies.

Le maréchal donna aussi de grands éloges à Vallière, commandant des mineurs. Il avait commandé l'artillerie dans tous les sièges de la campagne précédente, et, quoiqu'il eût trouvé que le sr Duperrier, ancien lieutenant général de l'artillerie, la commandait au siège de Landau, il ne fit pas difficulté de servir sous lui.

Au reste, la garnison était de près de 12,000 hommes et il y avait onze ouvrages à prendre avant que d'arriver sur le fossé. Mais, quoique les ennemis eussent fait jouer 32 mines, la perte du côté du roi n'allait qu'à près de 1,000 hommes, et 2,000 environ blessés aux hôpitaux.

Le maréchal de Villars fit donner plus de 20,000 liv. de son argent aux officiers blessés, leur disant qu'il les ferait retenir sur leurs appointements, afin d'engager par là les plus délicats à

recevoir sans peine. Au fond, son intention était de ne rien retenir. Mais ce qui est surprenant, c'est que, comme MM. de Contade, major général de l'infanterie, et de Beaujeu, maréchal des logis général de la cavalerie, en faisant la distribution aux officiers, disaient que le maréchal de Villars ne voulait que le plaisir de leur en faire, tous se contentèrent de ce premier plaisir et un petit nombre voulut lui faire celui de l'en remercier, peut-être honteux de recevoir, sans pouvoir rendre, ce qu'on n'avait pas dessein de leur redemander jamais.

Dans le même temps, le maréchal fit venir le comte Dubourg pour régler le mouvement des troupes et se préparer à une nouvelle entreprise pendant que l'on travaillait jour et nuit à rétablir et à munir Landau.

Ces travaux finis, le maréchal pria le ministre de la guerre de faire attention qu'avant l'ouverture de la campagne, on avait soutenu, pour faire plaisir au maréchal de Bezons, qu'il fallait deux

armées et que celle du maréchal de Bezons marcherait vers la rivière de Glane pendant que le maréchal d'Harcourt passerait le Rhin au Fort-louis. Par cette fausse démarche, entreprise seulement pour assurer au maréchal de Bezons le commandement d'une armée, le prince Eugène, placé derrière les lignes d'Etlingen, pouvait faire un pont sur le Rhin, communiquant à Landau couvert de la Queiche; ainsi on ne faisait rien et la campagne était perdue. Tant il est vrai que les cabales de cour ne sont jamais occupées de l'intérêt du roi, mais uniquement de celui des particuliers.

Le prince Eugène avait cependant rassemblé 270 escadrons et 150 bataillons, certainement plus nombreux que ceux du roi. Il avait de plus employé le temps de la durée du siège de Landau à perfectionner tous les retranchements sur les montagnes et principalement celui qui pouvait empêcher le siège de Fribourg.

De son côté, le maréchal mit en mouvement les ponts de bateaux portatifs pour inquiéter les

ennemis, tant par rapport à Mayence et autres places qu'au bas-Rhin, et ceux que l'on pouvait faire descendre sur Philisbourg et toutes les troupes qui pouvaient en même temps menacer les lignes d'Etlingen et toute l'étendue de leurs retranchements dans les Montagnes-Noires jusqu'au delà de Fribourg.

Il disposa tout pour s'ébranler le 5 septembre, quoiqu'on lui demandât bien plus de temps pour les arrangements nécessaires, comptant toujours qu'il est plus avantageux d'attaquer avec moins de préparatifs que de laisser à l'ennemi le temps et le moyen de prévenir les coups qu'on veut lui porter.

Il se rendit donc le 28 août à Landau et il trouva que, suivant ses ordres, on avait travaillé avec une diligence surprenante au rétablissement de la place. Il avait fallu commencer par raser les tranchées, les batteries; et tous les travaux de deux mois avaient été détruits en quatre jours.



Ce qui était surprenant, c'est que l'on eût fait subsister pendant trois mois 200 bataillons et plus de 300 escadrons dans l'espace de 20 lieues de pays sur 5 de large, entre les montagnes et le Rhin, sans que les paysans eussent quitté leurs habitations. Cela n'avait sans doute été possible que par la plus sévère discipline et la plus exacte économie, parties dans la guerre auxquelles le maréchal de Villars s'était toujours singulièrement appliqué. Il prenait la liberté de faire souvenir Sa Majesté qu'Elle n'aurait pas été servie aussi heureusement par ceux qui soutenaient qu'une armée composée de plus de 100 bataillons et 200 escadrons ne pouvait subsister sur le Rhin, et qui, sur ce fondement, se préparaient à la seule défensive en Allemagne. Il est certain, en effet, que tous les peuples, qui, jusque-là, n'avaient vu nos soldats que le flambeau à la main, étaient surpris que l'on n'eût fait aucun dégât chez eux et qu'on n'y eût pas brûlé une seule maison.

Le roi, qui voyait d'assez grandes difficultés dans l'entreprise de Fribourg, fit dépêcher un courrier au maréchal de Villars pour le porter à faire de nouvelles réflexions sur l'exécution de son dessein [135]. Mais le maréchal de Villars, qui, dès le commencement du siège de Landau, avait mûrement examiné les divers projets qu'il pouvait former, ne fut pas ébranlé par la lettre du roi et suivit son dessein. Il fut pourtant obligé d'attendre jusqu'au 10 septembre, non seulement pour laisser Landau en bon état, mais encore pour y mettre les provisions nécessaires de bouche et de guerre, et pour achever de retirer des électors de Mayence et du Palatinat les 50,000 sacs de grains qu'ils avaient promis. Enfin, il voulait mettre Landau en état de tenir si longtemps que le prince Eugène ne pût former d'entreprise qu'en abandonnant l'Allemagne; et, qu'en cas que ce prince ne portât pas une grande partie de ses forces du côté de Vilingen, il pût lui-même faire attaquer cette mauvaise place en même temps

que Fribourg et porter la plus grande partie de ses forces dans l'Empire.

Cependant le maréchal de Villars reçut le 1<sup>er</sup> septembre des pouvoirs du roi pour traiter de la paix, si les progrès des armées y obligeaient l'empereur, suivant la négociation entamée par l'électeur palatin et qui devenait plus vive à mesure que le succès de nos armes était plus heureux.

Le 2 septembre, le maréchal envoya des projets au roi pour donner aux ennemis toutes les inquiétudes qui pouvaient leur persuader divers desseins, comme de passer le Rhin entre Manheim et Mayence sur des ponts portatifs, d'attaquer les lignes d'Etlingen par Rasladt et, en même temps, d'investir Fribourg.

Dans ce projet étaient expliqués tous les divers mouvements de troupes, aussi bien que les dispositions pour les vivres, l'artillerie, le partage des généraux et les moyens de cacher jusqu'au dernier moment le véritable dessein.

On peut voir dans le Mémoire suivant l'exposition de son projet, fait par lui-même, quelques jours avant qu'on fût maître de Landau.

L'ennemi pouvant apporter des obstacles presque insurmontables au siège de Fribourg, il convient d'en cacher le dessein le plus longtemps qu'il sera possible, et, pour lui en ôter la connaissance, il ne faut omettre aucune des précautions qui peuvent persuader une route toute contraire à celle que nous voulons suivre. Pour cet effet, dès que les bateliers commandés par M. de la Housaye seront arrivés à Celse [136], il faut faire descendre les bateaux du pont portatif qui sont dans le canal jusqu'à l'île Mati et, là, les faire remettre sur les haquets, en sorte qu'il revienne aux ennemis que ce pont est prêt à marcher vers le bas-Rhin. Il faut en même temps assembler un corps d'infanterie avec le plus de secret qu'il sera possible ; pour cela, les six bataillons de la brigade du Perche, qui ont conduit la garnison de Landau à Haguenau, en partiront le 6 pour s'approcher de

Strasbourg. Le même jour, tout ce que M. le comte Dubourg pourra tirer d'infanterie se rendra aussi à hauteur de Strasbourg, en deçà du Rhin.

On prendra les précautions possibles pour empêcher que, par les ponts de Kell et du Fort-louis, aucune nouvelle ne puisse arriver aux ennemis de ce premier mouvement de troupes.

M. le chevalier d'Asfeldt aura ordre de se trouver le 6 au soir à Strasbourg pour concerter avec M. le comte Dubourg et les autres officiers généraux les moyens de s'emparer des postes que les ennemis occupent près de Fribourg.

M. le chevalier d'Asfeldt, arrivant le 6 au soir, sera informé des dispositions des ennemis, près de Fribourg, du même jour, et, si elles ne sont pas différentes de ce qu'elles sont actuellement, il n'y a pas d'apparence qu'ils songent un moment à défendre les lignes sur Fribourg et, tout au plus, ils tâcheront de jeter dans cette place quelque augmentation de troupes, comme tous les avis que nous avons jusqu'à présent marquent qu'ils n'ont pas d'autre dessein. Le premier corps qui marchera, commandé par M. le comte Dubourg, MM. les

chevaliers d'Asfeldt, Coigny et Vieuxpont, sera composé de l'infanterie de M. d'Asfeldt, de celle de M. Dubourg et des 6 bataillons que l'on a fait marcher à Haguenau pour escorter l'infanterie de Landau et de toute la cavalerie qui est le long du Rhin depuis Lauterbourg.

Si celle première investiture se trouve aussi aisée que nous avons lieu de l'espérer, on établira les troupes au delà de Fribourg, dans la vallée de Saint-Pierre, ainsi que ces MM. les officiers généraux le trouveront le plus convenable.

Si, contre tous les avis que nous avons actuellement, les ennemis étaient en force sur Fribourg, et telle que les premiers 30 bataillons ne pussent les déposter, nous prenons nos mesures pour soutenir cette première tête par 40 autres bataillons qui, cependant, ne pourront peut-être arriver que deux jours après, par les mouvements que nous sommes obligés de faire pour donner aux ennemis la plus vive inquiétude qu'il sera possible vers le côté de Mayence.

Pour cet effet, les troupes de M. le maréchal de Bezons, à la réserve de la garnison de Landau,

marcheront le 4 dans la plaine, qui est derrière le camp que l'armée du roi occupe actuellement près de Spire, ayant leur gauche vers Marientraut et postant 10 bataillons vers Manheim.

Pendant le séjour du 5, on fera dans le camp de M. d'Alègre, et ailleurs, toutes les démonstrations qui peuvent marquer que l'on veut marcher vers Mayence.

Comme l'on doit laisser 70 bataillons en tout à M. le maréchal de Bezons, qu'il doit être joint par les 2 bataillons des gardes Suisses, par 2 de Saint-Vallier et qu'il trouve sur la ligne ceux d'Enghien et d'Aunay, il sera tiré 6 bataillons de son armée qui iront camper dès le 4 à hauteur de Wissembourg pour se rendre le 6 sous Strasbourg avec les autres bataillons qui doivent composer les 30 de M. le comte Dubourg, c'est-à-dire que ces 6 bataillons marcheront du camp près de Landau le même jour que l'armée en partira pour s'approcher de Spire. Les 100 escadrons qui devront rester à M. le maréchal de Bezons seront composés en partie de ceux qui sont aux ordres de M. de Quadts et des troupes de MM. les électeurs de Ba-

vière et de Cologne, lesquelles il sera plus convenable de laisser de ce côté du Rhin que de les faire passer de l'autre côte, crainte de la désertion.

Tout le corps de M. d'Alègre, à cela près, s'ébranlera le 6 et marchera sur deux colonnes, une par Turkheim, laquelle campera près de Landau et continuera sa marche par Wissembourg sous le Fortlouis, l'autre par Marientraut, qui ira camper près Langembrich ; et, bien que l'ébranlement d'un corps aussi considérable ne puisse être caché, il est cependant bon que l'on ne batte ni ne sonne dans la marche, puisque, donnant tous les ordres possibles à tous nos postes le long du Rhin pour empêcher qu'il ne passe aucun vedelin aux ennemis, on peut se flatter de leur cacher pendant un jour l'ébranlement de l'armée, et, comme j'apprends par un courrier de M. le marquis d'Alègre que les villages voisins de son camp s'offrent à lui voiturier des fourrages, il sera bon qu'on leur en demande une quantité plus considérable, en sorte que l'on pourrait faire marcher une partie de la cavalerie de M. le maréchal de Bezons jusque vis-à-vis de Lambsheim ; elle



trouverait dans son camp du fourrage préparé pour deux jours, y demeurerait le 6, et, le 7, se rendrait au camp de Spire.

Ces diverses mesures peuvent ôter ou, du moins, différer à l'ennemi la connaissance de nos mouvements, et, ne fût-ce que pour un jour, c'est toujours un grand avantage.

Lorsque l'armée actuellement à Spire s'ébranlera, l'infanterie menée par M. d'Albergotty marchera à plus grandes journées qu'il sera possible pour aller passer le Rhin à Strasbourg; observant que, comme les 30 premiers bataillons passeront la nuit qu'ils arriveront sous Strasbourg au delà du Rhin, tout ce qui arrivera dans la suite ne campera point sous Strasbourg, mais, à quelque heure qu'il arrive, passera le Rhin et ira camper près de Kell.

La cavalerie menée par M. de Saint-Fremont passera le Rhin au Fortlouis, celle que mènera ensuite M. le marquis d'Alègre y passera le Rhin pareillement, à moins que l'on ne juge convenable que celle qui aura marché par Turkeim n'aille

tout droit à Strasbourg pour n'avoir pas trop de troupes à faire passer par le Fortlouis.

Les premiers arrivés avec M. de Saint-Fremont feront un mouvement vers Rastadt. Le jour d'après leur arrivée, je pourrai me trouver à la tête de ces troupes afin de donner aux ennemis toute l'inquiétude possible pour leurs lignes d'Etlingen.

M. le maréchal de Bezons, resté à la hauteur de Spire, fera raser par les dix bataillons qui seront près de Manheim le fort de Manheim, M. de Contade m'ayant dit qu'il pouvait être bien démoli en deux jours. Il faudra commencer à détruire les deux faces et la demi-lune avant que de raser les branches.

Il sera donné ordre pour le pain conformément au mouvement général, lequel sera communiqué au sr Paris, observant de ne l'envoyer à Strasbourg que précisément selon la nécessité et point d'avance pour qu'il ne passe point aux ennemis que l'on cuit à force à Strasbourg.

Ce mémoire communiqué à M. de Puységur, on examinera plus en détail les journées et les

lieux où les troupes iront camper, observant qu'il faut que l'infanterie fasse au moins six lieues par jour, c'est-à-dire qu'elle aille en quatre jours de Spire à Strasbourg, passant le Rhin le 4 ; ce que nous avons éprouvé à l'ouverture de la campagne ne nous fera pas trouver pareille diligence bien difficile.

L'on fera marcher toute l'artillerie de campagne de l'armée du Rhin, suivant la même route de l'infanterie ; il sera aisé de trouver deux marches libres le long du Rhin, et surtout par Haguenau. L'artillerie de M. de Bezons lui demeurera, M. de la Houssaye donnera ses ordres pour faire trouver des fourrages près de Lutterbourg et ailleurs. La répartition de MM. les officiers généraux sera faite hors ceux qui demeureront avec M. le maréchal de Bezons, tant de ceux qui devront marcher avec le premier corps commandé par M. le comte Dubourg, que de ceux qui marcheront avec M. de Saint-Fremont, M. d'Albergoty et M. le marquis d'Alègre.

Toutes les apparences veulent que le prince Eugène, ayant désormais toutes ses troupes, ne

voie pas commencer un nouveau dessein sans y apporter tous les obstacles possibles ; on a examiné tous les mouvements qu'il peut faire.

Si une fois nos premiers postes sont pris autour de Fribourg, il est difficile que l'ennemi puisse les attaquer avec avantage, n'y arrivant que par des défilés, et, comme il est obligé de faire le tour des montagnes, notre infanterie aura bien moins de chemin à faire pour aller soutenir celle qui occupera les premiers postes que l'ennemi pour les aller attaquer.

Si l'armée entière des ennemis se postait derrière les montagnes pour déboucher par Horneberg ou la vallée de Saint-Pierre et Walkirck, nous la voyons arriver par ces défilés et elle ne peut nous attaquer qu'avec un grand désavantage.

Il reste encore deux partis à prendre à l'ennemi, l'un de marcher avec toutes ses forces d'Etlingen et de venir chercher l'armée du roi par la plaine, l'autre de passer le Rhin pour venir aux lignes de la Lutter.

Pour obvier à ces deux desseins, il est résolu de laisser à M. le maréchal de Bezons 70 ba-

taillons, la garnison de Landau comprise, et 400 escadrons, lesquels, dès le 7, marcheront diligemment vers la Lutter ; et l'armée du roi, à la réserve de 40 escadrons et les 30 premiers qui doivent marcher à Fribourg, se postera sur la Kinche, cette rivière devant elle.

De l'armée de M. le maréchal de Bezons, il y aura 50 escadrons dans l'île de Fortlouis, lesquels, au premier mouvement des ennemis pour remonter vers la Kinche, marcheront diligemment et joindront l'armée du roi par le pont de Strasbourg ; des 35 bataillons de l'armée de M. de Bezons, on en laissera 15 dans Landau, il y en aura 25 qui marcheront sous Haguenau pour être en état de joindre aussi l'armée du roi par le pont de Strasbourg, en sorte que l'ennemi, marchant avec toutes ses forces, son canon, charrettes composées et tout l'attirail nécessaire pour une grande action, ne peut jamais arriver sur la Kinche et se préparer au combat que l'armée de M. le maréchal de Villars ne puisse être soutenue par toute celle de M. le maréchal de Bezons, du moins la plus grande partie.

Si l'ennemi passe le Rhin pour marcher vers Landau ou vers les lignes de la Lutter, M. le maréchal de Villars peut de suite les soutenir avec toutes les forces qu'il estimera nécessaires pour ne rien craindre. Si l'ennemi s'attache au siège de Landau, il ne peut avoir, selon les apparences, des forces suffisantes pour garder toute l'étendue de ses lignes ; et, sans quitter le siège de Fribourg, on peut pénétrer par les vallées de la Kinche, celles de Walkirck, de Saint-Pierre, se servir même des troupes du siège pour ce dessein, attaquer Villingen et s'étendre dans l'Empire. Voilà les premières dispositions que l'on peut imaginer pour assurer notre entreprise et sur lesquelles se régleront les vivres et les fourrages, observant, pour ne pas fouler l'Alsace, que la cavalerie de M. de Bezons tire le sien de l'autre côté du Rhin par le Fortlouis.

Comme il est encore incertain que toutes les troupes puissent s'ébranler le 6, les derniers ordres ne seront donnés que le 3, et, si, par le retardement des réparations de Landau et du ravi-

taillement, l'on ne s'ébranle que le 10, les derniers ordres ne seront donnés que le 7.

Cependant, on était toujours dans quelque inquiétude pour la subsistance. La plus solide venait des grains imposés aux ennemis, car les magasins du roi ne fournissaient rien. Mais les extrémités où s'était trouvé le maréchal de Villars en 1709 le rendaient plus hardi pour tout ce qui était sans comparaison moins difficile.

On apprit alors que toutes les troupes des ennemis étaient en mouvement, et, le 7, l'armée du roi ayant fait battre la générale, un quart d'heure après, on l'entendit battre dans tous les divers corps des ennemis de l'autre côté du Rhin.

Il était question de faire passer le Rhin aux Suisses, même à ceux du régiment des gardes, et cela n'était pas sans difficultés. L'intention du roi était qu'on les y obligeât, et l'on paraissait y être fondé sur un exemple de M. de Turenne. L'on se souvenait d'un discours qu'il avait tenu aux com-

mandants de ce corps auxquels il avait dit : « Que, naturellement, il ne parlait durement à personne, mais qu'il leur ferait couper la tête dans le moment s'ils refusaient d'obéir. »

On trouvait assez plaisant que M. de Turenne ne trouvât pas de dureté à menacer un homme de lui faire couper la tête.

Le maréchal de Villars, touché néanmoins de la douleur mortelle des officiers suisses, les laissa en deçà du Rhin, d'autant plus que, formant un siège sur les frontières de la Suisse, il trouva convenable au service du roi de ménager cette nation.

Le 9, on chanta le *Te Deum* dans l'église cathédrale de Spire pour la prise de Landau, et le doyen avec tout le chapitre en fit la cérémonie au hasard de déplaire à l'empereur. Ce fut cependant sans violence de la part du maréchal de Villars. Le doyen même s'y offrit, disant que la bonté que le roi avait eu de faire rebâtir leur église les obligeait à ce respect ; qu'ils y étaient portés de plus



par le bonheur actuel de leur ville qui s'enrichissait au milieu de la guerre par la liberté de vendre assez cher ses marchandises et par l'exacte discipline des troupes françaises.

Les difficultés des subsistances retardaient encore de quelques jours le principal mouvement. Le manque de chariots que M. de Lorraine refusa le plus longtemps qu'il lui fut possible, empêcha le maréchal de Villars de s'ébranler avant le 17 septembre.

La veille, le maréchal de Villars donna un grand bal à Strasbourg, et, pendant ce divertissement, les ordres se donnaient pour la disposition de l'attaque des retranchements de Fribourg.

Le comte Dubourg avait marché avec 40 bataillons. Dans le même temps, on paraissait vouloir attaquer les lignes d'Etlingen, et un corps de dragons entra dans la vallée d'Horneberg, comme si l'on avait voulu marcher vers Vilingen.

Le 18, le maréchal, en sortant du bal, partit dans sa chaise de poste et rejoignit le reste des troupes qui avaient marché le 17.

Le 19, on fit une assez grande marche, et, le 20, le maréchal joignit le comte Dubourg à trois heures après midi. Il avait ordonné à ce général d'attaquer dès la pointe du jour, et, en effet, il était d'une extrême conséquence de prévenir les ennemis qui pouvaient fortifier par les derrières un poste presque inaccessible par la nature du lieu. C'est une montagne nommée Roscoph [137] et célèbre par son escarpement. Le général Vau-bonne était posté sur le haut, fortifié par des re-tranchements que les ennemis avaient perfec-tionnés pendant le siège de Landau. Les redoutes étaient fraisées et palissadées, et la gauche de ce retranchement tenait au fort Saint-Pierre de Fri-bourg qu'on peut dire imprenable par sa situa-tion. Il y avait 18 bataillons impériaux en bataille sur la crête de la hauteur derrière ces retranche-ments et il était indispensablement nécessaire de

ne pas donner 24 heures aux ennemis pour envoyer de nouvelles troupes, ce qui leur était très facile.

Le comte Dubourg voulait des pioches, outils, fascines et plusieurs préparatifs pour l'attaque ; mais ils exigeaient trop de temps, et, pour n'en point perdre, le maréchal fit marcher dans le moment toutes les troupes. Il envoya le chevalier d'Asfeldt, lieutenant général, pour attaquer un retranchement des ennemis. C'était une demi-lune sur la droite du Roscoph, et en même temps le comte d'Estrades eut ordre de faire encore une diversion sur la gauche de ce que devait attaquer le chevalier d'Asfeldt.

Le maréchal marcha à la tête des premiers bataillons, ayant mis à la tête de tout 500 grenadiers. La montagne était si escarpée et le rocher si roide que le maréchal de Villars, monté sur un très bon cheval, sentit que les quatre jambes lui manquaient et qu'il se trouvait sur le point de rouler dans le précipice. Aussitôt, il se jeta à terre

quoique avec peine, parce que, étant estropié, il lui fallait deux hommes pour l'aider à monter à cheval.

On emporta les retranchements que les ennemis défendirent mal et on leur prit deux colonels avec plusieurs drapeaux. Le maréchal envoya le comte de Boissieux [138], son neveu, les porter au roi et lui apprendre l'heureuse nouvelle de ce qui venait de se passer. M. le duc, M. le prince de Conty, M. de Richelieu, le prince d'Épinoï et plusieurs autres étaient avec le maréchal de Villars. Toute l'infanterie des ennemis se jeta dans Fribourg, et, le jour suivant, le maréchal suivit leur cavalerie avec intention de s'avancer dans le pays autant qu'il serait possible. On trouva le fort d'Holgraben abandonné. Mais, comme nous l'avons déjà dit, le manque de pain avait différé la marche de cinq jours, et le maréchal se trouvait réellement sans aucune subsistance. Cependant, il fit donner tout ce qu'on put ramasser de pain dans l'armée à un détachement de 1,000 che-

vaux, la plupart dragons et houssards, pour marcher le plus avant qu'ils pourraient, et, de sa personne, il alla quatre lieues au delà de l'abbaye de Saint-Pierre, voulant qu'il se répandit chez les ennemis que l'armée du roi rentrait cette nuit dans l'Empire. Son souper fut médiocre. Mais, comme il savait que les troupes qu'il menait trouveraient du pain à leur retour dans le camp et qu'il connaissait l'importance dont il était de répandre une grande terreur dans un pays si couvert de lignes et de retranchements que les ennemis le croyaient inaccessible, il ne s'embarrassa pas de faire un peu jeûner la compagnie pendant deux jours : M. le duc lui donna à souper et le repas fut gaillard sans crainte d'indigestion. Pour les 1,000 chevaux dont nous avons parlé, ils allèrent jusqu'au delà de Rottweil et poussèrent des partis fort loin au delà du Danube.

Le maréchal de Villars régla tous les quartiers et prit tous les postes qui pouvaient rendre le secours de Fribourg difficile au prince Eugène, qui,

sans doute, l'aurait tenté, si l'on n'y eût mis des obstacles considérables.

On étendit les contributions fort avant dans l'Empire, et ce fut pour la troisième fois que le maréchal mena les troupes du roi au delà du Danube [139], ce qui ne leur était pas encore arrivé depuis les guerres de Gustave-Adolphe.

Le siège de Fribourg était certainement très difficile par l'excellence de la place. Trois forts qui occupaient toutes les montagnes rendaient cette entreprise presque impossible, surtout commencée dans la fin de septembre, et le fort de Saint-Pierre était regardé comme imprenable. Mais l'espérance du maréchal était fondée sur ce qui l'aurait peut-être fait perdre à un autre général : c'était une garnison de 19 bataillons, sans compter des détachements, et toute la noblesse du pays. Tous les officiers du corps de Vaubonne y avaient leurs femmes et la meilleure partie de leurs équipages qu'ils n'avaient pas eu le temps de sauver.

Le maréchal de Villars raisonna donc ainsi dès les commencements de son entreprise. Le siège de la ville peut être long, mais, n'étant pas secourue, on la prendra quinze jours plus tôt ou plus tard. Les ennemis ne sauraient mettre dans les forts de Saint-Pierre et de l'Étoile plus de 1,000 hommes. Par conséquent, étant résolu à ne donner aucune capitulation à la garnison qu'en rendant le tout, il compta que le fort Saint-Pierre lui serait rendu sans être attaqué. Ce qu'il avait prévu arriva, comme nous le verrons dans la suite.

Le 27, le maréchal régla les attaques avec le sr de Valory et les deux principaux ingénieurs : celle de la ville près de la porte de Saint-Martin et celle qui pouvait mener au fort Saint-Pierre par la vallée de Saint-Pierre.

Le sr de la Battue, qui avait commandé dans le château de Fribourg, voulait que l'on attaquât par la porte de la ville qui est au pied de ce château, et sa raison était que, par cette attaque, on pou-

vait saigner la rivière que l'on fait passer dans les fossés de la ville. Ce La Battue avait raison, mais Valory et les ingénieurs l'emportèrent auprès du maréchal de Villars. Tant il est vrai que l'on est souvent forcé de se rendre aux raisons de ceux que l'on charge directement de l'attaque ; et cela, parce que, quand on leur fait violence, ils voient avec plaisir tout ce qui ne réussit pas.

La tranchée fut ouverte la nuit du dernier septembre au 1<sup>er</sup> octobre ; on se servit d'un rideau le long de la rivière qui mène presque au pied du glacis de la porte Saint-Martin, qui était le côté de l'attaque.

Le maréchal était à la tête des travailleurs et rétablit dans le moment une petite alarme qui pouvait les disperser. On ne perdit cette première nuit que dix hommes tués ou blessés avec deux capitaines et la tête du travail fut poussée à 200 toises de la palissade.

On fut informé le 1<sup>er</sup> octobre que l'entrée des troupes du roi dans l'Empire, dont les partis



avaient été plus de 20 lieues au delà de la source du Danube [140], avait obligé les États de Suabe à demander une assemblée des cercles voisins. Circonstance qui pouvait presser la Cour de Vienne à songer sérieusement à la paix.

Les ennemis firent sur le soir du même jour une grosse sortie. Mais les bataillons de la reine, qui étaient à la tête de la tranchée, en sortirent et rechassèrent les ennemis. Le sr de Beaujeu, qui suivait le maréchal de Villars, eut la jambe emportée d'un boulet de canon. Il était brigadier et faisait la charge de maréchal des logis général de la cavalerie. Il n'y eut dans cette affaire que trois ou quatre capitaines tués ou blessés, et les ennemis perdirent un assez grand nombre de soldats.

Le 3, le maréchal de Villars alla reconnaître les postes qu'il pouvait prendre pour l'armée du roi, en cas que le prince Eugène voulût marcher par la plaine pour venir l'attaquer et secourir Fribourg. Comme le côté des montagnes était le plus dangereux, il avait commencé par y ordonner des

ouvrages qui pouvaient rendre cette route bien difficile aux ennemis.

On plaça, la nuit du 4 au 5, 28 pièces de 24 en batterie contre la ville et le château.

Le même jour, le maréchal apprit que le baron de Hontheim [141], principal ministre de l'électeur palatin, venait le trouver secrètement, mais avec des pouvoirs pour entrer en négociation.

Le 7, les ennemis firent une assez grande sortie sur les travailleurs. Le marquis de Nangis, qui commandait la tranchée, fit sortir les grenadiers et l'on fit rentrer les ennemis dans le chemin couvert avec assez de pertes de leur part.

Le sr Desguidy, capitaine des gardes du maréchal de Villars, fut blessé.

Notre canon commença à imposer à celui des ennemis qui nous avait tué assez de gens.

Le maréchal apprit que le prince de Savoye était parti de son camp près d'Etlingen pour s'approcher de l'armée du roi et qu'il passait derrière les Montagnes-Noires. Ce mouvement obligea le

maréchal de Villars à prendre de nouvelles mesures pour n'avoir rien à craindre de ce côté.

Le 9, les ennemis firent une sortie sur l'attaque du château où le terrain leur était fort avantageux, puisqu'ils descendaient sur nos gens par un escarpement de montagnes très difficile. Nous y eûmes trois capitaines de grenadiers tués, l'un desquels était fils de milord Melford, et près de 80 soldats tués ou blessés. Les ennemis y perdirent beaucoup. Les logements furent rétablis et même avancés de 30 toises. À l'attaque de la ville, on embrassait la lunette par deux sapes.

Comme les ennemis pouvaient marcher à l'armée du roi par le derrière des montagnes ou par la plaine, le maréchal de Villars prit toutes les mesures possibles pour rendre leur marche infructueuse ; il n'oublia rien pour empêcher qu'ils ne pussent donner jalousie d'un côté dans le dessein d'attaquer de l'autre, et les força à se déterminer en sorte qu'il eût toujours le temps de leur opposer toutes ses forces.

Pour cela, il fortifia le côté des montagnes, ne laissant de pays accessible que par la plaine. Pour y marcher, les ennemis étaient contraints de se faire suivre par un attirail prodigieux de chariots. Et, en effet, étant obligés de partir d'Etlingen et n'ayant aucune place derrière eux, ils étaient coupés par Strasbourg et le fort de Kell dès qu'ils passaient la Kinche.

Il leur était impossible d'espérer aucun succès, puisque le maréchal avait eu le temps de porter le gros de ses forces dans les retranchements qu'il avait préparés, et, dès là, le secours de Fribourg ne se pouvait tenter qu'avec de si grands périls que le prince Eugène n'aurait pu raisonnablement se flatter de réussir.

La nuit du 12 au 13, il y eut une affaire très sérieuse et très sanglante à l'attaque du château. Le chevalier de Pezeux ayant voulu se loger sur le chemin couvert de la redoute attaquée, les ennemis firent jouer une mine qui renversa le logement et jeta nos gens hors du travail commen-

cé, et même de la tête de la tranchée. M. de Pezeux le regagna l'épée à la main à la tête des bataillons de Laval, le colonel les ayant menés du bas de la tranchée avec la plus grande valeur. Il y eut à cette action sept capitaines tués ou blessés et M. de Laval le fut très dangereusement. Le maréchal de Villars avait une grande estime pour lui et le regardait comme un homme très propre à bien servir.

Le 13 octobre, le maréchal de Villars alla reconnaître les vallées de Stauffen, Totnau et d'Obrelet, sur ce qu'on lui avait dit que les ennemis, après s'être présentés à la vallée de Saint-Pierre, pouvaient très aisément retourner par les vallées que nous venons de nommer et l'attaquer. Pour être entièrement tranquille, le maréchal envoya le général Dillon avec un corps occuper les crêtes de ces montagnes. Ces précautions prises, l'ennemi ne pouvait plus s'approcher de l'armée du roi que par la vallée de Saint-Pierre ou par la

plaine, avenues que l'on rendait impossibles par les mesures déjà prises.

La nuit du 13 au 14, l'attaque du chemin couvert et d'une lunette qui le couvre ayant été résolue, on commanda 40 compagnies de grenadiers soutenues de plusieurs bataillons. Le hasard fit que les ennemis ayant résolu de leur côté une sortie de 1,200 hommes commandés par le général de Weitersheim, deux brigadiers et deux colonels, ces troupes se mettaient en bataille sur le glacis, lorsque nos grenadiers sortant de la tranchée pour l'attaque résolue, les ennemis, qui voulaient attaquer, virent qu'ils l'étaient eux-mêmes en sortant. Tout fut renversé, on en tua un grand nombre et l'on amena le général ennemi au maréchal de Villars qui était à la tête de l'attaque. Ce qui était destiné à cette sortie étaient tous gens choisis et ce qui n'était pas encore sorti du chemin couvert fit un très grand feu.

La lunette était gardée par 200 hommes choisis qui se défendaient avec une grande fermeté.

Le marquis de Vivans marcha à la tête de 4 bataillons pour soutenir les grenadiers qui attaquaient la lunette.

Comme la résistance des ennemis était opiniâtre partout et que le maréchal de Villars ne voulait pas manquer le logement, il fit soutenir l'attaque des 2,000 grenadiers par 30 bataillons, et, enfin, après deux heures de combat, tout fut emporté.

Les comtes de Broglio, de Nangis, de Silly et plusieurs autres officiers généraux volontaires furent toujours à la tête de tout. Le sr de Contade, major général, servit avec beaucoup de valeur et de capacité.

La perte fut considérable, presque tous les capitaines de grenadiers ayant été tués ou blessés. Le duc de Richelieu, aide de camp du maréchal, fut blessé à la tête, et le maréchal lui-même reçut à la hanche un coup de pierre si violent que ses habits en furent percés en plusieurs endroits. Le duc de Guiche était aussi volontaire.

Nos grenadiers qui, d'abord, étaient entrés dans la lunette en furent chassés. Mais les officiers généraux que nous venons de nommer, secondant M. de Vivans, y rentrèrent à la tête des régiments de Poitou et du Royal-Roussillon. Les 200 hommes qui défendaient cette lunette furent tous tués, n'ayant jamais voulu de quartier. Les ennemis perdirent beaucoup à cette action, mais elle nous coûta près de 2,000 hommes. La valeur du soldat y fut portée au plus haut point. Tous ceux qui retiraient leurs officiers blessés retournaient au combat avec une ardeur qu'on ne saurait trop louer [142].

Cependant, il était si important de ne pas manquer le logement que le maréchal avait fait marcher jusqu'à 30 bataillons pour soutenir l'attaque; et, en effet, comme la saison était avancée et que la neige couvrait la terre, il ne fallait pas mollir dans une occasion si décisive.

Le 15, le gouverneur de Fribourg proposa une suspension pour retirer et enterrer les morts. Elle



était d'autant plus nécessaire que la puanteur était insupportable dans les boyaux.

Cependant l'attaque du château avançait peu. Le maréchal n'en avait jamais espéré un grand succès, ne comptant sur la prise du château que par celle de la ville. Les ennemis firent un signal du haut du fort Saint-Pierre et l'on eut lieu de croire que c'était pour avertir le prince de Savoye qu'ils étaient pressés.

Le prince s'avança le 12 sur les hauteurs de Holgraben avec le reste de son armée, y demeura un jour entier et se retira.

Le 12 octobre, on commença à travailler à six batteries sur le chemin couvert, afin de battre les deux faces des bastions attaqués.

Le maréchal de Villars fut pressé alors, même par les princes du sang, de laisser sortir des dames de Fribourg. Mais il les supplia de trouver bon qu'il ne diminuât en rien l'inquiétude des ennemis et surtout des plus galants de leurs géné-

raux. Ainsi, il persista dans une dureté qui lui fut très utile.

Le maréchal apprit en même temps que, malgré la Cour de Vienne, les États des cercles de Suabe avaient formé une assemblée pour veiller à la sûreté de leurs provinces.

On pressait les batteries, le maréchal compta qu'elles commenceraient à tirer le 19, et, le 20, toutes furent servies à souhait. On renversa la contrescarpe dans le fossé où l'on commença à jeter des fascines et des sacs à terre. On travailla aussi à saigner le fossé qui était plein d'eau.

Mais les ennemis avaient deux batteries dans les flancs bas couverts par les oreillons des bastions qui rasaient toujours le fossé et trop basses pour que notre canon pût bien les voir.

Cependant le maréchal avait fait loger le baron de Hontheim, premier ministre de l'électeur palatin, et qui parlait aussi pour l'empereur, dans un petit village au delà de Brisach, où il allait s'entretenir la nuit avec lui. Quoiqu'on vit un dé-

sir de traiter, il était cependant aisé de connaître que toute la négociation dépendait du siège de Fribourg. Le baron de Hontheim assura néanmoins le maréchal de Villars que le prince Eugène avait les pleins pouvoirs de l'empereur et qu'il ne serait question d'aucune conférence qu'on ne fût muni desdits pleins pouvoirs [143].

Le 27, les ponts sur le fossé étaient assez avancés, mais, comme il était très profond, il fallait que les matériaux qui le comblaient touchassent le fond pour les rendre plus solides. Le pont qui allait à la demi-lune étant achevé, elle fut attaquée et emportée le 19 et 150 des ennemis qui la défendaient furent tués ou pris.

Le 20, il parut, à huit heures du matin, un drapeau blanc sur la brèche des bastions, et le marquis de Villeroy amena deux des principaux magistrats de la ville de Fribourg au maréchal de Villars pour lui apprendre que le baron d'Harsch, gouverneur, les avait abandonnés. Le premier soin du maréchal fut de courir à l'attaque pour

sauver la ville. Le duc de Tallard, colonel de tranchée, avec beaucoup de peine, empêchait le soldat d'entrer, mais, comme il ne le pouvait que par les ponts de fascines, on en vint à bout avec quelque peine, et, en même temps, on fit entrer le régiment des gardes dans la ville.

Le maréchal de Villars fit enfermer dans le couvent et dans le jardin des Capucins plus de 5,000 prisonniers que le gouverneur abandonnait à sa discrétion, aussi bien que toutes les femmes des généraux et officiers avec tous leurs équipages qu'ils avaient laissés dans la ville. Le sr de Contade, major général, fut envoyé pour porter à la Cour cette heureuse nouvelle.

Le maréchal fit dire au gouverneur que, si l'on tirait un seul coup des tours et du château où il s'était retiré, il ferait tout passer au fil de l'épée. Cette menace contint le gouverneur et on rétablit l'ordre dans la ville où régnait une confusion horrible. Le maréchal lui demanda un million pour le

roi si elle voulait être préservée du pillage et de l'incendie.

Le maréchal fit dire ensuite au gouverneur que, comme il lui avait abandonné à sa discrétion plus de 3,000 hommes de la garnison blessés ou autres, il ne leur serait fait aucun mal, mais qu'ils n'auraient d'autre subsistance que celle qui leur serait envoyée du château. Sur cette déclaration, le gouverneur demanda permission d'envoyer des officiers principaux au prince de Savoye pour lui apprendre leur situation. L'ordre qu'il en avait était de se défendre jusqu'à la dernière extrémité avec promesse de les secourir.

On trouva dans la ville 30 pièces de 24 en état de servir et le maréchal les fit mettre en batterie. Ainsi, l'on prépara pour battre le château 60 pièces de 24 et 40 mortiers qui furent mis en batterie sans essuyer un seul coup de fusil, en attendant les réponses que l'on aurait du prince Eugène, sur la permission de rendre le tout, demandée par la garnison retirée dans les châteaux.

Le gouverneur écrivit une lettre très pathétique au maréchal de Villars et lui manda que son honneur et celui de la garnison ne lui permettaient pas de se défaire des vivres qui lui étaient nécessaires pour suivre les ordres de son maître et de son général, et qu'il ne croyait pas que la religion du maréchal de Villars lui permit de faire mourir des chrétiens dont il était le maître.

Le maréchal lui répondit que son honneur, sa religion et ce qu'il devait à son maître et à ses Français ne lui permettaient pas de laisser du pain à un ennemi qui n'en voulait qu'afin de tuer les Français ; qu'ainsi le gouverneur enverrait du pain aux soldats qu'il avait abandonnés ou qu'il répondrait à Dieu de ceux qui périraient à ses yeux.

Cette dispute dura près de deux jours [144]. À la fin du second, le maréchal de Villars fit porter aux barrières du château près de vingt soldats mourants des ennemis. La garnison du château, voyant périr ses camarades, obligea le gouver-

neur à donner du pain et de la viande aux prisonniers et retira dans le château ces vingt malheureux qu'on y avait portés à la barrière. Dès ce moment, le maréchal de Villars, qui savait fort bien que les troupes des châteaux n'avaient pas des vivres pour deux mois et qu'elles étaient forcées de les partager à plus de 5,000 hommes abandonnés dans la ville, compta bien sûrement d'en être le maître trois semaines après.

Cependant sa fermeté fut blâmée des dames de la cour de France et même de quelques officiers généraux de son armée. Le sr du Guerchois, qui en fut informé, lui envoya plusieurs exemples qu'il avait recueillis dans l'histoire pour l'exhorter à tenir bon. Le maréchal n'avait garde de négliger la seule voie qu'il avait d'être entièrement maître de cette importante et forte place dont il y avait des parties imprenables, et son projet eut dès le commencement l'heureux succès qu'il en avait espéré. En effet, il avait toujours compté que la très nombreuse garnison de la place lui en pro-

curerait la conquête ; bien résolu de ne donner de capitulation à l'ennemi que quand il lui livrerait le tout.

Le gouverneur voulut éviter cet inconvénient en abandonnant 5,000 hommes dans la ville. Le maréchal y remédia en obligeant ce qui s'était retiré dans les forts de nourrir ceux qu'ils avaient abandonnés à sa discrétion. Il voulait, en attendant les réponses du prince Eugène, marcher avec une partie de l'armée à la tête du Danube et pousser des partis considérables dans l'Empire ; mais, quelque diligence que pût faire le sr Paris, munitionnaire général, il lui fut impossible de donner du pain aux troupes pour huit jours d'avance. Ainsi ce dessein fut rompu par l'impossibilité de la subsistance.

Le maréchal alla loger dans la ville de Fribourg pour être derrière les batteries de canon et de mortiers qu'il destinait à raser le château.

Le gouverneur fit de nouvelles difficultés pour laisser nos travailleurs sans obstacles de sa part,



mais il fut arrêté par les précédentes menaces réitérées et l'on mit tout en état de tirer le 12 novembre.

Le 10, le général Vactendonc [145] fut envoyé au maréchal par le gouverneur pour lui dire que la réponse du prince Eugène ne lui donnait pas une liberté entière, et ce général demanda permission au maréchal d'aller encore trouver le prince Eugène. Le maréchal lui répondit qu'il ne pouvait le permettre qu'à condition que le fort Saint-Pierre lui fût remis dans le moment ; proposition qui fut refusée. Mais, comme le maréchal avait besoin de cinq ou six jours encore pour recevoir l'augmentation d'artillerie qu'il attendait, il permit au général Vactendonc d'aller trouver le prince Eugène, à condition qu'il serait de retour le cinquième jour. Cependant, il fit les dispositions nécessaires pour faire attaquer Kirn et Fraerbach immédiatement après la prise de Fribourg.

Le 15 au soir, le général Vactendonc, envoyé au prince Eugène par le gouverneur, revint et lui apporta la permission de rendre les forts et châteaux. Le maréchal de Villars envoya le duc de Richelieu porter au roi cette grande et heureuse nouvelle. On trouva dans les forts et châteaux une quantité prodigieuse de munitions de guerre et d'artillerie.

Quoique l'on fût à la fin de novembre, les troupes étaient dans une si grande abondance de fourrages que telle compagnie de cavalerie avait 50 sacs de grains d'avance. Aussi le maréchal, en rendant compte au roi de cette subsistance, le supplia de vouloir bien se souvenir des difficultés que lui avaient faites les généraux auxquels les cabales de cour lui avaient proposé de destiner le commandement de ses armées. Il lui rappela que, n'espérant pas pouvoir faire subsister les forces que Sa Majesté voulait leur destiner, ils se préparaient à une guerre défensive au lieu des deux importantes conquêtes qu'il venait de faire.

La garnison des forts les remit le 18 novembre, et, le même jour, toutes les troupes de l'empereur sortirent des ville, châteaux et forts de Fribourg. Il y avait deux pieds de neige sur la terre et l'on fut obligé d'ouvrir les chemins déjà bouchés par les neiges, afin que les troupes ennemies pussent arriver à Vilingen.

Sur la lettre que le prince Eugène écrivait au maréchal de Villars par laquelle il l'assurait qu'il avait reçu les pleins pouvoirs de l'empereur pour traiter de la paix et que l'empereur convenait du château de Rastat pour les conférences, le maréchal, qui avait aussi reçu les pleins pouvoirs, fit réponse au prince Eugène qu'il partait le 20 pour Strasbourg où il le priait de lui mander le jour qu'il voudrait se rendre à Rastat et l'arrangement qu'il jugerait à propos de prendre pour leur suite, leur garde et, en général, pour ce qui lui paraîtrait le plus commode pour leur dignité et la sûreté du pays.

Le maréchal vit sortir le 20 les troupes ennemies. Celles qu'on rendit de la ville jointes à celles qui sortaient des châteaux passaient 8,000 hommes, et l'empereur en avait perdu au siège près de 6,000. La terre était, comme on l'a dit, si couverte de neige que ces troupes ne pouvaient passer le Holgraben qu'en deux jours.

Le maréchal disposa tout pour la séparation de l'armée, et, comme elle était de près de 200 bataillons et 360 escadrons, il n'était pas possible que les routes et les étapes ordinaires fussent suffisantes. Il fit donc prendre du pain pour cinq jours, fit suivre les divers corps par toutes les charrettes qu'il avait, tant de l'Alsace que de la Lorraine, jointes à celles des vivres, ordonnant aux troupes de partir à mesure que les fourrages commenceraient à manquer dans leur camp. Par ces précautions, une armée plus nombreuse qu'on n'en avait vu depuis plusieurs siècles fut séparée sans désordre.

Le maréchal reçut le 21 une lettre du prince de Savoye pour arrêter le jour qu'ils se rendraient dans le château de Rastat. On y envoya des maréchaux des logis pour régler les logements et le maréchal de Villars prit ses mesures pour y arriver le 26.

FIN

## Notice BnF

Titre :

Mémoires du maréchal de Villars. Tome 3 / publiés,  
d'après le manuscrit original, pour la Société de l'histoire  
de France, et accompagnés de correspondances inédites par  
M. le Mis de Vogüé,...

Auteur :

Villars, Louis-Hector (1653-1734). Auteur du texte

Auteur :

Villars, Louis-Hector (1653-1734). Auteur du texte

Éditeur :

Renouard (Paris)

Éditeur :

H. Loones (Paris)

Date d'édition :

1884-1904

Contributeur :

Vogüé, Melchior (1829-1916; marquis de). Éditeur scientifique

Sujet :

France (1643-1715, Louis XIV)

Type :

monographie imprimée

Langue :

français

Langue :

Français

Format :

6 vol. : tableau généalogique ; in-8

Format :

Nombre total de vues : 397

Description :

Comprend : Correspondances inédites

Description :

Contient une table des matières

Description :

Avec mode texte

Droits :

domaine public

Identifiant :

ark:/12148/bpt6k6565039g

Source :

Bibliothèque nationale de France, département Philosophie, histoire, sciences de l'homme, 8-LB37-5063 (3)

Notice d'ensemble :

<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34024217k>

Provenance :

Bibliothèque nationale de France

Date de mise en ligne :

03/02/2014



## Notes

**1** Ch.-Aug. de Goyon de Matignon, marquis de Gacé, né en 1647, était lieutenant général depuis 1693 ; il quitta le service après la défaite d'Oudenarde et mourut en 1729.

**2** Ch.-Eug., marquis de Lévis, avait servi comme brigadier de cavalerie et maréchal de camp sous Villars, de 1703 à 1707 ; il fut créé duc et pair en 1718, cordon bleu en 1732 et mourut en 1734.

**3** Louis-Anne Damas, comte de Ruffey, brillant officier de cavalerie, se distingua à Carpi (1702), à Asti (1705), où il fut blessé, à Oudenarde, où il fut fait prisonnier, à Malplaquet, à Denain. Il ne fut nommé lieutenant général que le 29 mars 1710 ; sous-lieutenant des mousquetaires, sous-gouverneur de Louis XV. Il mourut en 1722.

**4** Cette lettre ne s'est pas retrouvée.

**5** Tout le détail de la conspiration et la lettre par laquelle Villars annonce l'avortement sont imprimés dans Pelot, VII, 480. Le Suisse qui vint révéler la trahison de Huster s'appelait Rousselet de Charpillot.

**6** Bergheyck administrait les Pays-Bas au nom du roi d'Espagne : c'était un homme de sens et d'esprit, habile et désintéressé. Appelé à ces hautes fonctions sous Charles II, il ne les quitta qu'après la perte totale des Flandres, représenta Philippe V au congrès d'Utrecht, puis se retira.

**7** Fr. Rouxel de Medavi, marquis de Grancey, né en 1666, maréchal de camp en 1706, lieutenant général en 1718, mourut en 1729.

**8** Cet état a été imprimé par Pelet, VIII, 507 ; il porte en total 41,900 hommes et 10,000 chevaux.

**9** Ant.-Balth, de Longecombe, marquis de Thouy, lieutenant général de 1701, se distingua à la prise de Cessanne, puis en Espagne (1710), où Philippe V le nomma capitaine général (1711) ; gouverneur de Belle-Isle (1722), il mourut en 1726.

**10** Jér-Fr. L'Écuyer, comte de Muret, maréchal de camp en 1704, lieutenant général eu 1710 : se distingua

à l'armée d'Espagne (1711-1713), grand-croix de Saint-Louis, mourut en 1741.

**11** Pierre Le Guerchois, brigadier de 1704, maréchal de camp en 1709, lieutenant général en 1718, fut tué à la bataille de Parme, 29 juin 1724.

**12** Jacq.-Ch. Andrault de Maulevrier, bailli de Langeron, chef d'escadre des galères, se distingua lors de la peste de Marseille., fut nommé commandant de la ville, lieutenant général en 1722, et mourut en 1729.

**13** La dépêche du 1<sup>er</sup> juillet par laquelle Villars informe le roi des dispositions prises, de concert avec M. de Medavi, est imprimée dans Pelet, VIII, 217.

**14** Charles, comte de la Motte-Houdancourt, fils du maréchal, lieutenant général depuis 1702, rendit Gand le 30 décembre 1708, quelques jours avant la gelée qui eût fait lever le siège, et quitta le service ; il mourut en 1728 à quatre-vingt-cinq ans.

**15** Villars rendit compte au roi de ces combats heureux le 6 août ; le roi, en le félicitant par dépêche du 10, ajoute : « Je ne sais pourquoi vos lettres sont remplies d'inquiétudes sur les discours publics ; vous savez par votre propre expérience que j'ai toujours rendu justice

à votre zèle, et que rien ne peut altérer la vérité ni la récompense des services utiles. »

**16** Ce commandant s'appelait M. de la Boulaye ; il fut convaincu de lâcheté et soupçonné de trahison ; le conseil de guerre le condamna à la dégradation, à la prison perpétuelle et à la confiscation de ses biens. Villars, après avoir beaucoup contribué à la condamnation, intercédait pour que les biens confisqués fussent remis à la famille. *Villars à Voysin*, 10 janvier 1710.

**17** Alex.-Thomas Dubois de Fiennes, bailli de Givry, né en 1671, commandait alors le régiment d'infanterie de la Marche : brigadier en 1710, il devint lieutenant général en 1734 et fut tué le 15 juillet 1744 dans un combat près de Château-Dauphin.

**18** Aoste et Lanzo.

**19** La lettre par laquelle M. de Barrière raconte au maréchal la reddition de Fénestrelles est imprimée dans Pelet, VIII, 609 ; elle se termine ainsi : « Quand tout le monde dirait que nous avons fait notre devoir, je n'en serai jamais persuadé, Monseigneur, que je n'en suis assuré de votre part. »

**20** Mlle de Montigny, qui avait succédé à la comtesse d'Arco comme maîtresse déclarée. L'électeur la

maria en mars 1715 avec le comte d'Albert, qu'il emmena à Munich comme grand écuyer. Voyez *Saint-Simon*, XI, 93.

**21** En racontant cet incident au roi, par dépêche du 26 mars de Valenciennes, Villars ajoute : « L'opinion établie de l'aversion de M. l'électeur de Bavière pour moi m'a obligé à rendre ce petit compte à Votre Majesté de mon séjour à Mons. »

**22** Par lettre du 3 avril, Villars avait demandé à Mme de Maintenon de solliciter pour lui le gouvernement qu'il croyait vacant par la mort du duc d'Estrées. Il avait transmis en même temps une requête du cardinal de Bouillon, alors en disgrâce, et qui s'engageait à ne pas approcher de la cour de plus de quinze lieues, si le roi lui laissait la liberté d'aller et de venir. Nous avons publié cette lettre avec les autres correspondances de Mme de Maintenon dans notre *Villars*, t. I, p. 316.

**23** Voyez à l'appendice le texte de cette lettre et quelques autres extraits de la correspondance de Villars.

**24** Villars écrivait à Chamillart le même jour : « Le sieur Fargès veut tout abandonner, je lui écris la plus forte lettre qu'il m'est possible pour le ranimer. Le sieur

Paris devrait être ici. Raffy est troublé quand je lui en parle : il n'a rien... Il n'est pas arrivé une pistole de tout ce que l'on m'avait promis. Vous voyez à quoi je suis réduit. La tête ne me tournera pas, car, Dieu merci, je l'ai bonne, mais l'état est violent. » Chamillart répondit le 25 : « La tête me tournera encore moins qu'à vous, parce que je ne suis plus garant des événements et que c'est à celui qui est chargé des finances à fournir les moyens... ; je n'ai pas le cœur moins serré que vous. » (Pelet, IX, 17).

25 Nous donnons la lettre à l'appendice.

26 Imprimée dans Pelet (IX, 21) ; on y lit ces mots : « J'ai grande confiance en votre bonne volonté, votre activité et votre bonne conduite. » Mme de Maintenon écrivait à Villars presque en même temps : « Mon espérance est en Dieu et en vous, qui ne vous laisserez pas surprendre et qui ne pouvez être accablé que par le nombre ; au reste, je ne cesse de persécuter le roi, M. de Chamillart et M. Desmarets pour votre subsistance. Nos maréchaux de France... ont, Monsieur, une très grande opinion de vous. »

27 Il écrivit en même temps à Chamillart une lettre que nous donnons à l'appendice. Le roi répondit qu'il avait assuré la survivance de la charge au prince de Ta-

rente, fils aîné du duc de la Trémoille ; Villars demanda alors la pairie, Mme de Maintenon répondit le 19 juin : « Je voudrais bien, Monsieur, que vous n'augmentassiez pas les peines du roi en l'exposant à vous refuser quelque chose. »

**28** Par lettre du 10 juin 1709.

**29** Villars fit pourtant commencer, ce même 14, un camp retranché qui fut terminé en cinq jours. Il fit aussi tracer des lignes et établir des postes fortifiés depuis Douai jusqu'à Saint-Venant, de manière à ne laisser à l'ennemi d'autre débouché que la Bassée (Pelet, IX, 30).

**30** Les ordres de bataille du 24 juin publiés dans Pelet (IX, 311, 312) donnent aux armées d'Eugène et de Marlborough 164 bataillons et 271 escadrons ; il y avait en outre un corps séparé du côté d'Alost.

**31** Sous le nom de chevalier de Saint-Georges, Mme de Maintenon le recommanda à Villars par lettre du 14 juin. « Il a une grande passion de vous suivre partout, et le roi dit que, si cela est, il aura un peu de mouvement. C'est un aventurier qui n'en saurait trop faire : s'il périt, il n'a plus besoin de rien ; s'il vit et qu'il vous suive, il aura une réputation qui contribuera à le rétablir. »

**32** Villars, par lettre du 1<sup>er</sup> juillet (Pelet, IX, 42), proposa de profiter de l'immobilité des ennemis devant Tournay pour pousser des partis en Belgique ; le roi ordonna de rester sur la défensive.

**33** La lettre est du 10 juillet : « Si l'on ne peut espérer la paix, les subsistances ne sont pas extrêmement assurées ; il faut chercher une action, puisqu'elle peut être heureuse, moyennant quoi tout serait rétabli, et qu'enfin il vaut encore mieux que l'armée soit dissipée par les armes que par la faim. » Villars écrivit encore le 18 au roi : « Vous avez présentement une belle cavalerie. Votre Majesté est-elle assurée de fonds pour l'entretenir cet hiver et la remettre au printemps ? Une heureuse bataille, que j'espère de la bonté de Dieu, de la justice de vos armes et du courage de vos troupes, rétablira tout, et une mauvaise ne sera pas plus dangereuse que le malheur de voir dépérir les troupes faute de paiement et de subsistances. »

**34** Imprimée dans Pelet, IX, 60.

**35** Villars répondit le 25 juillet : « Je remercie humblement Votre Majesté de la confiance dont elle m'honore ; je sais, dans l'état où est le royaume, quelle suite pourrait avoir une affaire générale, mais je n'oublierai rien aussi pour persuader à l'ennemi que, dès que je le



pourrai trouver en des pays ouverts, je la chercherai ; cette opinion le contiendra. »

**36** Louis-Ch. de Hautetort, marquis de Surville, lieutenant général depuis 1702, se distingua à la bataille de Spire (1703), fut blessé à la défense de Lille (1708) et ne rendit Tournay que faute de vivres. Après cet échec, il quitta le service, et mourut, en 1721, à soixante-trois ans.

**37** Voyez à l'appendice la correspondance échangée à ce sujet entre Villars et Marlborough.

**38** La lettre du 6 août, par laquelle le roi conseille la prudence, est imprimée dans Pelet, IX, 74.

**39** La cour aurait préféré que Villars se tint sur la Lys, mais il lui démontra qu'il était plus important de tenir l'Escaut et la Scarpe, et fut approuvé.

**40** Toutes les instructions de Villars pour la défense de ces lignes furent résumées dans un mémoire au roi du 30 août qu'on trouvera imprimé dans Pelet, IX, 338.

**41** C'est le seul reproche que l'on puisse faire à Surville ; sa défense fut héroïque et l'ennemi lut rendit plus de justice que Villars ; la garnison avait perdu plus de

3,000 hommes sur 7,000 et tué plus du double à l'ennemi.

**42** Le détachement ennemi était commandé par M. de Pallant; le détachement français par M. de Griffeuil.

**43** Villars écrivait à Mme de Maintenon le 29 août : «... Il y a des choses que j'avais pensé nécessaires pour le jour d'une grande action. Sa Majesté ne les a pas approuvées. Il est surprenant que l'on voie approcher une bataille qui doit décider du sort de l'État sans que personne parte pour s'y trouver; quand Charles-Quint assiégea Metz, tous les princes du sang s'y jetèrent. » Mme de Maintenon répondit le 2 septembre : «... Je sais ce que vous avez proposé au roi en temps de bataille; il ne voit point de jeunes gens autour de lui et il croit que les princes ne feraient que vous embarrasser. Sa confiance est en Dieu, en vous et en la valeur de ses troupes. »

**44** Jean de Gassion, neveu du célèbre maréchal, avait alors soixante-treize ans, il servait depuis quarante-deux ans sans interruption, était lieutenant général depuis 1696. À Malplaquet, il chargea trois fois à la tête de la maison du roi, combattit encore en 1710, 11 et 12, et mourut en 1713 sans être maréchal de France;

« on en avait fait plus d'un qui ne le valait pas, » a écrit Saint-Simon, X, 110.

**45** Villars fut très touché de l'abnégation du maréchal de Boufflers ; il écrivit des lettres émues au roi, à Mme de Maintenon, à d'Artagnan.

**46** Jos. de Mesmes, marquis de Ravignan, était brigadier d'infanterie depuis 1704 Lieutenant général en 1718, grand-croix de Saint-Louis en 1737, il mourut, en 1742, à Donauwerth.

**47** Il résulte de la confrontation des dates que, lorsque Villars fit partir Luxembourg, l'avant-garde ennemie arrivait sur la Trouille, précédant toute l'armée alliée.

**48** D'après les publications officielles, l'armée alliée comptait en tout 162 bataillons, 300 escadrons et 120 canons, l'armée française 130 bataillons, 260 escadrons et 80 canons, soit une infériorité de 32 bataillons, 40 escadrons et 40 pièces de canon ; l'écart était diminué par les garnisons et détachements que l'ennemi avait dû laisser à Tournay et sur différents points ; augmenté par ce fait que les effectifs des alliés étaient plus forts que ceux de l'armée française. Noorden, écrivain très consciencieux, évalue la supériorité numérique des

alliés à un peu plus de 10,000 hommes et 25 canons. Ce chiffre paraît assez près de la vérité.

**49** Malo Aug., marquis de Coëtquen, servit comme colonel d'infanterie sous Villars depuis 1702. Maréchal de camp en 1708. Sa blessure l'empêcha de continuer à faire la guerre ; il reçut le gouvernement de Saint-Malo, où il mourut, en 1717, avec le grade de lieutenant général.

**50** Voyez *Saint-Simon* (VII, 96).

**51** L. Vincent, marquis de Guesbriant, né en 1659, entra au service en 1676, Maréchal de camp en 1702, lieutenant général en 1701, blessé à Turin et à Malplaquet, cordon bleu en 1711, il mourut en 1744.

**52** J.-N. de Barbezières, comte de Chemerault, lieutenant général depuis 1702, fut tué dans la suite de la bataille.

**53** Pierre de Montesquiou, lieutenant général depuis 1696, fut créé maréchal de France quelques jours après la bataille.

**54** Fr.-Marie d'Hautefort, lieutenant général de 1702, servit sous Villars de 1705 à 1713. Cordon bleu en 1724, mourut en 1727.

**55** Cette relation de la bataille de Malplaquet n'est pas très claire. Les pièces qui existent au dépôt de la guerre et qui ont toutes été imprimées dans Pelet (IX, 343-378) sont aussi très sobres de détails. Villars, dans sa correspondance, insiste surtout sur la valeur de l'armée française, qui fut très réelle, et les grandes pertes de l'ennemi qui l'empêchèrent de tirer parti de sa victoire: «Si Dieu nous fait la grâce de perdre encore une pareille bataille, écrit Villars au roi le 14 septembre, Votre Majesté peut compter que ses ennemis sont détruits.» La publication officielle autrichienne (*Feldzüge des Pr. Eugen*, XI, 96, Wien, 1886) donne un récit très étudié. Nous avons essayé nous-même de coordonner tous les documents dans notre étude sur Villars.

**56** Charles-Emm. Palavicini, brigadier des troupes de Savoie, passé au service de France, maréchal de camp en 1704, blessé à Ramillies.

**57** Louis-Joseph de Béthune, fils du duc de Charost, avait vingt-sept ans et était brigadier de 1708.

**58** Villars reçut en outre des témoignages d'intérêt et de sympathie d'une foule de personnages; nous avons la copie de plus de soixante lettres émanant de généraux, d'intendants, d'évêques, de seigneurs de la cour et de princes du sang. Nous remarquons les noms

du duc et de la duchesse de Bourgogne, du duc du Maine, du comte de Toulouse, des cardinaux d'Estrées et de Janson, de Fénelon, du duc d'Aumont, de M. de Vaudemont, du président de Nicolay, de Basville, Chamlay, Le Peletier, Rancé, Montreal, etc. Nous donnons à l'appendice quelques-unes de ces lettres.

**59** Ce même jour 20 avril, Marlborough s'étant présenté devant la ligne de Cambrin, Montesquiou l'abandonnait précipitamment. Le lendemain, l'ennemi passait les lignes sur tous les points, sans résistance, à son grand étonnement, et allait investir Douai. Montesquiou concentrait ses troupes sous Cambrai.

**60** Bongars ne reçut pas l'avancement demandé pour lui ; voir à l'appendice la lettre fort vive que Villars écrivit à Voysin le 1<sup>er</sup> septembre.

**61** « J'ai soutenu que, quand même on n'attaquerait pas, c'était un parti plus honorable de marcher dans de belles plaines à un ennemi qui se vante d'avoir 40,000 hommes plus que nous, que de demeurer séparés de lui comme nous le sommes, et qu'après avoir publié que nous allions chercher à combattre l'ennemi, rien ne serait plus propre à donner une mauvaise impression de nous à nos troupes et à toute l'Europe que de ne pas mettre au moins l'armée du roi sur l'ennemi, en sorte

que, si nous ne l'attaquons pas, il soit parfaitement établi qu'on ne l'a pu sans une témérité blâmable. » (*Villars à Voysin*, 26 mai 1710)

62 Marlborough écrivait, de son côté, le 26 mai, à sa femme : « We shall have no action before the taking of Douay ; unless they act *contrary to reason*, which were to be wished : for in all probability we should have the advantage, which would put a happy end to the war. » Coxe, V, p. 194.

63 La lettre est imprimée dans Pelet, X, 282. On y lit cette phrase : « S. M. m'ordonne de vous faire savoir qu'Elle ne croit pas qu'il convienne d'aller chercher les ennemis, où leur donner l'occasion de combattre, à avantage égal, dans des plaines, sans autre objet que de risquer une affaire décisive. »

64 La lettre est de Voysin, du 11 juillet ; elle a été imprimée par Pelet, *Mém.*, X, 53.

65 Pendant la journée du 1<sup>er</sup> août, Villars mit à profit l'hésitation de l'ennemi pour couvrir son front d'un retranchement ; Marlborough et Eugène renoncèrent à l'attaquer et retournèrent au siège de Béthune. *Villars à Voysin*, 1<sup>er</sup> et 2 août 1710. Pelet, X, 68. — L'historien de Marlborough, Coxe, V, 292, 294, reconnaît que

les habiles manœuvres et la prudence de Villars sauvèrent l'armée française et ralentirent la marche des alliés.

66 Sans doute Vegelin.

67 Voir à l'appendice la lettre que Villars écrivit à ce sujet à Voysin, le 7 septembre.

68 Dans cette même lettre, le roi prévoyait que l'ennemi ferait le siège de Saint-Venant et pensait que, cette place devant tenir au moins quinze jours, sa chute terminerait la campagne : il ne croyait pas que l'ennemi eût le temps, avant l'hiver, d'assiéger Aire ; en quoi l'événement lui donna tort. Le roi ne donnait d'ailleurs aucun ordre pour secourir ces places : l'armée devait se contenter de couvrir Arras et de défendre les lignes tracées par Villars.

69 Joseph de Mesmes, marquis de Ravignan, né en 1660, s'était distingué dans toutes les campagnes de Villars depuis 1702, à la défense de Lille sous Boufflers ; créé lieutenant général en 1708, cordon rouge en 1737, il se distingua encore au siège de Philipsbourg en 1734 et mourut en 1742, commandant l'armée de Bavière. (*aussi note 46*)



**70** Elle était commandée par le marquis de Goesbriant dont Villars écrivait le 7 septembre à Voysin : « Je vous assure que, si M. de Goesbriant a autant d'ordre et d'économie que je lui connais de courage. Aire est une place à faire périr l'armée ennemie ; j'y ai mis un homme excellent, qui est Vallière ; il a eu tout le temps de bien travailler. »

**71** Les autres documents portent *Orchies*. Pelet, X, 379.

**72** Nous avons déjà démontré que Villars s'était, en cette circonstance, fait de grandes illusions et que l'empereur ne se souciait nullement d'un partage.

**73** Gabriel de Chouly, sr de Permangle, né en 1663, a les plus beaux états de service. Il mourut lieutenant général en 1741.

**74** À la suite de ce fait d'armes, Villars demanda la croix de Saint-Louis pour le colonel Ratzky ; Voysin refusa, le colonel n'ayant pas les six ans de services en France exigés par le règlement.

**75** Voyez à l'appendice les correspondances relatives à cet incident.

**76** La lettre est imprimée dans Pelet, X, 400 : « Je mandais hier que je ne pouvais parler que comme

homme de guerre, n'ayant aucune connaissance de ce que S. M. peut espérer des négociations... Comme homme de guerre, ma pensée était d'attaquer l'ennemi dans la plaine de Lens.» Voyez aussi à l'appendice du présent volume.

77 La lettre se trouve également dans Pelet, X, 402.

78 Villars complimenta Max-Emmanuel qui lui répondit par une lettre très gracieuse. L'électeur s'était, quelques jours auparavant, à Marly, montré empressé auprès de la maréchale de Villars ; Villars, de son côté, dans le désir qu'il avait de faire une excursion offensive en Allemagne, avait accepté d'être momentanément sous les ordres de Max-Emmanuel, qui sollicitait le commandement de l'armée du Rhin : « Tous les petits démêlés sont oubliés. » écrit Villars, le 23 juin, à l'électeur de Cologne, « il n'est pas possible que ce prince ne reconnaisse dans le fond de son âme que ceux qui m'ont brouillé avec lui sont la première cause de tous nos malheurs. » (Copie. Arch. Vog.)

79 Nous avons publié la lettre dans notre étude sur Villars, t. I, p. 390.

80 Chiffre très exagéré. La garnison d'Arleux n'était que de quatre-vingts hommes.

**81** Villars écrit aussi Sansay, Sensée le nom de cette rivière que les cartes du temps écrivent Senzet. Aujourd'hui la Censée.

**82** Entre Douai et Gœulzin.

**83** Charles de Lorraine, grand écuyer de France, 1684-1751.

**84** Louis de Gand-Vilain, prince d'Isenghien, servit avec une grande distinction de 1695 à 1713, fit la campagne de 1733-34 sur le Rhin et fut nommé maréchal de France en 1741 ; mourut en 1748, à soixante-dix ans.

**85** « Je vous avoue, » écrivit Villars à Voysin, le 13, « que je suis mortifié de vous avoir promis des drapeaux et étendards et de ne pouvoir les avoir. Vous jugerez par les lettres de MM. de Gassion et de Coigny si j'avais lieu de l'espérer et je ne doute point qu'ils n'aient été perdus... Le major des carabiniers anglais, qui a dîné chez moi aujourd'hui, m'a assuré qu'il ne croyait pas qu'il s'en fût sauvé un seul. Il m'est arrivé de voir nos houssards en cacher pour les vendre ; c'est pourquoi j'avais prié M. de Gassion de leur faire dire ainsi qu'aux cavaliers et dragons qu'on les payerait cent francs : on l'a oublié. »

**86** Charles-Louis Bretagne, duc de la Trémoille, s'était fort distingué à Malplaquet, à la tête de sa brigade de cavalerie ; mourut maréchal de camp en 1719, à trente-six ans.

**87** Jean de Gaisdon devint maréchal de camp, mais ne dépassa pas ce grade et mourut en 1721.

**88** Jean-Baptiste-Français de Johanne de la Cane, comte de Saumery, avait fait toutes les campagnes depuis 1695 dans la cavalerie ; se relira à la paix comme maréchal de camp, gouverneur de Blois et capitaine de Chambord.

**89** Antoine Clériadus de Choiseul-Beaupré servit sans interruption de 1683 à 1712. Lieutenant général en 1718, mourut en 1726.

**90** Alexandre de la Rochefoucauld, fils du duc Français VIII, alors âgé de vingt et un ans.

**91** Paul-Hippolyte de Beauvilliers, frère du duc de Beauvilliers, alors âgé de vingt-sept ans, depuis ambassadeur, lieutenant général et membre de l'Académie française.

**92** Pierre d'Arenberg, colonel de Royal-allemand depuis 1701, fit à sa tête toutes les campagnes, brillant

partisan, ne fut brigadier qu'en 1719 et mourut en 1748 maréchal de camp.

**93** Georges Bor, baron de Ratsky, gentilhomme hongrois, après avoir combattu avec Rakoczy, prit du service en France, fut un brillant colonel de hussards ; maréchal de camp en 1734, il mourut au siège de Prague, en 1742.

**94** Son frère lui succéda dans le commandement du régiment de son nom et mourut maréchal de camp à quatre-vingts ans.

**95** L'expédition fut conduite par le maréchal de Montesquiou : « Elle est assurément des plus hardies, » écrit Villars à Voysin, le 24, « pour moi, ayant trouvé les troupes sur les postes qu'elles venaient d'occuper, je voulus faire connaître à l'officier et au soldat que l'extrême valeur diminue toujours le péril, et je le priai de voir le peu de corps morts de nos troupes : je n'en trouvai pas quatre ; il est bon de faire connaître par de tels exemples que rien n'est meilleur que d'attaquer hardiment et sans tâtonner. Les soldats me répondirent que, quand ils seraient menés par d'aussi braves officiers, ils feraient toujours bien. »

96 L'historien de Marlborough, Coxe, affirme que la prise d'Arleux fut une ruse de guerre imaginée par le général anglais pour amener Villars à raser un poste qui gênait ses projets; il semble que Marlborough eût pu, à moins de frais, le raser lui-même.

97 Mme de Maintenon répondit par une lettre que nous avons publiée, et qui, sous la forme la plus exquise, donnait à Villars une leçon de tact et de soumission.

98 Fr. d'Esteing du Saillant, né en 1654, a les plus beaux états de services; mourut en 1732 lieutenant général et cordon bleu.

99 Villars oublie que le 30 il écrivait à Voysin que son intention était de renforcer le corps du comte d'Estaing et d'aller en prendre le commandement lui-même pour tenter une diversion en Brabant. Voysin approuvait ce plan le 2 août et ajoutait: «Le roi ne vous donnera point d'ordre qui vous gêne pour éviter une action. Sa Majesté ne vous en donnera point aussi pour en rechercher avec ardeur toutes les occasions, mais elle vous laissera la liberté de profiter de celles que les ennemis pourront vous fournir de les attaquer et de les combattre lorsque vous croirez pouvoir le faire avec quelque avantage, ou au moins avec égalité. C'est l'es-

prit dans lequel est Sa Majesté et ce qu'elle m'a ordonné de vous mander.» — Villars répondait le 4 : «Je ne vois pas que le détachement de M. d'Estaing ait produit d'autre marche des ennemis que quelques bataillons qui sont allés à Bruxelles... Tout ce que l'on peut faire de mieux est de le rapprocher de Maubeuge... Je ne le ferai pas venir plus près de l'Escaut que vous ne m'avez mandé si le roi le trouve bon.» Non seulement Voysin approuva, mais il envoya directement à d'Estaing l'ordre de distribuer ses quinze bataillons dans les places de Maubeuge, Bouchain, Valenciennes et le Quesnoy.

**100** Villars dissimule le dépit que lui causa le passage par Marlborough des lignes qu'il croyait infranchissables. Par ce mouvement hardi le général anglais séparait l'armée française des places de Bouchain, de Valenciennes et du camp de Denain; il n'avait aucun intérêt à attaquer Villars : c'était au contraire à Villars à marcher à lui le 6 dans la plaine ouverte où il se tenait, et à l'acculer dans le triangle formé par la Censée et l'Escaut. Battu, Marlborough courait un grand danger; Villars s'excuse mal d'avoir hésité à l'attaquer. Marlborough se déroba le 6 au soir en passant l'Escaut et vint investir Bouchain. Voir la lettre de Marlborough (Coxe,

VI, 68) qui explique son mouvement, démontre la faute qu'il eût faite en attaquant Villars le 7 dans ses fortes positions, affirme qu'il ne tomba pas une seule goutte de pluie et que son armée passa l'Escaut en plein jour sans que Villars eût fait un mouvement pour empêcher le passage. Saint-Simon s'est fait l'écho des critiques très vives que souleva, même dans l'armée, l'indécision de Villars.

**101** Villars ne pouvait se faire d'illusions sur la mauvaise impression que ferait à Versailles la nouvelle d'un investissement opéré ainsi en sa présence, et de la chute certaine de Bouchain. « Vous devez tout tenter et tout faire, » avait écrit Voysin de la part du roi le 14 juillet, « pour empêcher ce siège... Il est presque incroyable que les ennemis puissent le faire. » Aussi chargea-t-il Contades, homme habile et bien en cour, d'apporter sa justification. Contades réussit dans une certaine mesure. Les lettres de Voysin, de M<sup>me</sup> de Maintenon témoignent de plus d'inquiétude que d'irritation ; mais le langage des courtisans fut très gévère pour Villars. Voyez Saint-Simon, IX, 110.

**102** Georges-Gaspard de Contades était alors brigadier ; il fut lieutenant général en 1720 et mourut en



1735 en revenant d'Italie. Son fils fut le maréchal de Contades.

**103** J.-Fr, Joubert, marquis de Châteaumorand, d'abord marin, fut un excellent brigadier de cavalerie : mourut en 1727 lieutenant général et commandeur de Saint-Louis.

**104** Qu'on a vu depuis l'un des principaux ministres du roi de Prusse (note de X).

**105** Gab.-F. de Salignac devint lieutenant général, ambassadeur en Hollande, et fut tué au siège de Mons en 1746.

**106** La lettre de Mme de Maintenon, que nous avons publiée, est loin d'être aussi pressante : « Le parti que vous prenez, écrit-elle, est d'un homme de bonne foi qui ne veut point entreprendre ce qu'il ne saurait faire. » et la réponse de Villars semble indiquer un certain dépit d'avoir été si vite pris au mot et écarté « de la plus belle et la plus désirable charge qu'il y ait à la cour. »

**107** Cette correspondance et le mémoire de M. de Ravignan sont imprimés dans Pelet, X, 667-671.

**108** Il est permis de croire que Villars force un peu la note : il fut pourtant bien reçu. Saint-Simon le

constate ; au sortir de l'audience royale, il écrivit à ses amis et à sa famille une sorte de lettre circulaire qu'on trouvera ci-dessous à l'appendice.

**109** L'ordre de bataille du 26 mai, conservé au dépôt de la guerre, porte 133 bataillons et 252 escadrons. Pelet, XI, 460.

**110** La lettre est imprimée dans Pelet, XI, 457. Vilars ne devait faire ce détachement que si l'ennemi gagnait les sources de l'Escaut.

**111** Nous donnons la lettre à l'appendice. La réponse d'Ormond se trouve dans Pelet, XI, 462.

**112** Nous avons retrouvé la lettre elle-même dans les papiers d'Ormond. Nous la donnons à l'appendice.

**113** Cette réponse est imprimée dans Pelet, XI, 402.

**114** La lettre datée du 12 est imprimée dans Pelet, XI, 463. Ormond disait même qu'il défendrait le prince Eugène s'il était attaqué.

**115** Jean-Jacques de Damas, frère cadet du comte de Ruffey, a de très beaux états de service. Lieutenant général en 1720, mort en 1739 à soixante-dix ans.

**116** Charles d'Espalungue, sr de la Badie, était un très bon officier qui avait, en 1702, fait une belle défense

dans Venloo. La localité désignée par Villars est sans doute Stevensweert, située à dix lieues environ au sud de Venloo, sur la Meuse.

**117** Et par un bataillon et quatre escadrons de Holstein.

**118** Les mouvements de Villars pendant les journées du 17 au 23 juillet ont été l'objet de critiques assez vives et de discussions avec le maréchal de Montesquiou. Nous avons essayé d'établir la vérité dans notre étude sur Villars, t. II, p. 21-33. On trouvera ci-dessous, à l'appendice, les pièces officielles en petit nombre qui concernent cet intéressant point d'histoire.

**119** Eugène de Beaujeu était maréchal général des logis de la cavalerie, ce qu'on appellerait aujourd'hui chef d'état-major, depuis 1705 ; il le fut jusqu'en 1713, fut blessé à Fribourg et mourut maréchal de camp, gouverneur des Invalides en 1730 à soixante-quatre ans.

**120** Jean-Baptiste de Vassal, chevalier de Montviel, servait depuis 1686. Maréchal de camp en 1734, il mourut l'année suivante à soixante-deux ans.

**121** Voyez entre autres, à l'appendice, la lettre écrite à Saint-Frémont et qui était destinée à être interceptée.

**122** C'était le fils du célèbre amiral de Tourville.

**123** Cet officier n'avait aucun rapport de parenté avec le maréchal de Villars.

**124** Desguiddy, ou de Sguiddy, commandait la compagnie des gardes personnels de Villars et comme tel était chargé de la rentrée des sauvegardes. Nous avons quelques lettres de lui.

**125** Il mourut le 19 août devant Douai de la fièvre.

**126** Tollen et Steenbergem, à l'embouchure de l'Escaut.

**127** Ces pièces figurent dans l'inventaire du château de Vaux dressé à la mort de Villars.

**128** Voir dans Pelet, XI, 243, les lettres par lesquelles Villars annonce au roi et à Voysin le succès de cette expédition. « Voilà, Dieu merci, deux petits panneaux que M. le prince Eugène à la bonté de prendre, et assez heureusement pour nous. Il faut que je prenne garde, moi, à ceux qu'il pourrait me tendre, et d'autant plus que je le crois fâché. »

**129** Arthur Dillon, Irlandais, venu en France en 1690 avec un régiment levé par son père ; servit sans interruption jusqu'en 1714 ; mourut en 1733, à soixante-trois ans.

**130** Le baron de Hundheim, premier ministre de l'électeur palatin, entra secrètement en relations avec Villars par l'intermédiaire d'un certain Beckers, que le service des subsistances mettait journellement en rapport avec l'intendant français Le Peletier de la Housaye. Voyez dans notre étude sur Villars le récit de ces négociations.

**131** Armand-Charles de Gontaut, depuis duc et pair, maréchal de France et cordon bleu. Mort à l'Oratoire en 1756.

**132** Le duc de Luynes n'avait que dix-huit ans ; celui qui fut plus tard le maréchal duc de Richelieu et portait alors le titre de duc de Fronsac en avait dix-sept. Mis à la Bastille en 1711, il en était sorti pour assister à la bataille de Denain comme aide de camp de Villars ; il servait en 1713 en la même qualité. Ni l'un ni l'autre n'étaient officiers généraux, mais volontaires.

**133** Beckers n'était pas ministre, mais agent de l'administration électorale.

**134** Étienne Leménestrel de Mauguel, sr de Lutteurs, devint lieutenant général en 1738 et mourut d'une blessure reçue à Fontenoy.

**135** Les souvenirs de Villars ne sont pas absolument d'accord avec sa correspondance. Le roi avait entièrement approuvé le projet du siège de Fribourg. C'est Villars qui, dès le 23 août, commence à faire des objections. Voysin les réfute le 28. Villars insiste et demande des ordres. Voysin lui écrit le 6 septembre : « Vous n'aurez pas une décision plus expresse de la part de Sa Majesté pour vous déterminer au siège de Fribourg : Elle se remet entièrement à vous de le faire ou de ne le pas faire et de vous déterminer à ce que vous croirez qui sera du bien de son service et de plus convenable à la conjoncture présente. Si vous ne croyez pas devoir entreprendre le siège de Fribourg, Sa Majesté approuve fort aussi le parti que vous voulez prendre... de marcher du côté de Rastadt... C'est dans l'alternative de ce projet ou du siège que vous avez à vous déterminer : Sa Majesté approuve le parti que vous croirez devoir prendre. » C'est le 13 septembre que, se rendant aux objections renouvelées de Villars, Voysin lui écrit que le roi renonce au siège de Fribourg ; mais, quand Villars reçut la lettre, il avait pris son parti et se trouvait déjà sous les murs de la place. (Pelet, XI, p. 318-357.)

**136** Sans doute Seltz, en face de Rastadt.

**137** Roskopf.

**138** Fils de Thérèse de Villars et de Jean de Frétat, sr de Boissieux.

**139** La colonne commandée par Imécourt ne dépassa pas Furtwangen qui est près d'une des *sources* du Danube, à 5 ou 6 lieues de Fribourg. (Pelet, XI, 354.) Les petites expéditions que fit Asfeldt en décembre à Neustadt et Todtnau ne dépassèrent pas un rayon de 7 à 8 lieues. (Pelet, XI, 404-412.)

**140** Voir ci-dessus, la note qui rectifie ces chiffres.

**141** Hundheim. Voir p. 191 et 225.

**142** «La valeur des grenadiers ne peut être trop louée: leurs capitaines tués, les sergents et grenadiers disaient: «Nous ne quitterons pas: envoyez des officiers si vous voulez, mais nous ferons toujours comme si nous en avons.» *Villars au roi*, 15 octobre 1713. (Pelet, XI, 375.)

**143** Il n'y eut qu'une entrevue entre Villars et Hundheim, le 25 octobre, dans le village de Büsingen: les rapports des deux interlocuteurs sont conservés, l'un aux archives de Paris, l'autre aux archives de Vienne; nous en avons donné l'analyse dans notre étude sur Villars. On en trouvera des extraits dans l'appendice du tome IV.

144 Nous avons retrouvé et nous donnons à l'appendice une partie de cette correspondance.

145 Wachtendonck.



1. 1708.
2. 1709.
3. 1710.
4. 1711.
5. 1712.
6. 1713.
7. Notice BnF
8. Notes